



Numéro 2 - juin 2017

En avril 2017, la dynamique haussière des prix agricoles à la production s'essouffle légèrement sur un an dans un contexte de remontée des prix des intrants depuis le début de l'année

■ **Synthèses Grandes cultures**

Le recul de la production française de pommes de terre en 2016 maintient les cours à un niveau élevé

*T. Champagnol*

■ **Synthèses Fruits**

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations françaises de pommes reculent nettement

*L. Bernadette*

■ **Synthèses Animaux de boucherie**

En 2016, redressement de la production ovine

*M.-A. Lapuyade*

■ **Synthèses Animaux de boucherie**

En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc

*C. Pendariès*

■ **Synthèses Lait**

Début 2017, les collectes européenne et française de lait continuent de reculer, dans un contexte de marchés tendu pour le beurre et excédentaire pour la poudre de lait écrémé

*A. Rhodes*

■ **Synthèses IAA**

En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse

*M. Kuhn-le Braz*

■ **Synthèses Commerce extérieur**

En 2016, la chute de l'excédent commercial céréalier contribue à la forte dégradation des échanges agroalimentaires français

*T. Champagnol*





# Éditorial

## En avril 2017, la dynamique haussière des prix agricoles à la production s'essouffle légèrement sur un an dans un contexte de remontée des prix des intrants depuis le début de l'année

L'hiver 2016-2017 a été marqué par des températures plutôt douces, à l'exception du mois de janvier, particulièrement froid et parfois accompagné de fortes gelées, et un rechargement des nappes phréatiques insuffisant. Le déficit pluviométrique s'est accentué au début du printemps, malgré des précipitations en mars. Avril a été sec et contrasté en températures, alternant les périodes de froid et de réchauffement. En mai, malgré des pluies proches des normales pendant les quinze premiers jours, la pluviométrie a été déficitaire en raison d'un pic de chaleur dans la seconde moitié du mois. Le cumul des pluies tombées depuis le 1<sup>er</sup> mars est inférieur aux normales et au 1<sup>er</sup> juin, l'indice d'humidité des sols est déficitaire en France sur une grande partie du territoire, notamment en Corse et sur une bande allant du Nord à la Moselle (*Infos rapides Climatologie, juin 2017*).

Le manque de pluie commence à peser sur la production d'herbe. En mai, la pousse mensuelle intervenue entre le 20 avril et le 20 mai est très inférieure à celle de référence quelle que soit la région fourragère. En cumul depuis le début de la campagne, la production est toutefois légèrement supérieure à celle de référence (1982-2009) grâce aux températures douces et aux pluies du mois de mars (*Infos rapides Prairies, juin 2017*).

Les gelées et l'insuffisance des précipitations ne sont pas favorables au développement des cultures d'hiver et les rendements, notamment de colza ou d'orge d'hiver pourraient en pâtir. Selon les estimations au 1<sup>er</sup> juin, la production de colza serait en légère progression sur un an mais en diminution par rapport à la moyenne 2012-2016. La production d'orge d'hiver augmenterait après la baisse sensible de l'année dernière. Quant aux surfaces, elles se réduiraient pour les céréales et les oléagineux mais augmenteraient significativement pour les betteraves industrielles et les pommes de terre (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2017*). Tirillés entre des disponibilités mondiales abondantes en blé et des inquiétudes quant aux effets du stress hydrique sur les prochaines récoltes, les cours des céréales se tassent légèrement. Les prix des oléagineux souffrent quant à eux d'un repli des cours mondiaux des huiles. En retrait par rapport aux prix moyens 2012-2016, les cours des céréales et des oléagineux se maintiennent toutefois en progression sur un an.

Parmi les autres grandes cultures, les prix de la pomme de terre demeurent bien supérieurs à ceux de 2016 et à la moyenne des cours sur cinq ans. En 2016, malgré des surfaces en progression, la production française de pommes de terre a diminué pour la deuxième année consécutive, pénalisée par des rendements en baisse liés à des conditions climatiques défavorables. Ce recul de la production, également constaté chez nos voisins européens, soutient les prix. Les exportations françaises de pommes de terre, principalement en frais, sont reparties à la hausse en volume tandis que les importations, concernant essentiellement des produits issus de la transformation, continuaient d'augmenter. Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, l'excédent des échanges extérieurs (frais et transformé) progresse de nouveau sur un an : + 78,1 millions d'euros après + 71,6 millions d'euros en 2015/2016 (*Le recul de la production française de pommes de terre en 2016 maintient les cours à un niveau élevé, Grandes cultures n° 2017/308, juin 2017*).

En mai 2017, à la charnière entre les campagnes d'hiver et d'été, les prix des fruits sont une nouvelle fois en hausse par rapport à ceux de mai 2016 et par rapport aux cours moyens 2012-2016 grâce à une offre réduite en pommes et une demande au rendez-vous. Seuls les cours de la fraise sont légèrement en retrait sur un an, à l'arrivée du pic de production. Les productions de fruits d'été (abricots, pêches et cerises) sont plutôt précoces et prévues en hausse, malgré des épisodes de gel localisés, parfois sévères mais sans grande conséquence sur le niveau national des récoltes. La concurrence espagnole se fait déjà sentir sur le marché de l'abricot et de la pêche (*Infos rapides Fruits, juin 2017*). En avril 2017, les niveaux des stocks de pommes et poires sont inférieurs de 10 à 14 % à ceux de 2016 et à la moyenne 2012-2016 pour la poire, en fin de campagne, tout en se maintenant légèrement au-dessus pour la pomme (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mai 2017*). L'écoulement reste difficile sur le marché de la Golden, malgré des promotions en grandes et moyennes surfaces, et le déstockage ralentit. Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, malgré des exportations en baisse vers l'UE et encore plus vers les pays tiers, les prix de la pomme s'établissent en hausse sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, dans un contexte de repli des récoltes française et européennes,

à l'exception de l'Allemagne. Au niveau national, le chiffre d'affaires se contracte légèrement mais enregistre des réductions marquées en Aquitaine et dans le Centre (*Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations françaises de pommes reculent nettement, Fruits n° 2017/306, juin 2017*).

Contrairement aux fruits, les cours des légumes se détendent sur un an et par rapport aux cours moyens 2012-2016, pénalisés par une consommation insuffisante de laitues, tomates et concombres au regard de l'offre abondante, malgré une remontée des températures à partir de la mi-mai. Les cours des endives se redressent en mai grâce à une meilleure maîtrise de l'offre (*Infos rapides Légumes juin 2017*).

Sur les quatre premiers mois de 2017, avec des abattages d'animaux de boucherie en baisse pour toutes les espèces, à l'exception des ovins (+ 1 %), dans un contexte de contraction ou de maintien des cheptels, et de demande extérieure dynamique en broutards et porcins, les cours à la production confirment en avril les hausses sur un an de début 2017, sauf pour les veaux de boucherie et les ovins. La consommation apparente de viande, quelle que soit l'espèce, demeure en deçà des niveaux moyens des cinq dernières années, à l'exception des porcins en mars 2017 (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, juin 2017 et Cheptel, mars 2017*).

Le rebond de consommation de viande ovine attendu à l'occasion de la fête de Pâques a redressé les cours en avril 2017, après un début d'année en berne, mais a été insuffisant pour que la progression des prix compense la forte baisse enregistrée sur un an depuis le début de l'année. La chute des cours amplifie le recul de 2016 dans un contexte de production dynamique, après plusieurs années de contraction, de consommation de viande toujours en repli et de concurrence accrue à l'exportation, notamment sur le marché italien des agneaux vivants. Depuis 2009, l'Italie réoriente ses approvisionnements vers la Roumanie et surtout la Hongrie au détriment de la France (*En 2016, redressement de la production ovine, Animaux de boucherie n° 2017/307, juin 2017*).

Depuis 2016, l'embellie sur les prix du porc se poursuit. Dans un contexte de demande intérieure atone, l'essor de la demande chinoise a soutenu le marché du porc contribuant ainsi à la fermeté des cours français et créant un ciseau des prix favorable aux éleveurs avec la baisse du coût de l'aliment. Les exportations françaises mais également celles des autres principaux pays producteurs européens de porc ont atteint des niveaux sans précédent, faisant plus que doubler en France, multipliées quasiment par deux à l'échelle européenne, et triplant même aux Pays-Bas. En France, les produits congelés qui représentent plus d'un tiers des ventes françaises en volume sont à l'origine de ce dynamisme. En conséquence, moins déficitaire en valeur, le solde des échanges est même redevenu positif en volume (*En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc, Animaux de boucherie n° 2017/303, mai 2017*).

Quant aux bovins, les cours des gros animaux repassent nettement au-dessus de ceux de 2016 en avril grâce à une remontée des cours entamée à l'automne 2016. Même si elles reculent légèrement sur un an depuis le début de l'année, les exportations de broutards sont en progression en mars, grâce aux demandes italiennes et espagnoles, favorisant la bonne tenue des cours qui retrouvent ainsi les niveaux d'avant la FCO.

Sur les quatre premiers mois de 2017, les abattages de volailles reculent par rapport à la même période de 2016, tant en poids qu'en têtes, sauf pour les poulets qui progressent en tonnes-équivalent-carcasse (*Infos rapides Aviculture, juin 2017*). Le recul de 40 à 45 % des abattages de canards en mars-avril s'inscrit dans un contexte d'influenza aviaire depuis le début de l'année 2017 et fait suite à une situation déjà difficile lors du premier épisode de crise en 2016. Les mises en place de canard progressent légèrement sur les trois premiers mois de 2017, de même que pour les poulets. Les exportations françaises de volailles s'accroissent sur un an depuis février mais la France est confrontée à une concurrence acharnée et à la fermeture des marchés. Malgré une consommation en hausse, les prix à la production se maintiennent en deçà des cours de 2016 et de la moyenne 2012-2016. S'agissant des œufs, la demande soutient les prix qui augmentent fortement en avril sur un an.

En avril 2017, la collecte française de lait de vache se contracte de nouveau par rapport à l'année précédente, les conditions climatiques du printemps couplées à des fourrages en recul et de médiocre qualité ayant limité la nourriture des animaux. La production est dynamique dans les deux plus grands bassins laitiers (Grand-Ouest et Normandie) (*Infos rapides Lait, juin 2017*). La baisse de la production et la demande des industriels en matières grasses soutiennent les prix du lait en France qui s'accroissent en mai 2017. Le recul des disponibilités de la matière première pénalise les fabrications françaises de produits laitiers début 2017. Avec une demande active, les prix du beurre s'envolent depuis le second semestre 2016. En revanche, ceux de la poudre de lait pâtissent de stocks importants et d'une demande insuffisante malgré des ventes dynamiques à la Chine (*Début 2017, les collectes européenne et française de lait continuent de reculer, dans un contexte de marchés tenus pour le beurre et excédentaire pour la poudre de lait écrémé en 2016, Lait n° 2017/302, mai 2017*).

En avril 2017, l'embellie sur les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production enregistrée depuis la mi-2016 marque légèrement le pas, limitant la hausse sur un an (+ 6 %). Outre les céréales, les oléagineux, les légumes et les volailles, le ralentissement concerne également les vins sans appellation (*Infos rapides Prix, juin 2017*).

Parallèlement, en avril 2017, le coût des intrants est stable pour le deuxième mois consécutif, rompant avec la reprise intervenue depuis octobre 2016, et en hausse sur un an depuis janvier, sous l'effet du renchérissement du coût des

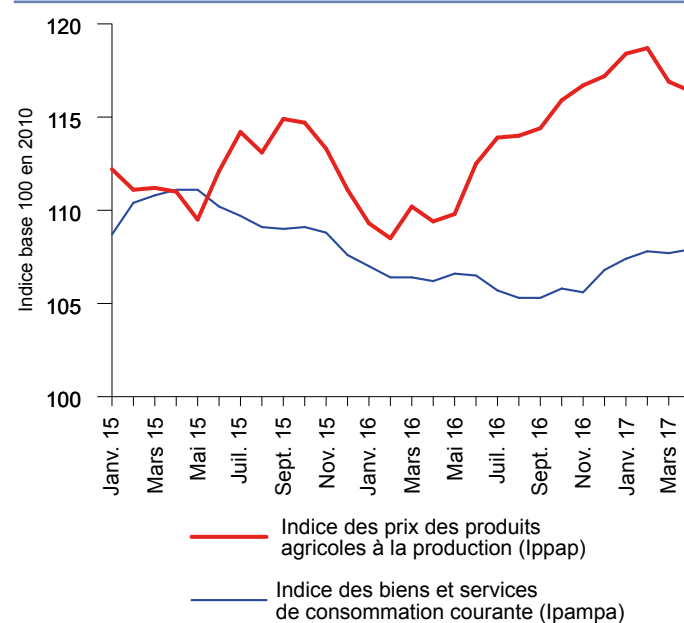
aliments pour animaux, de l'énergie et du ralentissement du repli du prix des engrais et amendements. En avril 2017, la production d'aliments composés décroche sur un an pour toutes les catégories d'animaux, après un premier trimestre dynamique, tirant celle des quatre premiers mois à la baisse, à l'exception, principalement, des aliments pour bovins (*Infos rapides Coûts de production, juin 2017*).

En 2016, après deux années de croissance plutôt morose, la production des IAA (hors tabac) a baissé sur un an, impactée par des conditions climatiques et un environnement socio-économique et post-attentat peu propices à la production de certaines matières premières et à la consommation de produits comme les boissons ainsi que par des crises ayant affecté les filières animales. Ce repli s'inscrit dans une stagnation globale de la production depuis le début des années 2000. Face à une demande intérieure en progression, les importations ont continué d'augmenter tandis que les exportations diminuaient légèrement (*En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse, IAA, n° 2017/304, mai 2017*). En conséquence, après un rebond en 2015, l'excédent en produits transformés (hors tabac) s'est replié, mais grâce aux ventes de boissons alcoolisées et à la baisse des achats de tourteaux, il a mieux résisté que celui des produits bruts. Ce dernier s'effondre, pénalisé par la détérioration importante des échanges de céréales : baisse des exportations (mauvaise récolte 2016) et hausse des importations, combinées à un recul des prix, orientés à la baisse par des disponibilités mondiales abondantes.

Tous produits confondus, l'excédent agroalimentaire français chute de 3 Mds € en 2016, perdant un tiers de sa valeur et atteignant son niveau le plus bas depuis 2009. La contraction de l'excédent est plus marquée avec l'UE qu'avec les pays tiers, contribuant à dégrader le poids de la France dans les échanges au sein de l'UE (*En 2016, la chute de l'excédent commercial céréalier contribue à*

*la forte dégradation des échanges agroalimentaires français, Commerce extérieur agroalimentaire, n° 2017/305, mai 2017*). La diminution sur un an de l'excédent de l'ensemble des échanges se poursuit sur les quatre premiers mois de 2017 en raison de la faiblesse des exportations de céréales et de l'augmentation des importations. Seul l'excédent des échanges de produits transformés, exclusivement réalisé avec les pays tiers, augmente grâce au dynamisme des exportations de vins et de produits alimentaires (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, juin 2017*).

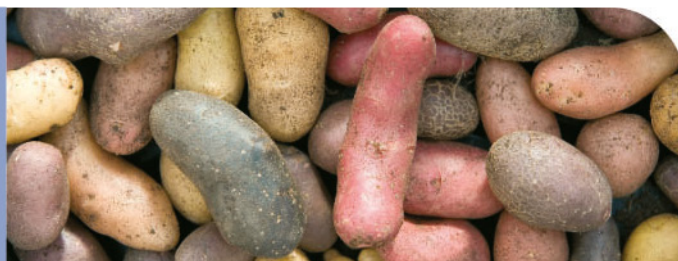
### En avril 2017, la hausse sur un an des prix des produits agricoles à la production ralentit dans un contexte de progression des prix d'achat des moyens de production agricole



Sources : Insee, Agreste







### Le recul de la production française de pommes de terre en 2016 maintient les cours à un niveau élevé

**Malgré des surfaces en progression, la production française 2016 de pommes de terre diminue pour la deuxième année consécutive, pénalisée par des rendements en baisse liés à des conditions climatiques défavorables. Ce recul de la production, également constaté chez nos voisins européens, continue de soutenir les prix. Les exportations françaises de pommes de terre, principalement en frais, repartent à la hausse en volume tandis que les importations, concernant essentiellement des produits issus de la transformation, augmentent de nouveau. Dans ce contexte, sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017, l'excédent des échanges extérieurs (frais et transformé) s'accroît (78,1 millions d'euros contre 71,6 millions d'euros en 2015/2016).**

#### En 2016, nouveau recul de la production française malgré une hausse des surfaces

Pour la campagne 2016/2017 (août 2016 à juillet 2017), la production française de pommes de terre (y compris plants) est évaluée à 6,8 millions de tonnes, en baisse de 4 % par rapport à la récolte 2015 et de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Il s'agit de la deuxième année consécutive de repli, 2015/2016 ayant déjà été marquée par une récolte en forte diminution (- 12 % par rapport à la campagne 2014/2015) du fait de la sécheresse de l'été 2015.

La production recule, malgré des surfaces plantées en hausse (+ 5 % par rapport à l'année dernière et + 8 % par rapport à la moyenne 2011-2015), pénalisée par des rendements fortement impactés par des conditions météorologiques difficiles. Les

potatoes ont souffert d'un excès d'eau au printemps, favorisant l'apparition de mildiou, et d'un climat très sec en août, peu propice

à la croissance des plantes. En septembre et octobre, la sécheresse persistante dans la plupart des régions de production n'a pas permis

#### Production française de pommes de terre

	2016	2015	Moyenne 2011-2015
<b>Superficie développée (1 000 ha)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	19	19	18
Pommes de terre de féculerie	22	21	20
Pommes de terre de conservation et demi-saison	127	121	117
Autres	7	7	7
<b>Total pommes de terre</b>	<b>175</b>	<b>168</b>	<b>162</b>
<b>Rendement (t/ha)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	29	32	31
Pommes de terre de féculerie	42	44	52
Pommes de terre de conservation et demi-saison	40	44	46
Autres	37	36	36
<b>Total pommes de terre</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>44</b>
<b>Production (1 000 t)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	564	626	560
Pommes de terre de féculerie	950	926	1 041
Pommes de terre de conservation et demi-saison	5 072	5 331	5 334
Autres	249	237	262
<b>Total pommes de terre</b>	<b>6 835</b>	<b>7 120</b>	<b>7 196</b>

Source : Agreste - SAA

un arrachage correct, les tubercules coupés ou blessés lors de l'opération se conservant plus difficilement. En conséquence, les rendements reculent à 39 t/ha en 2016/2017 contre 42,5 t/ha en 2015/2016 et 44 t/ha pour la moyenne des cinq dernières campagnes.

La pomme de terre de conservation et de demi-saison est la plus cultivée en France. À 5,1 millions de tonnes en 2016, la production, qui représente près des trois quarts de la récolte totale de pommes de terre, diminue de 5 % par rapport à l'année dernière et à la moyenne 2011-2015. Malgré des rendements très faibles, les plus bas depuis 1996, la récolte de pommes de terre de féculerie (0,9 million de tonnes) est, pour sa part, en hausse de 3 % par rapport à la campagne précédente en lien avec l'augmentation des surfaces plantées. Elle baisse toutefois de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Enfin, la production de pommes de terre primeur dépasse les 163 000 tonnes pour cette campagne, en progression de 4 % par rapport à la campagne 2015/2016.

D'une campagne à l'autre, les surfaces, les rendements et donc la production sont soumis à des fluctuations plus ou moins fortes. On peut toutefois distinguer deux grandes tendances depuis le début des années 90. La première, jusqu'en 2007, se caractérise par une baisse des surfaces

plantées plus que compensée par la croissance des rendements qui tire à la hausse la production de pommes de terre (+ 3 % par an entre les campagnes 1989/1990 et 2007/2008). Parallèlement, la diminution des superficies s'accompagne d'un recentrage des terres sur les régions les plus productrices. *A contrario*, à partir de la campagne 2008/2009, la poursuite de la hausse de la production est davantage le fait des surfaces, qui augmentent de manière significative, en particulier depuis 2013/2014. Elles retrouvent en 2016 leur niveau du début des années 1990.

## Les prix de la pomme de terre se hissent à un niveau élevé pour la campagne 2016/2017

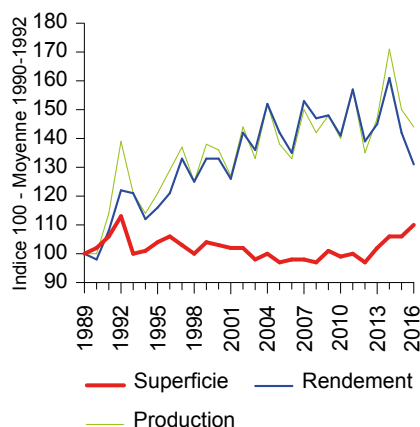
Les prix de la pomme de terre sont très volatils, réagissant fortement aux fluctuations de la production : si cette dernière augmente, les prix diminuent et inversement, si la production recule, les prix s'accroissent. De même, le niveau des prix d'une campagne influence les évolutions de surfaces plantées en pomme de terre de la campagne suivante. Avec un bon niveau de prix de la pomme de terre durant une campagne, les producteurs sont incités à planter plus de pommes de terre et réciproquement.

### Des récoltes européennes également en baisse en 2016/2017

*En Europe, la récolte 2016 de pommes de terre diminue également pour la seconde année consécutive. La production européenne est extrêmement concentrée puisque six pays (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni et Pologne) rassemblent les trois quarts de la production totale de l'UE. L'Allemagne, premier producteur européen, diminue sa production de 2 % par rapport à 2015 et de 6 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Parmi les autres grands producteurs, seule la production néerlandaise affiche une légère hausse sur un an (+ 1 % par rapport à 2015), en recul toutefois de 3 % par rapport à la moyenne 2011-2015.*

*D'après le Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG), la récolte de pommes de terre de conservation et de demi-saison correspondant aux cinq principaux producteurs d'Europe de l'Ouest, estimée à 24,6 Mt, se contracte de 3 % par rapport à 2015. Les faibles rendements constatés ont en effet plus que contrebalancé l'augmentation des surfaces (+ 5 %). Seule la production allemande enregistre une progression par rapport à l'année précédente (+ 1 %).*

### Des surfaces qui progressent depuis 2013



Source : Agreste

### Production européenne de pommes de terre (y compris plants)

	Surfaces (1 000 ha)		Production (1 000 t)	
	2016	2015	2016	2015
Allemagne	236	237	10 177	10 370
France	175	167	6 835	7 114
Pays-Bas	156	156	6 703	6 652
Pologne	293 <sup>1</sup>	293	-	6 152
Royaume-Uni	139	129	5 373	5 598
Belgique	89	79	3 373	3 665
Roumanie	189	190	2 687	2 625
Espagne	73	72	2 244	2 284
Danemark	46	42	1 954	1 748
Italie	49	50	1 397	1 355
Autres pays	231	236	5 971	5 596

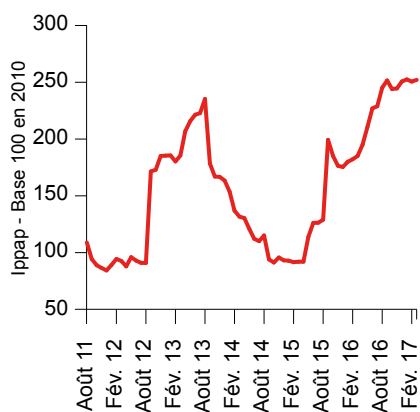
1. Données 2016 non disponibles.

Source : Eurostat



Sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017, les prix de la pomme de terre, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), augmentent de 41 % par rapport à la campagne précédente, faisant plus que doubler (+ 113 %) par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, en lien avec des disponibilités en recul. Il s'agit de la deuxième campagne consécutive de hausse, après le bond des prix enregistré en 2015/2016 en raison de la forte diminution de la production. Les cours avaient alors retrouvé, voire dépassé les niveaux atteints pendant les campagnes 2012/2013 et 2013/2014, après l'effondrement des prix en 2014/2015 à la suite de la forte progression des récoltes.

### Des prix de la pomme de terre élevés en 2016/2017



Source : Insee

### Des exportations de pommes de terre en frais en légère progression sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017, les exportations en volume de pommes de terre en frais s'accroissent légèrement (+ 1 % par rapport à la campagne 2015/2016), atteignant 1,3 million de tonnes, malgré le repli de la production. Cette situation diffère de la campagne 2015/2016 au cours de laquelle les exportations de pommes de terre en frais (1,85 million de tonnes) avaient baissé (- 6 % par rapport à la campagne précédente et - 7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes), en lien avec le recul marqué des récoltes.

La France exporte ses pommes de terre en frais presque exclusivement vers l'Union européenne même si, pour les plants de pommes de terre (7 % des quantités exportées ces cinq dernières années), les destinations sont nettement plus diversifiées entre l'Union européenne et les pays tiers.

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017, les ventes de pommes de terre à la Belgique, l'Espagne et le Portugal (quatre principaux clients de la France avec l'Italie) progressent respectivement de 73 000, 45 000 et 18 000 tonnes. En revanche, les

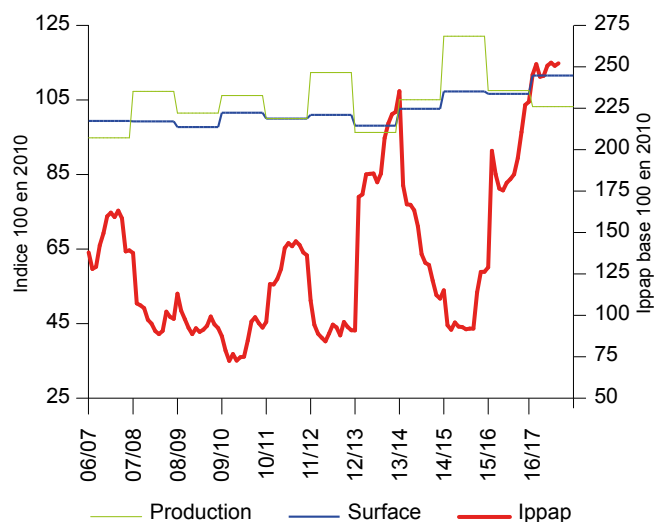
exportations reculent fortement vers les destinations comme l'Italie (- 75 000 tonnes) et la Roumanie (- 11 000 tonnes). Avec des importations en hausse sur la période, mais portant sur des volumes limités, la France demeure largement excédentaire en pommes de terre fraîches. En 2015/2016, les exportations s'étaient contractées vers pratiquement tous nos partenaires européens, à l'exception de l'Espagne et du Portugal, et à un degré moindre, du Luxembourg et de l'Autriche.

### Recul des livraisons de pommes de terre destinées à la transformation en 2016/2017

En France, seule une dizaine d'usines sont en charge de la transformation des pommes de terre. Les variations d'activité constatées d'une année sur l'autre résultent de deux facteurs : le niveau des disponibilités au démarrage de la campagne (période de « soudure » entre deux campagnes) et le taux de matière sèche des pommes de terre qui joue sur le coefficient de transformation des matières premières (lui-même influencé par les conditions climatiques pendant le développement des cultures).

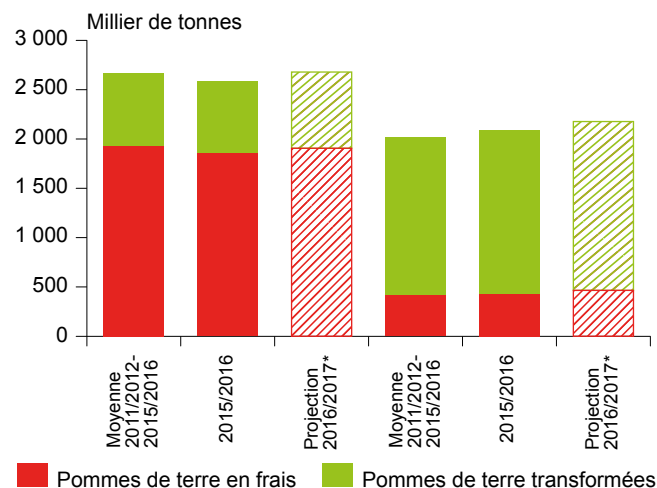
Entre juillet 2016 et mars 2017, les approvisionnements des usines françaises en pommes de terre s'élèvent à 868 000 tonnes, en diminution de près de 50 000 tonnes

### Les prix réagissent fortement aux variations de production



Sources : Agreste, Insee

### La France exporte des pommes de terre en frais et importe des pommes de terre transformées



\* Projection sur la base des huit premiers mois de la campagne.  
Source : DGDDI (Douanes)

par rapport à la même période de la campagne précédente, selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT). Si cette tendance se confirme sur l'ensemble de la campagne, il s'agirait de la deuxième année consécutive de baisse des quantités utilisées pour la transformation.

En 2015/2016, 1,1 million de tonnes de pommes de terre avaient alimenté les usines sur l'ensemble de la campagne, en diminution de 5 % par rapport à une campagne 2014/2015 plutôt exceptionnelle du point de vue des quantités utilisées pour la transformation. Après traitement, 584 000 tonnes de pommes de terre transformées avaient été produites, soit un repli de 4 % par rapport à la campagne précédente.

64 % des pommes de terre livrées aux usines sont destinées à la fabrication de pommes de terre surgelées, 17 % à la production de pommes de terre déshydratées, 13 % à celle de chips et 6 % à la production d'autres produits.

### **Un déficit des échanges de pommes de terre transformées qui se creuse**

Après deux campagnes relativement stables, les volumes exportés de préparations à base de pommes de terre – exprimés en équivalent pommes de terre – augmentent de 6 % sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017 par rapport à la même période de 2015/2016.

De leur côté, les quantités importées de pommes de terre transformées progressent sur la même période (+ 2 % par rapport à 2015/2016), confirmant la tendance à la hausse enregistrée lors des trois dernières campagnes. Sur cette base, le déficit de la balance commerciale des pommes de terre transformées en volume pourrait de nouveau se creuser en 2016/2017.

### **Progression de la valeur de l'excédent commercial en pommes de terre (fraîches et transformées)**

Grâce aux exportations de pommes de terre en l'état (frais) et aux prix élevés sur les huit premiers mois de la campagne 2016/2017 qui permettent, pour la seconde année, de compenser l'accroissement des achats de produits transformés, l'excédent commercial global en pommes de terre s'accroît sur un an (+ 78,1 millions d'euros après + 71,6 millions d'euros sur les huit premiers mois de 2015/2016).

Lors de la campagne 2015/2016, sous l'effet de la forte hausse des prix, les exportations en valeur de produits frais s'étaient fortement accrues, favorisant la progression marquée de l'excédent des pommes de terre en l'état (+ 163,6 millions d'euros) et contrebalançant nettement la hausse des importations de produits transformés (+ 20 millions d'euros de déficit). Le solde commercial global de la pomme de terre était ainsi redevenu positif de + 61,4 millions d'euros après deux campagnes déficitaires

(- 3,2 millions en 2013/2014 et - 82,1 millions d'euros en 2014/2015).

### **Baisse de la consommation de pommes de terre surgelées en 2016/2017**

Contrairement à la campagne précédente, les achats de produits surgelés par les ménages sont en diminution sur la période allant du 11/07/2016 au 16/04/2017 par rapport à la même période de 2015/2016, selon le GIPT et Kantar Worldpanel. Les achats de frites surgelées restent toutefois stables. De leur côté, dans le prolongement de 2015/2016, les ventes de produits sous vide et de purées déshydratées se détériorent de manière assez nette. Seule la consommation de chips continue de croître.

Quant à la consommation de pommes de terre fraîche, la campagne 2015/2016 s'était caractérisée par une légère augmentation des volumes achetés par les ménages du fait de ventes exceptionnelles réalisées à l'automne 2015, d'après le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre (CNIPT) et Kantar Worldpanel. À l'inverse, l'activité commerciale a été plutôt calme durant l'automne 2016 et l'arrivée du froid en décembre a peu pesé sur les achats. La situation début 2017 ne s'est pas améliorée puisque les achats de pommes de terre effectués entre le 26 décembre 2016 et le 17 février 2017 sont inférieurs à ceux de la même période de l'année précédente, selon FranceAgriMer.

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- Statistique agricole annuelle : données de surface, de production et de rendement
- Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen : données européennes
- Eurostat : données de surface et de production au niveau européen
- DGDDI : données du commerce extérieur
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre : données concernant la pomme de terre transformée
- Comité national interprofessionnel de la pomme de terre : données concernant la pomme de terre en l'état
- FranceAgriMer : données sur les achats de pommes de terre (Kantar Worlpanel)

### Définitions

La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - Conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

### Et aussi les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en mars
- « Maintien des prix de la pomme de terre à un bas niveau durant la campagne 2014/2015 », Synthèse Pomme de terre n° 2015/267, juin 2015
- « Baisse modérée des prix de la pomme de terre durant la campagne 2013/2014 », Synthèse Pomme de terre n° 2014/243, juin 2014
- « Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre », Synthèse Pomme de terre n° 2013/215, juillet 2013
- « Campagne 2011/2012 de pomme de terre : baisse des exportations et chute des prix », Synthèse Pomme de terre n° 2012/183, juillet 2012





### Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations françaises de pommes reculent nettement

**L**es huit premiers mois de la campagne de commercialisation 2016-2017 de la pomme s'inscrivent sur fond de repli des exportations françaises. Ce recul intervient dans un contexte de baisse des récoltes et des stocks européens sur un an. Les cours se maintiennent en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années même s'ils accusent un tassement sur les derniers mois. Conséquence de la baisse de récolte, le chiffre d'affaires s'érode légèrement sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale.

#### En 2016, la production française recule pour s'établir en deçà du niveau moyen 2011-2015

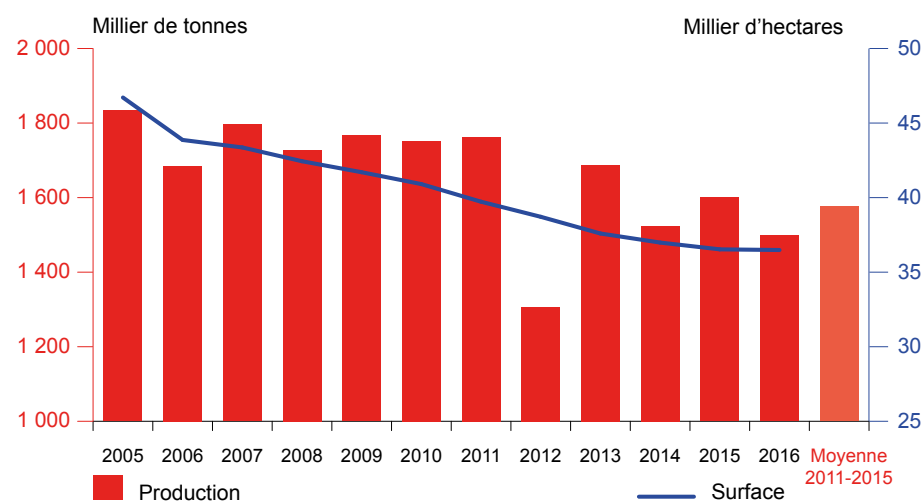
En 2016, la production française de pommes (1,5 Mt) se réduit sur un an (- 6 %), se situant 5 % au-dessous du niveau moyen des cinq dernières campagnes. La baisse de la production concerne plus particulièrement les variétés Granny (- 18 %) et Golden (- 8 %). Les territoires de l'Ouest de la France ont été nettement impactés par le climat défavorable du printemps 2016 : Pays de la Loire, Aquitaine et Limousin (floraison défectueuse) et Centre (gelée destructrice). La sécheresse exceptionnelle de la fin d'été a, en outre, accentué la baisse de la production dans la majorité des zones productrices.

D'après les estimations de Prognosfruit réalisées au mois d'août 2016, la production de pommes se contracte globalement également sur un an au niveau européen (- 3 %), essentiellement les variétés Golden et

Gala (respectivement - 7 % et - 4 %), qui sont par ailleurs les principales variétés cultivées en France. Malgré cette baisse, la production européenne dépasse de 6 % la moyenne

2011-2015. Les productions belge et portugaise de pommes chutent de près de 20 % sur un an, alors que celles de la Pologne et de l'Allemagne gagnent respectivement + 4 % et

#### En 2016, la production de pommes s'établit sous le niveau moyen des cinq dernières années



Champ : France métropolitaine.  
Source : Agreste



+ 8 %. Cette production s'inscrit dans un contexte de stocks européens supérieurs à la moyenne des cinq dernières années (+ 8 %) au 1<sup>er</sup> avril 2017, selon WAPA (The World Apple and Pear Association), en baisse toutefois de 5 % sur un an.

### Net recul des exportations de pommes françaises sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, d'août 2016 à mars 2017, les exportations françaises de pommes (402 458 t) se réduisent de 19 % sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les exportations vers l'UE reculent de 11 % sur un an, à 292 000 t, après une hausse lors de la campagne précédente. Le repli est encore plus marqué à destination du marché extracommunautaire (- 34 %), avec des ventes s'établissant à 110 000 t.

Parmi les principaux clients européens de la France, l'Allemagne, avec 28 900 t, diminue fortement ses achats de pommes (- 29 % sur un an et - 32 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes). Dans ce pays, le disponible en pommes est élevé suite à la bonne récolte de 2016 (+ 8 % de stocks sur un an, au 1<sup>er</sup> avril 2017), notamment en variété Golden. Les exportations françaises vers les Pays-Bas reculent également fortement, à 20 800 t, soit - 28 %. Les ventes à l'Espagne se réduisent, quant à elles, d'un quart, à 68 000 t, après

la hausse conjoncturelle de près de 50 % sur la campagne précédente, se rapprochant ainsi de la moyenne des cinq dernières campagnes (- 2 %), dans un contexte de marché intérieur peu actif, notamment en Golden. *A contrario*, les exportations vers le Royaume-Uni sont en légère hausse sur l'ensemble de la période (+ 2 %), atteignant 88 000 t. Seules les exportations vers l'Italie sont particulièrement dynamiques (+ 18 %, à 5 800 t), essentiellement sur les premiers mois de campagne.

Vers les pays tiers, la chute d'un tiers des exportations françaises sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, prolonge en l'amplifiant la baisse de 8 % de la campagne 2015-2016. Ce recul touche notamment les ventes à destination du Moyen-Orient, après de nombreuses

### Les exportations françaises de pommes vers l'Espagne et l'Allemagne se replient fortement

	Campagne 2016-2017* (tonne)	Écart sur un an (%)
<b>UE</b>		
Royaume-Uni	88 081	2
Espagne	68 374	- 25
Allemagne	28 890	- 29
Belgique	29 773	- 9
Pays-Bas	20 817	- 28
<b>Pays tiers</b>		
Algérie	1 071	- 98
Émirats arabes unis	21 993	- 32
Arabie saoudite	19 255	- 10
Singapour	4 959	- 13

\* Août 2016 - mars 2017.  
Source : DGDDI (Douanes)

années de croissance. À la suite de la fermeture du marché algérien aux importations de pommes étrangères, conséquence de la chute des cours du pétrole, les exportations françaises vers l'Algérie sont devenues quasiment nulles (- 98 % sur un an).

Les exportations de pommes reculent également sur un an vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (respectivement - 10 % et - 32 %). Dans ces pays, la baisse des cours du pétrole a entraîné un ralentissement en 2016 de la croissance économique et de la consommation. Au total, les exportations françaises de pommes vers l'ensemble de ces trois destinations sont divisées par plus de deux en volume sur un an, passant de 92 000 à 42 000 t. Enfin, moins importantes en volume, les exportations vers la Libye et l'Égypte plongent respectivement de 73 % et 55 %.

En direction de la Chine, les exportations décrochent de 41 % sur un an, à 1 454 t, dans un contexte de concurrence accrue depuis l'ouverture du marché chinois aux pommes polonaises. La baisse sur un an atteint également Singapour (- 13 %). Après avoir triplé en cinq ans et représenté près de 4 % des exportations françaises, les ventes à destination du groupe Chine - Singapour - Hong Kong marquent le pas.

Enfin, en raison de la prolongation de l'embargo alimentaire russe instauré en août 2014, les exportations françaises vers la Russie, qui représentaient 3 % des exportations totales de la France en 2013-2014 (environ 15 000 t sur les huit premiers mois de campagne), demeurent nulles.

### Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, chute de plus d'un tiers des exportations de pommes vers les pays tiers

	Campagne 2016-2017 (août 2016 - mars 2017)	Écart sur un an	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans
	(tonne)	(%)	(%)
Importations	105 930	7	- 3
en provenance de l'UE	83 172	9	- 7
en provenance des pays tiers <sup>1</sup>	22 758	2	13
Exportations	402 458	- 19	- 19
vers l'UE <sup>2</sup>	292 092	- 11	- 10
vers les pays tiers <sup>3</sup>	110 366	- 34	- 35
Solde	296 529	- 25	- 23
avec l'UE	208 921	- 18	- 11
avec les pays tiers	87 608	- 39	- 42

1. Dont les principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.

2. Dont les principaux partenaires : Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas.

3. Dont les principaux partenaires : Algérie, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Russie.

Source : DGDDI (Douanes)

### L'excédent commercial recule en volume et en valeur sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017

Parallèlement, sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les importations françaises en volume de pommes de l'Union européenne augmentent par rapport à la même période de la campagne précédente (+ 7 % sur un an), essentiellement en provenance d'Espagne (+ 32 %). S'agissant des importations issues des pays tiers (Afrique du Sud,

Amérique du Sud, Australie), les évolutions ne sont pas significatives à ce stade, la période principale de commercialisation ne débutant qu'en avril dans cette zone.

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, l'excédent commercial français de la pomme chute d'environ un quart en volume par rapport à la campagne 2015-2016 et à la moyenne des cinq dernières années, s'établissant à 296 526 t, et de 15 % en valeur sur un an.

### Les cours de la pomme se maintiennent au-dessus de la moyenne sur cinq ans

En début de campagne de commercialisation 2016-2017, en septembre, les cours dépassent de 2 % (+ 14 % pour la Gala) les prix moyens 2011-2015 dans un contexte de stocks inférieurs à ceux de la campagne précédente, à la même période.

À partir d'octobre 2016, le marché intérieur s'étoffe avec une gamme progressivement élargie et une demande intérieure désormais bien installée sur les fruits d'hiver. À l'exportation, les ventes sont mieux orientées en Gala qu'en Golden ou Granny. Début novembre, le marché reste actif sur le plan national et extérieur. En décembre, l'offre concurrentielle en agrumes devenant importante, la demande intérieure en pomme se replie sur un an, sauf en variétés « Club » (notamment Pink Lady).

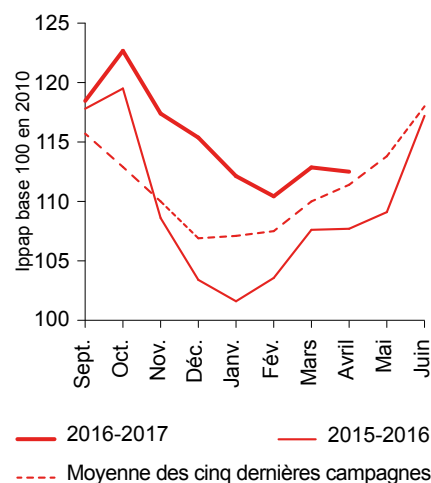
En janvier 2017, la demande se maintient en Gala, Granny et Pink Lady. Le marché de la Golden est plus difficile, notamment suite à la fermeture du marché algérien aux exportations françaises. En février, les sorties sont toujours favorablement orientées en variété Gala. Pour les

autres variétés, les ventes reculent nettement, notamment en Golden ou en Granny, cette dernière variété étant pénalisée par de petits calibres. Les cours de février sont supérieurs de 3 % à la moyenne 2012-2016, avec des disparités toutefois selon les variétés (Golden : - 3 %, Gala : stabilité, autres pommes : + 9 %).

En seconde partie de campagne, le déstockage ralentit et le marché devient un peu plus difficile. À partir de février 2017, les stocks, bien qu'inférieurs à ceux de la campagne précédente à la même époque, demeurent légèrement supérieurs à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 2 %). En avril, les cours se tassent légèrement pour certaines variétés, notamment en Golden (- 4 % comparé à la moyenne 2012-2016).

Sur l'ensemble des huit premiers mois de la campagne, les prix moyens s'accroissent de 6 % sur un an, tout en se situant 4 % au-dessus de la moyenne 2011-2015.

### Les prix des pommes demeurent supérieurs aux cours moyens sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017

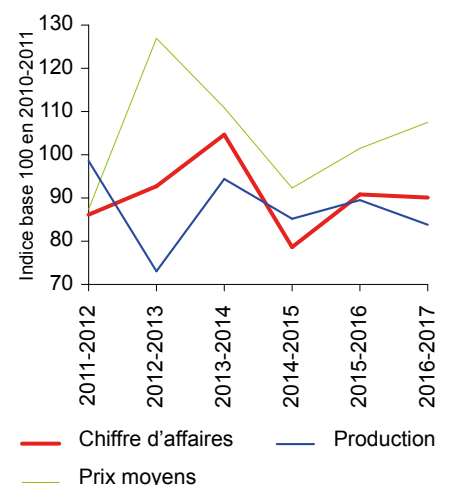


Source : Agreste

### Le chiffre d'affaires est en légère baisse sur un an

En cumul sur les huit premiers mois de 2016-2017 (septembre 2016 à avril 2017), le chiffre d'affaires national diminue légèrement (- 1 % sur un an) tout en se maintenant proche de la moyenne 2011-2015 (- 1 %), après une progression marquée lors de la campagne précédente. Ce recul modéré du chiffre d'affaires, qui s'explique par des prix en hausse compensant partiellement la diminution des quantités produites (- 6 %), varie fortement selon les zones. Les territoires Aquitaine et Centre enregistrent les plus fortes contractions de leur chiffre d'affaires (respectivement - 12 % et - 10 % sur un an), en raison de récoltes en nette réduction (- 22 % et - 19 % respectivement).

### Huit premiers mois de la campagne 2016-2017 : le chiffre d'affaires national diminue légèrement sur un an



Source : Agreste - Données sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017

## Sources, définitions et méthodes

DGDDI (Douanes): données du commerce extérieur

Enquête de conjoncture fruitière du SSP: prévisions de productions et surfaces

Statistiques agricoles annuelles (SAA) du SSP: données historiques de production et surface

Prognosfruit: prévisions de productions européennes

Variable selon les années et les variétés, la récolte des pommes s'étale généralement entre août et novembre. La campagne de commercialisation des pommes s'étend, elle, d'août à juin de l'année suivant la récolte. Les cours d'août, correspondant au début de campagne, ne sont pas intégrés dans les indices de prix ou de chiffre d'affaires car les quantités mises sur le marché ce mois sont souvent non significatives. Les indices de prix ou de chiffre d'affaires sont calculés avec les derniers paramètres connus au moment de la réalisation de la publication.

### **Pommes « club » :**

Le club est une association qui réunit des acteurs d'une filière de l'amont à l'aval, liés entre eux par un système de licences et de contrats, mais aussi par une stratégie commerciale commune. La production, le conditionnement ainsi que la distribution doivent respecter un cahier des charges garantissant un niveau qualitatif élevé du produit. L'une des variétés les plus connues est la pomme Pink Lady®.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

### **Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :**

- « Production révisée à la baisse depuis la dernière prévision », Infos rapides Fruits-Pomme n° 6/6, novembre 2016
- « Stocks de pommes et poires : en poire, la campagne est presque achevée. En pomme, le rythme de déstockage suit son cours », Infos rapides Stocks Pommes-Poires n° 5/6, mai 2017
- « Sur les sept premiers mois de la campagne 2015-2016, les exportations françaises de pommes vers l'Europe se redressent et tirent les cours à la hausse », Synthèse Fruits n° 2016/284, avril 2016



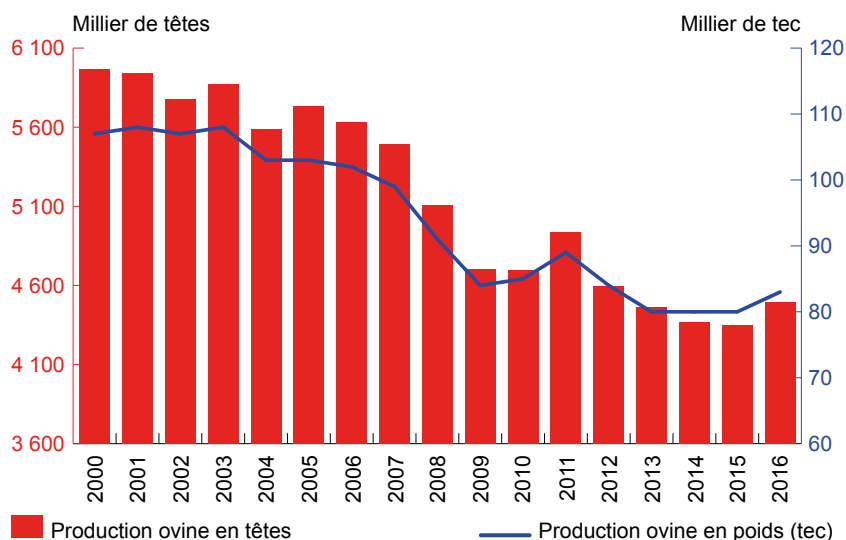
### En 2016, redressement de la production ovine

**En 2016, la production ovine française se redresse (+ 3 % sur un an), aussi bien pour les agneaux que les ovins adultes. Cette reprise se situe néanmoins dans un contexte de repli quasiment continu depuis 2000. Les exportations d'agneaux vivants, en diminution régulière depuis 2009, se réduisent de nouveau (- 7 %), essentiellement à destination de l'Espagne. Avec une contraction des importations plus importante encore (- 17 %), l'excédent commercial des agneaux vivants s'améliore. Dans le même temps, la baisse tendancielle de la demande intérieure en viande ovine se poursuit (-3 %). Avec une contraction des importations de viande comparativement plus marquée (- 7 %), le taux de pénétration se réduit (55 %). Dans ce contexte, les cours moyens des agneaux sur l'ensemble de l'année reculent légèrement (- 1,6 %), malgré une remontée à partir de la mi-2016. Début 2017, ils repartent en nette baisse sur un an.**

#### Hausse de la production ovine en 2016

Après une série de baisses enregistrées depuis le pic atteint en 2011 suivie d'une stagnation en 2015, la production ovine totale repart à la hausse en 2016, tant en têtes qu'en poids. Par rapport à 2015, elle s'accroît de 144 000 têtes (+ 3,3 %) et de 2 600 tec (+ 3,2 %), pour s'établir à 4,5 millions de têtes et 83 000 tec. Par rapport à 2000, la production ovine s'inscrit toutefois en baisse tendancielle : - 25 % en têtes (- 1,47 million de têtes) et - 22 % en poids (- 23 500 tec) soit - 2 % en moyenne par an, aussi bien en têtes qu'en poids. La part des agneaux dans la production ovine totale française demeure stable (entre 87 % et 88 % selon les années).

#### En seize ans, recul de 22 % de la production ovine en poids



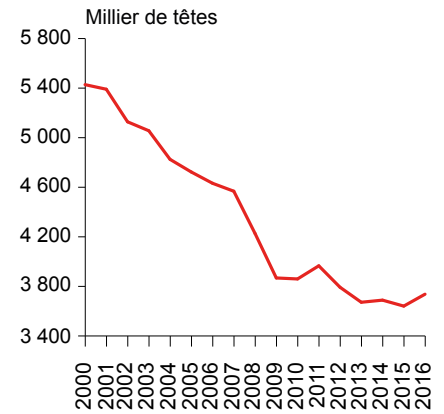
Source : Agreste

## Baisse d'un quart de la production ovine en têtes entre 2000 et 2016

	2000	2015	2016	2016/2015 (%)	2016/2000 (%)
<i>millier de têtes</i>					
<b>Agneaux</b>					
Abattages d'agneaux (a)	5 428	3 641	3 737	2,7	- 31,1
Exportations (b)	525	457	423	- 7,3	- 19,4
Importations (c)	678	293	234	- 20,1	- 65,4
<b>Production d'agneaux (a + b - c)</b>	<b>5 275</b>	<b>3 804</b>	<b>3 926</b>	<b>3,2</b>	<b>- 25,6</b>
<b>Ovins</b>					
Abattages d'ovins adultes (d)	638	549	556	1,4	- 12,8
Exportations (e)	202	45	46	0,4	- 77,4
Importations (f)	151	50	35	- 29,1	- 76,5
<b>Production d'ovins adultes (d + e - f)</b>	<b>690</b>	<b>544</b>	<b>567</b>	<b>4,1</b>	<b>- 17,8</b>
<b>Production ovine totale</b>	<b>5 965</b>	<b>4 348</b>	<b>4 492</b>	<b>3,3</b>	<b>- 24,7</b>

Source : Agreste-DGDDI

## Chute de 30 % des abattages d'agneaux depuis 2000



Source : Agreste

## En 2016, reprise des abattages d'agneaux

En 2016, avec plus de 3,7 millions de têtes, les abattages d'agneaux dépassent de 2,7 % leur niveau de 2015. Avec une évolution des tonnages comparable sur la période, le poids moyen des agneaux abattus se maintient à 18,2 kg/carcasse.

Sur fond de repli quasiment continu depuis 2000, la progression des abattages fait suite à des baisses légères depuis 2013 : - 1 % entre 2013 et 2016 (- 65 000 têtes) après - 3 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2013 (soit - 1,7 million de têtes en treize ans). Ces reculs s'inscrivent dans un contexte de diminution du cheptel ovin reproducteur : - 2 % par an en moyenne entre 2000 et 2013 et - 1 % entre 2013 et 2016.

De leur côté, les abattages d'ovins adultes (ovins de plus d'un an) s'accroissent entre 2015 et 2016, de 1,2 % en têtes et 1,6 % en poids. Par rapport à 2013, ils se replient de 1,6 % en têtes tout en demeurant supérieurs de 1,7 % en tonnage, le poids moyen des animaux abattus ayant progressé. Sur l'ensemble de la période 2000-2016, les abattages diminuent de 0,9 % en moyenne par an en têtes (soit - 82 000 têtes en seize ans) et de 0,5 % par an en poids (- 1 200 tonnes).

## Recul du cheptel ovin français entre 2000 et 2016

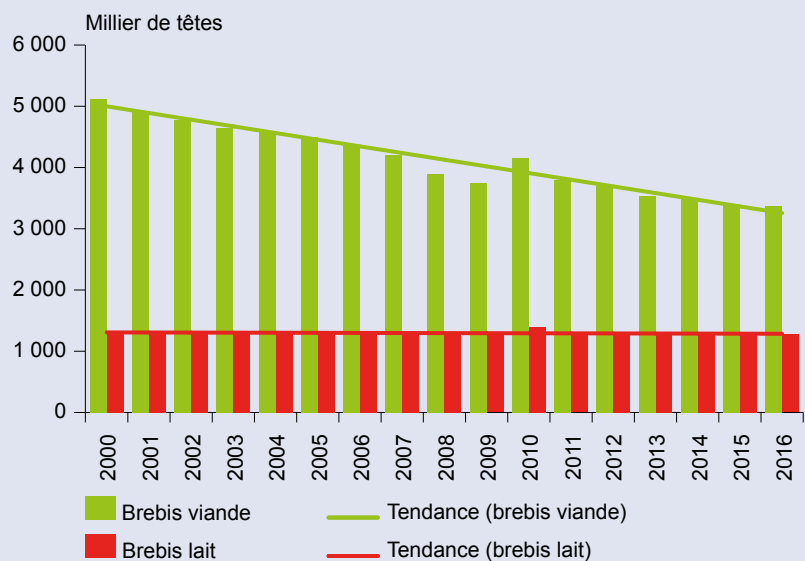
Entre 2000 et 2016, le cheptel ovin français s'est replié d'un quart (- 2,3 millions de têtes), passant de 9,5 millions de têtes à plus de 7 millions de têtes.

La baisse concerne essentiellement le cheptel ovin viande. Les effectifs de brebis viande reculent ainsi de plus d'un tiers entre 2000 et 2016. Le cheptel laitier se maintient, quant à lui, quasiment au même niveau depuis

2000, les effectifs de brebis laitières ayant peu évolué sur la période.

De 2000 à 2016, les situations sont contrastées entre les principaux pays de l'Union européenne : contraction de l'ensemble du cheptel en Espagne (- 35 %), en Grèce (- 6 %), en Irlande (- 32 %) et au Royaume-Uni (- 14 %) mais hausse des effectifs en Roumanie (+ 32 %) et en Italie (+ 7 %).

## En seize ans, quasi-stabilité des effectifs de brebis laitières mais chute de ceux de brebis viande



Source : Agreste - Enquêtes cheptels novembre



## L'amélioration de l'excédent des échanges extérieurs d'agneaux vivants se poursuit

Après une baisse quasiment constante depuis 2011, l'excédent du commerce extérieur d'agneaux vivants s'améliore en 2016 en volume, pour la seconde année consécutive, progressant de + 163 000 têtes en 2015 à + 188 700 têtes en 2016, grâce à un

repli plus important des importations que des exportations.

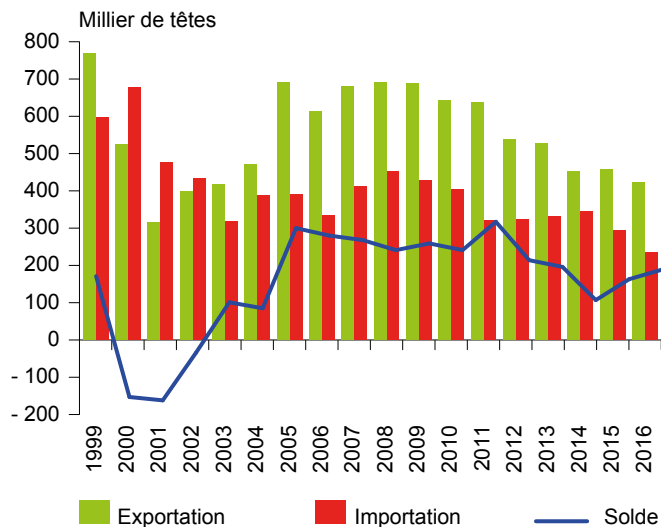
## Depuis 2008, repli des exportations françaises d'agneaux vivants

En diminution constante depuis 2008, les exportations françaises d'agneaux vivants (90 % des exportations totales d'ovins vivants) reculent de 7 % en 2016, passant de près de 457 000

têtes en 2015 à 423 000 têtes en 2016. Par rapport à 2011, cela représente un tiers de ventes en moins pour la France.

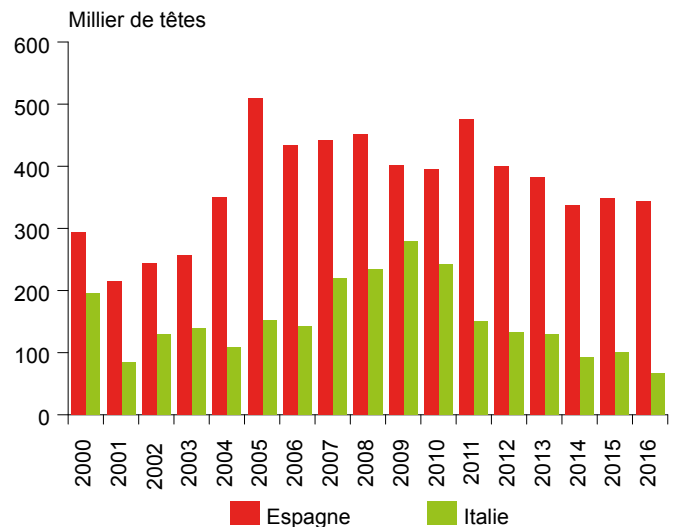
Jusqu'en 2011, les exportations étaient presque exclusivement dirigées vers l'Italie et surtout l'Espagne. Entre 2011 et 2014, de nouveaux flux vers certains pays tiers (Liban et Libye) sont apparus, allant jusqu'à atteindre 3 %

## En 2016, l'excédent commercial d'agneaux vivants progresse pour la seconde année consécutive



Source : DGDDI (Douanes)

## Repli des exportations françaises d'agneaux vivants vers l'Italie et l'Espagne



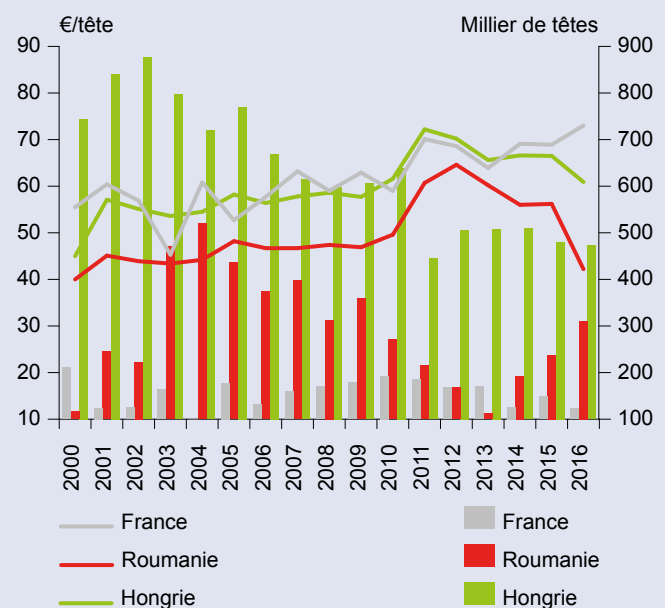
Source : DGDDI (Douanes)

## La France concurrencée sur le marché italien des agneaux vivants par la Roumanie et la Hongrie

L'Italie, seconde destination des exportations françaises d'agneaux vivants, derrière l'Espagne, diminue régulièrement ses achats auprès de la France depuis 2009 : ceux-ci ont ainsi reculé de 33 % sur un an et 76 % par rapport à 2009 (soit -18 % en moyenne annuelle), à l'exception du léger rebond en 2015. Sur ce marché, la France est concurrencée par des agneaux en provenance de Roumanie et de Hongrie.

Après un repli régulier entre 2004 et 2013, la Roumanie redevient, en 2014, le deuxième fournisseur d'agneaux vivants de l'Italie, reléguant la France en troisième position tandis que la Hongrie conserve la première place. Entre 2013 et 2016, les prix moyens des agneaux achetés par l'Italie en Roumanie et en Hongrie ont reculé, passant en moyenne de 60 à 42 €/tête en Roumanie et de 72 à 61 €/tête en Hongrie. Sur la même période, les prix moyens des agneaux français ont en revanche augmenté de 64 €/tête en 2013, à 73 €/tête en 2016.

## La France devancée par la Roumanie et la Hongrie sur le marché italien des agneaux vivants



Source : Eurostat

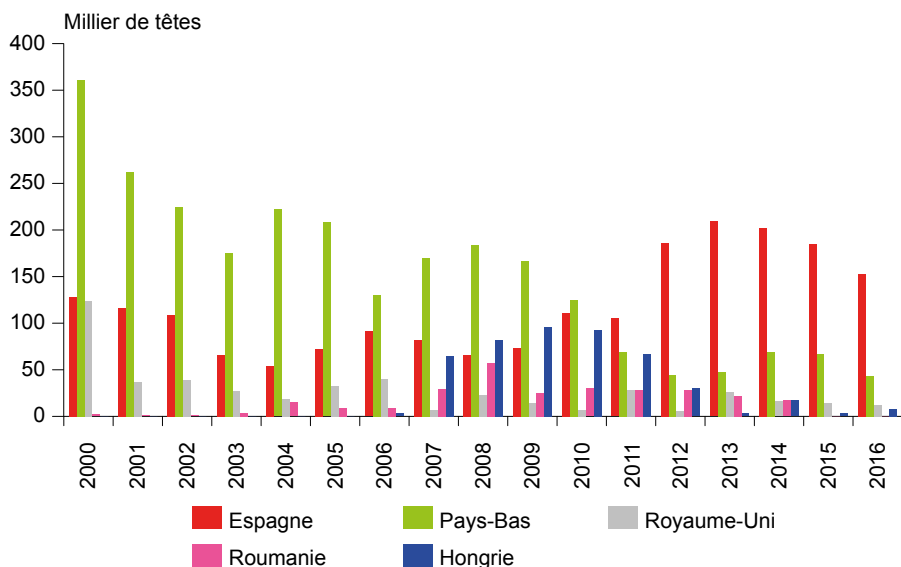
des exportations totales d'agneaux vivants en 2014. Toutefois, à compter de 2015, les ventes se sont recentrées sur l'Espagne et l'Italie, représentant respectivement 81 % et 16 % des exportations totales d'agneaux, les exportations vers la Libye et le Liban étant redevenues quasiment inexistantes. En 2016, les ventes à l'Espagne et surtout l'Italie se replient.

### En 2016, les importations françaises d'agneaux vivants reculent davantage que les exportations

En 2016, les importations totales d'agneaux vivants diminuent pour la seconde année consécutive (- 20 % sur un an, après - 15 % en 2015). Cette baisse des achats français s'inscrit sur fond de recul de 41 % des effectifs de femelles de souche du cheptel ovine espagnol entre 2000 et 2014, puis de stabilisation en 2015 et 2016.

Les Pays-Bas, qui se fournissent essentiellement auprès du Royaume-Uni, ont été jusqu'en 2010 en tête des pays alimentant en agneaux vivants le marché français. En 2011, l'Espagne devient leader sur le marché français, devançant nettement les autres fournisseurs dès 2012. Depuis 2013, les importations en provenance d'Espagne sont toutefois en repli, reculant de 10 % en moyenne par an. En 2016, ce sont encore près des deux tiers des agneaux vivants

### Entre 2000 et 2016, les importations françaises d'agneaux vivants en provenance d'Espagne ont tendance à s'accroître alors que celles issues des Pays-Bas reculent



Source : DGDDI (Douanes)

importés par la France qui proviennent de ce pays.

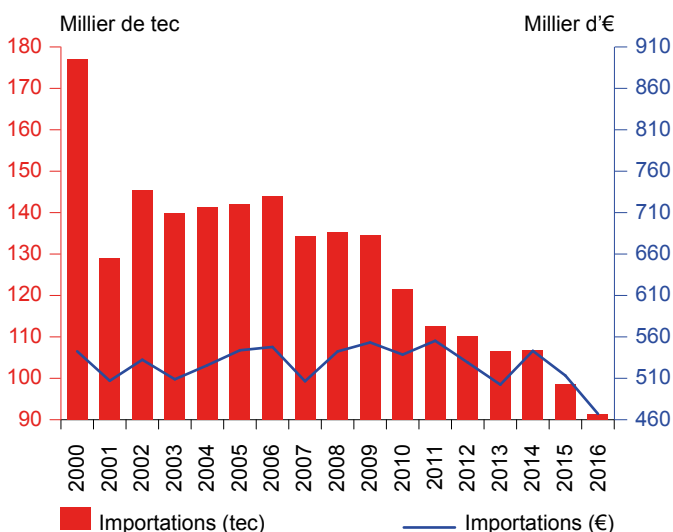
### Des importations de viande ovine toujours en repli

En 2016, les importations de viande ovine fléchissent également (- 7 % en volume par rapport à 2015) pour atteindre 91 000 tec, prolongeant la tendance au repli enregistrée depuis 2000 (- 48 %, soit - 86 000 tec) et surtout depuis 2010. En valeur, les

baisse sont comparativement plus limitées, - 14 % par rapport à 2000 et - 9 % par rapport à 2015.

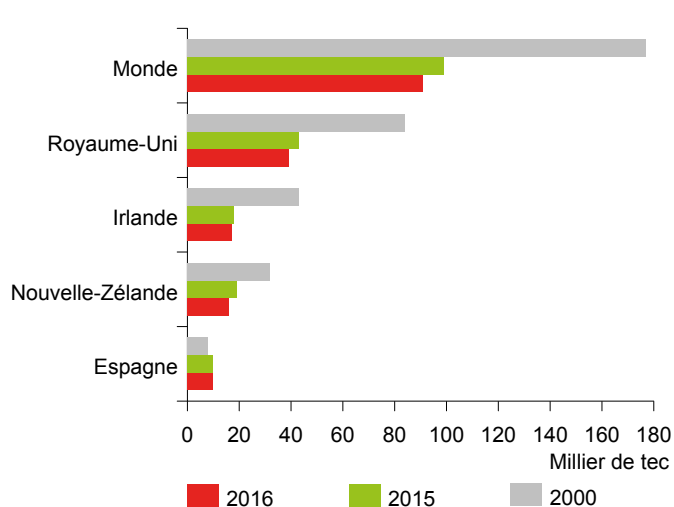
Le Royaume-Uni reste le principal fournisseur de viande ovine de la France mais les importations en provenance de ce pays reculent de 9 % en 2016, à un rythme supérieur au taux annuel moyen sur la période 2000-2015 (- 4 %). L'Irlande et la Nouvelle-Zélande suivent la même tendance, contrairement à l'Espagne

### Depuis 2010, baisse continue des importations de viande ovine



Source : DGDDI (Douanes)

### Forte chute des importations de viande ovine depuis 2000 en provenance des principaux pays fournisseurs



Source : DGDDI (Douanes)

qui enregistre une progression de 7 % par rapport à 2015 et de 2 % en moyenne par an depuis 2000 sur le marché français. Les importations issues de la péninsule ibérique demeurent néanmoins nettement inférieures à celles des autres fournisseurs.

Entre 2000 et 2016, les importations de viande fraîche ou réfrigérée restent largement majoritaires dans l'ensemble des importations de viande ovine même si leur part recule régulièrement : 81 % en 2016 contre 83 % en 2000. Au sein de cette catégorie, la part des importations de carcasses (entières ou demi) diminue, passant de 87 % à 72 % sur la période, au profit de viandes découpées (culottes, viandes désossées).

### Toujours moins de viande ovine consommée en France

En 2016, alors que le disponible en viande s'accroît du fait de la hausse des abattages d'ovins (+ 2,7 % par

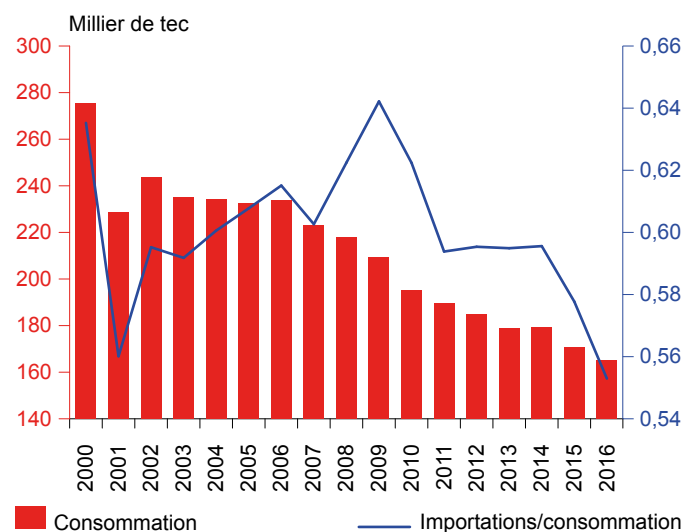
rapport à 2015) et trouve certains débouchés à l'extérieur (+ 4 % en tonnage), la consommation de viande ovine calculée par bilan poursuit son recul (- 3,1 %). Avec un repli des importations (- 7 %) supérieur à la contraction de la consommation, la part des importations de viande dans la consommation continue de se réduire, passant de 58 % en 2015 à 55 % en 2016, après 64 % en 2000. Rapportée au nombre d'habitants, la consommation décline également : 4,9 kg en moyenne par habitant en 2000, 2,8 en 2015 et 2,7 en 2016.

La baisse de la consommation calculée en 2016 est confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel réalisée pour FranceAgriMer portant sur les achats de viande ovine par les ménages. En quantités achetées, la consommation fléchit de 5 % par rapport à 2015 et de 38 % en 10 ans. En valeur, le repli est de 5,4 % en 2016 sur un an, prolongeant une tendance à la baisse depuis 2006.

### En 2016, léger repli des cours de l'agneau

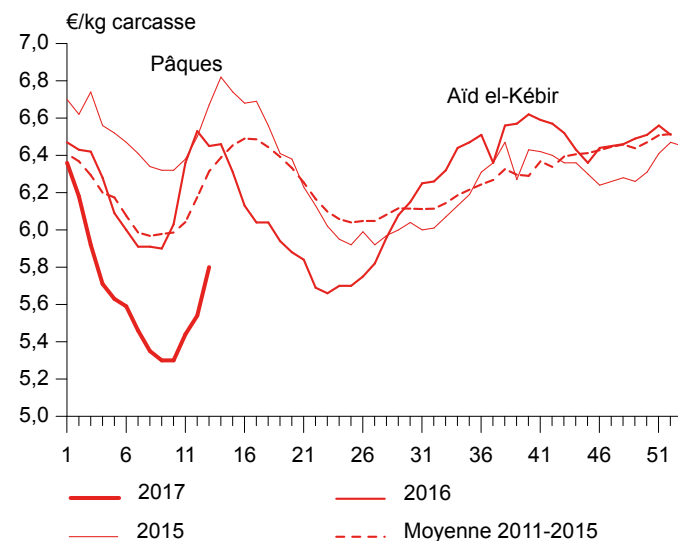
À 6,21 €/kg carcasse en moyenne sur l'année, le cours de l'agneau est inférieur de 1,6 % au cours de 2015. L'augmentation de l'offre a pesé sur les prix au 1<sup>er</sup> semestre 2016. Jusqu'à la fin mai (semaine 22), les cours s'établissent en deçà du niveau de 2015, y compris lors de la fête de Pâques. À compter de fin mai, ils repartent à la hausse, malgré des abattages toujours soutenus. À partir de la mi-juillet, ils dépassent les cours de 2015, tirés à la hausse, jusqu'au début du mois de septembre, par la fête de l'Aïd el-Kébir, et se maintiennent à un niveau élevé jusqu'à la fin 2016. En revanche, l'année 2017 débute avec des cours des agneaux en net repli sur un an malgré une remontée à l'occasion de la fête de Pâques.

#### Baisse de la part des importations dans la consommation de viande ovine



Source : Agreste

#### Des cours de l'agneau en retrait en 2016



Source : FranceAgriMer

### Effectifs d'animaux

Les données sont issues des enquêtes réalisées par le SSP, chaque année au 1er novembre, auprès d'un échantillon d'exploitations d'élevage ovin. Pour l'année 2010, les données sont issues du Recensement Agricole qui a porté sur l'ensemble des exploitations françaises.

### Abattages CVJA

Les données concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (tec). Il s'agit des ovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires. Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant.

Les données sont collectées tous les mois auprès de l'ensemble des abattoirs par le Service de la Statistique et de la Prospective.

### Production ovine

La production d'agneaux CVJA correspond aux abattages d'agneaux CVJA auxquels on ajoute les exportations d'agneaux vivants et on retranche les importations d'agneaux vivants. Au sens de la DGDDI (Douanes), les exportations et importations d'agneaux vivants concernent les échanges d'ovins vivants âgés de moins d'un an et non destinés à la reproduction.

La production d'ovins adultes est calculée en ajoutant aux abattages CVJA d'ovins adultes, les exportations d'ovins vivants de plus d'un an (à l'exclusion des animaux reproducteurs de race pure) et en retranchant les importations d'ovins adultes vivants.

La production totale ovine est la somme de la production d'agneaux et de la production d'ovins adultes.

### Consommation apparente de viande ovine

La consommation calculée par bilan de viande ovine correspond aux abattages totaux d'ovins (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande ovine et on retranche les exportations de viande ovine.

### Tonne-équivalent-carcasse (tec)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Entre 2011 et 2016, baisse de 6 % des effectifs ovins en France », Infos Rapides Cheptel Ovins, mars 2017
- « 2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive », Synthèse Animaux de boucherie n° 2016/282, mai 2016
- « Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014 », Synthèse Animaux de boucherie n° 2015/270, juin 2015



## En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc

**En 2016, la production française de porcs progresse de nouveau très légèrement (+ 1 %), à l'instar de la production européenne. Les exportations françaises et européennes de viande porcine sont fortement soutenues par la demande chinoise dans un contexte où la contraction du marché intérieur français se poursuit (- 1 %). En conséquence, le solde des échanges redevient positif en volume, tout en demeurant déficitaire en valeur. Après un début d'année 2016 en demi-teinte, le prix du porc charcutier s'est fortement valorisé, tiré par la forte demande chinoise. Début 2017, sur fond de baisse de la production, les prix demeurent fermes, malgré une baisse des exportations. Avec la baisse du coût de l'aliment, les ciseaux des prix redeviennent plus favorables aux éleveurs.**

### En 2016, légère croissance de la production porcine française, prolongeant celles intervenues depuis 2014

Troisième producteur européen de porcs, derrière l'Allemagne et l'Espagne, mais talonnée par la Pologne, la France enregistre une nouvelle progression de sa production

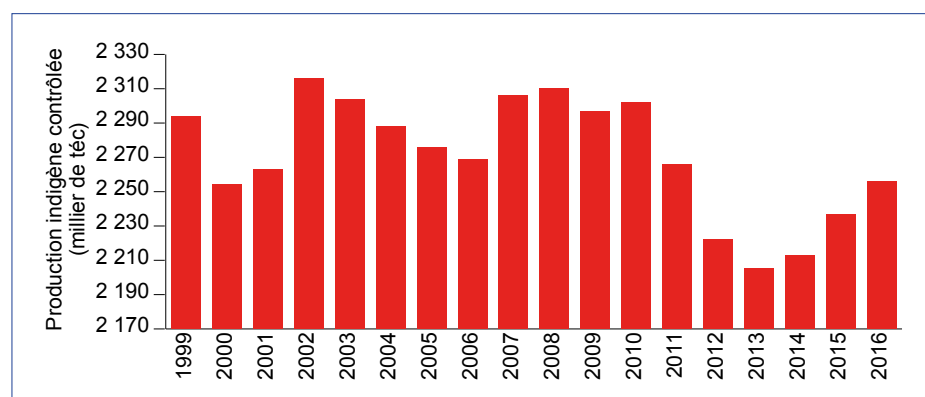
en 2016 (+ 1 %), confirmant la reprise observée depuis 2014 (+ 0,8 % en moyenne annuelle). La production 2016 reste cependant encore en deçà du niveau des années 2000. Compte tenu de la démographie du cheptel de porcs en décembre 2016, la production de porcs devrait cependant se contracter en 2017 (encadré).

### La production des pays de l'Union européenne augmente également en 2016

L'offre européenne en viande porcine demeure élevée : les abattages atteignent 23,2 millions de tonnes en 2016, en hausse de 1,3 % par rapport à 2015. Les quatre principaux producteurs contribuent pour 60 % aux 257 millions de porcs abattus dans l'UE. À l'exception du Danemark et de la Belgique, la quasi-totalité des principaux producteurs européens enregistrent un accroissement de leurs abattages depuis 2015. Les plus fortes croissances concernent l'Espagne, l'Italie et la Pologne.

Ces progressions vont de pair avec une réduction des cheptels porcins sur un an pour les principaux producteurs européens, à l'exception notable des cheptels polonais (+ 5 %) et espagnols (+ 3 %). Concernant plus particulièrement les effectifs de

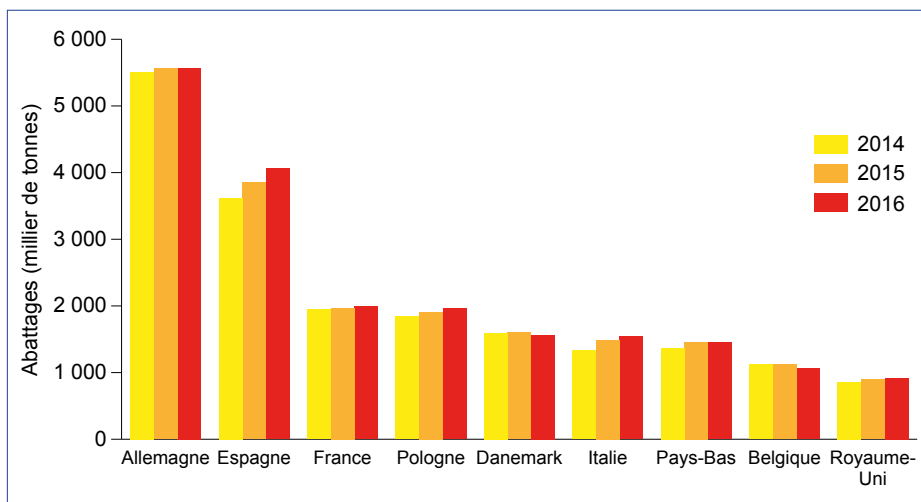
### En 2016, la production française porcine progresse légèrement



Source : Agreste



## Les abattages porcins espagnols progressent fortement en 2016



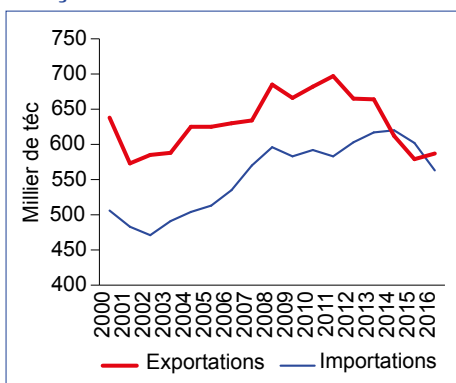
Source : Eurostat

trues, la tendance est également au repli sauf pour le cheptel danois qui reste stable sur un an et le troupeau polonais qui progresse (+ 5,4 %).

### En 2016, les exportations françaises de viande porcine progressent, tandis que les importations continuent de se réduire

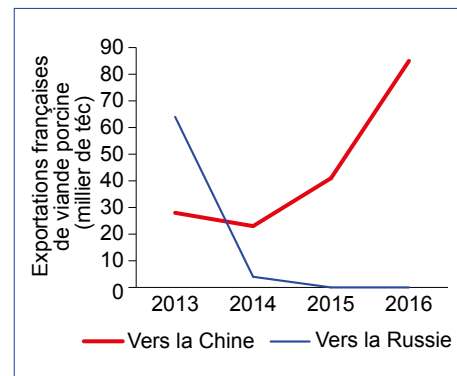
En 2016, les exportations françaises de viande porcine progressent de 1,4 %, soit 8 000 téc de plus, après une série de baisses amorcées en 2012 et accentuées depuis 2014 à la suite de la fermeture du marché russe. En 2016, ce débouché est toujours fermé ; les ventes françaises de viande porcine à la Russie se sont considérablement réduites dès 2014, passant de 60 000 téc en 2013 à 4 000 téc dès 2014 pour s'établir à quasiment zéro en 2015.

### En 2016, progression des exportations et baisse des importations de viande porcine française



Source : DGDDI (douanes)

## L'augmentation des ventes françaises de viande porcine à la Chine compense la fermeture du marché russe



Source : DGDDI (Douanes)

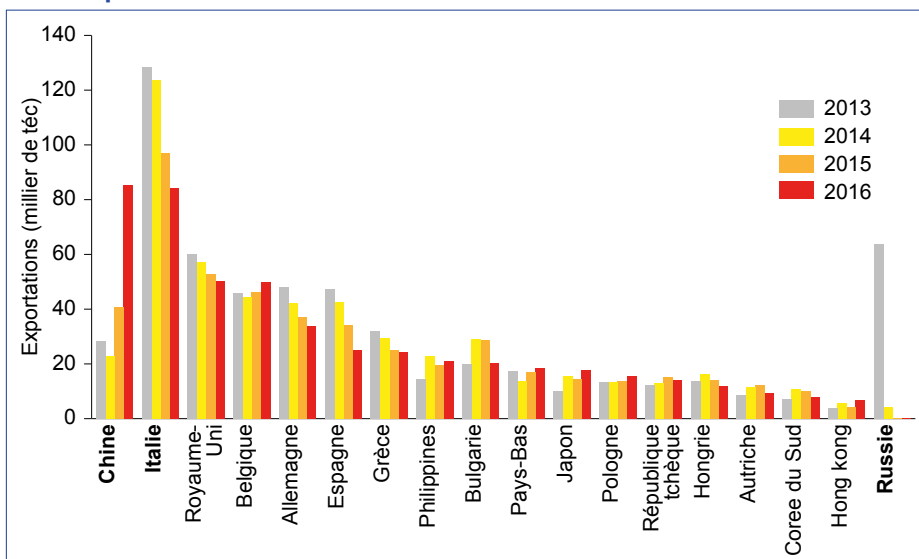
clients asiatiques : un quart de plus pour le Japon, + 62 % pour Hong Kong et + 6 % pour les Philippines.

Dans le même temps, les exportations vers nos principaux clients européens se sont réduites, à l'exception de la Belgique et des Pays-Bas. Entre 2013 et 2016, le repli annuel moyen est de 19 % vers l'Espagne, 13 % vers l'Italie et 11 % vers l'Allemagne. Au total, la Chine est devenue notre premier client avec 85,3 milliers de téc, tout juste devant l'Italie avec 84,3 milliers de téc.

En parallèle, la baisse des importations françaises s'amplifie en 2016 (- 6,5 % contre - 3 % en 2015), essentiellement avec nos trois plus importants fournisseurs : l'Allemagne (- 13 000 téc), l'Espagne (- 20 000 téc) et la Belgique (- 8 500 téc).

Les évolutions des exportations sont très contrastées selon les destinations : 34 000 téc de moins vers l'Union européenne, et 42 000 téc de plus vers les pays tiers, dont + 44 500 téc vers la Chine, soit + 110 % sur un an. Ce pays a eu massivement recours aux importations de viande porcine européenne en 2016 pour compenser la chute de sa production suite à la restructuration de la filière. En effet, dans un contexte d'urbanisation croissante, les citoyens consomment désormais plus de viande que les ruraux et, pour près des deux tiers, de la viande porcine. Après avoir atteint un pic durant l'été 2016, les importations chinoises ralentissent toutefois en fin d'année. Les ventes françaises progressent également vers la plupart de nos autres principaux

### En 2016, la Chine devient le 1<sup>er</sup> client de la France devant l'Italie pour la viande porcine

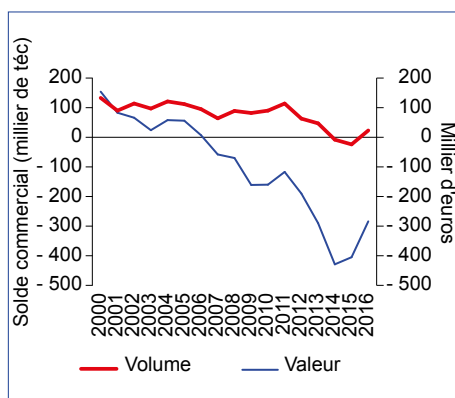


Source : Eurostat

## En 2016, le solde commercial de la viande porcine s'améliore

En 2016, après deux années de déficit, le solde des échanges extérieurs de viande porcine redevient excédentaire en volume (+ 23 000 téc). Il s'améliore également en valeur, tout en restant déficitaire (- 284 millions d'euros contre - 400 millions d'euros en 2015). Négatif avec l'UE (- 160 milliers de téc et - 612 millions d'euros), le solde demeure positif avec les pays tiers (+ 183 milliers de téc et + 328 millions d'euros).

## En 2016, le solde des échanges de viande porcine française redevient positif en volume



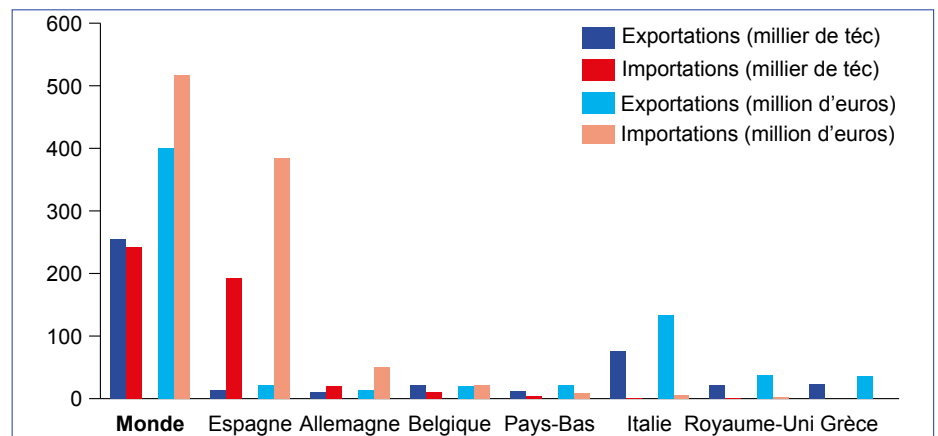
Source : DGDDI (Douanes)

## En 2016, le solde commercial des viandes fraîches redevient excédentaire en volume

Après avoir été déficitaire en volume et en valeur en 2015 (- 2 500 téc et - 180 millions d'euros), le marché des viandes porcines fraîches et réfrigérées, qui représente près de la moitié des tonnages exportés et importés, est redevenu positif en volume (+ 12 000 téc) en 2016, tout en creusant le déficit en valeur

(- 118 millions d'euros). Le prix moyen des viandes françaises à l'exportation est de 1,57 euro/kg contre 2,13 euros/kg à l'importation. Vers l'Allemagne, le différentiel est encore plus important : 1,39 euro/kg en moyenne pour environ 10 000 tonnes vendues en 2016 contre 2,54 euros/kg pour 20 000 tonnes importées. Vers ce pays en particulier, les produits exportés sont de moindre valeur (épaules, morceaux avec os...) que ceux importés (pièces nobles, jambons...)

## L'Espagne fournit 80 % des viandes porcines fraîches importées en valeur



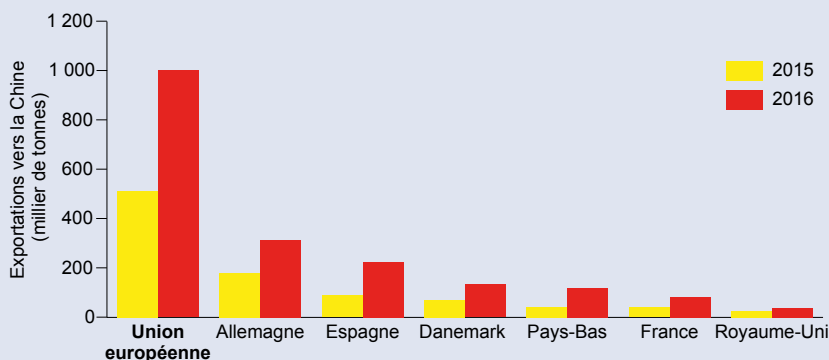
Source : DGDDI (Douanes)

## En 2016, l'explosion des importations chinoises profite aux principaux producteurs porcins de l'UE

En 2016, les exportations de viande porcine de l'Union européenne vers la Chine, qui représentent 40 % des volumes exportés vers les pays tiers, augmentent de 96 % en volume. En termes de dynamisme des exportations vers ce pays, la France n'arrive qu'en troisième

position : les Pays-Bas (12 % du total européen) triplent presque leurs ventes et l'Espagne (23 % du total européen) les multiplie par 2,5. Derrière la France, le Danemark accroît ses exportations de 86 % et l'Allemagne de 74 %.

## En 2016, les exportations de viande porcine de l'UE vers la Chine doublent en volume

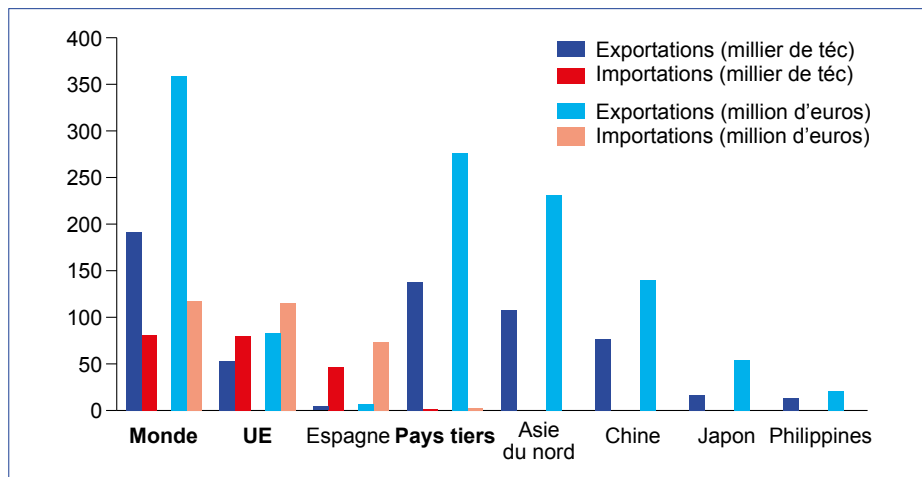


Source : Eurostat

## La demande asiatique tire l'excédent du commerce extérieur de produits congelés

Pour les viandes porcines congelées, qui représentent 35 % des volumes exportés et seulement 15 % des volumes importés, la France continue de dégager en 2016 un excédent à la fois en volume et en valeur (+ 110 milliers de téc et + 240 millions d'euros). Le prix moyen des viandes exportées est de 1,88 euro/kg contre 1,46 euro/kg pour les viandes importées. Seuls les échanges avec les pays tiers sont excédentaires, tirés par la demande asiatique (+ 137 milliers de téc et + 273 millions d'euros), le solde avec l'Union européenne étant négatif en volume et en valeur (- 26 milliers de téc et - 32 millions d'euros).

## Les exportations de viande porcine congelée dépassent les importations, grâce aux ventes aux pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

## En 2016, le solde commercial des saucisses et saucissons est négatif en volume et en valeur, malgré un prix moyen plus élevé à l'export

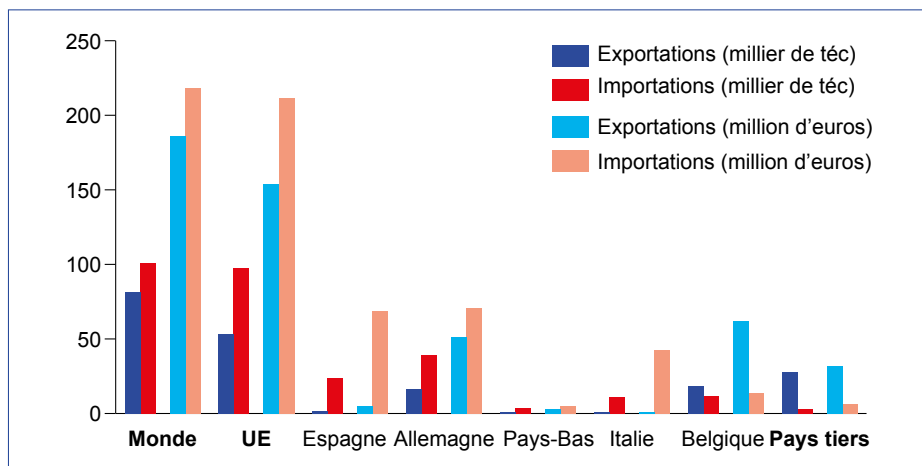
En 2016, le solde commercial de saucisses et saucissons (15 % des volumes exportés et 20 % des volumes importés), est de nouveau négatif non seulement en volume mais également en valeur (- 20 milliers de téc et - 33 millions d'euros). Le prix moyen des saucisses et saucissons à l'exportation reste cependant légèrement supérieur à celui des produits à l'import (2,29 euros/kg contre 2,17 euros/kg).

Comme pour les viandes congelées, les échanges de saucisses et

saucissons sont déficitaires en volume et en valeur avec l'UE (- 45 milliers de téc et - 58 millions d'euros) mais excédentaires, sur des volumes moins importants, avec les pays tiers (+ 25 milliers de téc et + 25 millions d'euros).

Le prix moyen à l'export de ces produits vers nos principaux partenaires européens (Allemagne, Espagne, Pays-Bas et Belgique) est presque toujours supérieur au prix moyen des produits importés, à l'exception des échanges avec l'Italie (1,65 euro/kg à la vente et 3,72 euros/kg à l'achat). Ce pays représente environ un cinquième de nos ventes et un dixième de nos achats de saucisses et saucissons.

## En 2016, le solde commercial français des saucisses et saucissons est déficitaire sous l'effet des importations en provenance de l'UE

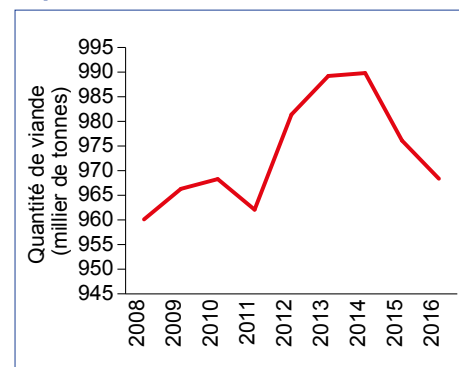


Source : DGDDI (Douanes)

## La consommation française de porc recule légèrement en 2016

En 2016, la consommation de viandes porcines calculée par bilan (abattages + importations viandes – exportations viandes) se replie de près de 1 % par rapport à 2015.

## Les quantités de viande porcine achetées par les ménages se replient en 2016



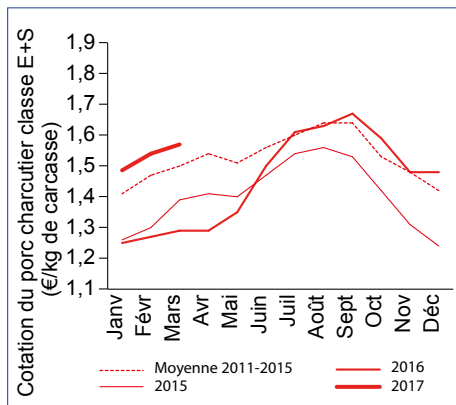
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Cette baisse concorde avec le recul des achats de viande porcine par les ménages (-1 %) sur la même période, selon le panel de consommateurs Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer. Le repli concerne plutôt la viande fraîche et le jambon, les achats de saucisses et saucissons demeurant quasiment égaux sur la période. Les prix moyens à la consommation de viande porcine restent stables sur un an, dans un contexte de baisse globale de la demande de viande.

## Forte hausse du cours du porc charcutier en 2016

De janvier à mai 2016, le cours moyen du porc charcutier classe E+S est resté inférieur à 2015 et à la moyenne des cinq années précédentes. À partir de juin 2016, il s'est redressé par rapport à 2015, suite à la forte augmentation des exportations de viande porcine vers la Chine, et a retrouvé, en juillet, le niveau moyen des cinq dernières années. Jusqu'à la fin de l'année, le cours a progressé, restant nettement au-dessus du niveau de 2015 et des cours moyens 2011-2015. En moyenne sur l'année

## À compter de juin 2016, le prix moyen du porc charcutier classe E+S est en hausse sur un an

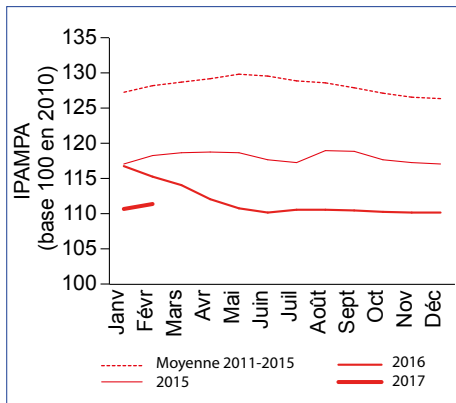


Source : FranceAgriMer

2016, le prix du porc dépasse celui de 2015 (+ 3,4 %), mais reste en deçà de la moyenne des cinq dernières années (- 5 %).

## Le coût de l'aliment pour porcins est en baisse en 2016

Les prix d'achat des aliments pour porcins sont en baisse sur un an depuis début 2016



Sources : Insee, Agreste

De son côté, le coût de l'aliment porcine, estimé à un peu plus de la moitié de la valeur de la production porcine, a baissé de 5 % en 2016 par rapport à 2015 et de 13 % par rapport aux coûts moyens 2011-2015. Depuis juin 2016, avec la baisse des prix de l'aliment et la hausse des prix à la production les ciseaux des prix sont plus favorables aux producteurs.

## Baisse de la production porcine française début 2017

Sur les deux premiers mois de 2017, la production baisse de près de 7 % sur un an mais les prix du porc charcutier poursuivent leur embellie (+ 20 %), soit + 6 % au-dessus des cours moyens 2012-2016.

En ce début d'année, les ciseaux des prix restent favorables aux éleveurs avec un prix de l'aliment pour porcins de février en retrait de 3,4 % par rapport à février 2016 et de 12 % par rapport à la moyenne des cours des cinq dernières années.

Sur les deux premiers mois de 2017, les exportations françaises de viande porcine sont en retrait de 12 % par rapport à la même période de 2016 et reculent même de 30 % vers la Chine. Dans le même temps, les exportations espagnoles vers la Chine progressent des deux tiers tandis que les exportations hollandaises quadruplent, sur des volumes toutefois plus restreints.

## La baisse des effectifs de porcs à l'engrais et des truies fin 2016 entraînera un repli de la production en 2017

La production porcine française est prévue en baisse de 2 % en 2017, avec un recul plus important au 1<sup>er</sup> semestre (-3,2 %), compte tenu du fort repli du troupeau de porcs à l'engrais fin 2016. La diminution

de l'effectif de truies couplée à une plus grande prolificité des truies devrait en effet se traduire au second semestre 2017 par une baisse de la production moins marquée (de l'ordre de 1 %).

### Important repli des porcs à l'engrais en 2016

Effectifs du cheptel porcine	Novembre 2015	Novembre 2016	2016/2015 %
	Millier de têtes		
<b>Porcs à l'engrais</b>	<b>5 388</b>	<b>5 171</b>	<b>- 4,0</b>
50 à 80 kg	2 492	2 418	- 3,0
80 à 110 kg	2 300	2 135	- 7,2
110 kg ou plus	580	603	+ 4,0
Animaux de réforme	16	15	- 6,3
<b>Jeunes porcs</b>	<b>2 039</b>	<b>1 967</b>	<b>- 3,5</b>
<b>Porcelets</b>	<b>4 859</b>	<b>4 659</b>	<b>- 4,1</b>
Sevrés (en post-sevrage)	3 261	3 074	- 5,7
Non sevrés	1 598	1 585	- 0,8
<b>Truies (y compris cochettes)</b>	<b>1 011</b>	<b>986</b>	<b>- 2,5</b>
Truies-mères saillies	596	577	- 3,2
Cochettes saillies	121	121	+ 0,0
Truies-mères non saillies	188	180	- 4,3
Cochettes non saillies (50 kg ou +)	106	108	+ 1,9
<b>Verrats</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>- 10,0</b>
<b>Total porcins</b>	<b>13 307</b>	<b>12 792</b>	<b>- 3,9</b>

Source : Agreste, enquêtes cheptel porcine - novembre 2015 et novembre 2016

### En 2017, la production porcine française est prévue en repli

Production porcine	2015	2016	2017	2016/2015 %	2017/2016 %
	Millier de têtes				
1 <sup>er</sup> semestre	12 047	12 275	11 884	+ 1,9	- 3,2
2 <sup>e</sup> semestre	12 085	11 931	11 830	- 1,3	- 0,8
<b>Année</b>	<b>24 132</b>	<b>24 206</b>	<b>23 714</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 2,0</b>

Source : Agreste, production indigène brute 2015-2016 et prévisions 2017

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- L'enquête européenne semestrielle auprès des éleveurs sur le cheptel porcin
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les cotations de FranceAgriMer pour le porc
- Le panel Kantar Worldpanel de FranceAgriMer pour les achats des ménages

### Définitions

- Production indigène contrôlée CVJA (Pic CVJA) : La production indigène contrôlée est obtenue par calcul à partir des abattages relevés dans les abattoirs, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Une correction des variations journalières d'abattages (CVJA) est appliquée mensuellement pour tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois précédent ou le mois suivant.

- Depuis le 1er janvier 2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP  $\geq$  60 % étant dorénavant classés en S.

À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de TMP  $\geq$  55 %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.

- La part des charges de l'alimentation (aliments grossiers + concentrés) porcine dans la valeur du produit brut mentionnée dans la synthèse est déterminée à partir des résultats du Rica. Pour plus de détails sur le champ et les concepts retenus, consulter la synthèse Moyens de productions de mars 2015 n° 2015/261, « En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale ».

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) » pour les principales séries longues
- dans « Données en ligne – DISAR – Élevage - Conjoncture Animaux de boucherie » pour des données complémentaires

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La production porcine française est en repli en février », Infos rapides Animaux de boucherie n° 4/11, avril 2017
- « Le cheptel de porcs français se replie en 2016 », Infos rapides cheptel novembre 2016 n° 1/2, Résultats français et européens, mars 2017
- « En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2016/281, mars 2016
- « En 2014, la forte demande asiatique en viande porcine européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2015/258, janvier 2015
- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2014/231, janvier 2014





## Début 2017, les collectes européenne et française de lait continuent de reculer, dans un contexte de marchés tendu pour le beurre et excédentaire pour la poudre de lait écrémé

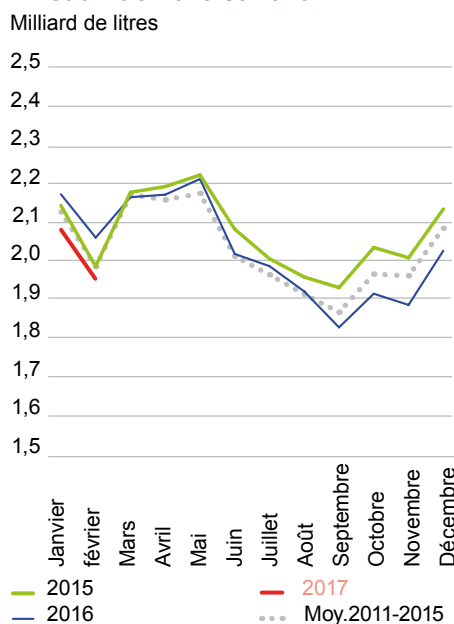
**D**ans le sillage des baisses enregistrées au second semestre 2016, la collecte de lait de vache en janvier et février 2017 recule dans la plupart des pays européens par rapport à la même période de l'année précédente, et notamment en France (- 5,7 %, effet année bissextile non corrigé), contribuant au rééquilibrage progressif des marchés. Les prix du lait de vache se sont ainsi redressés à partir de la mi-2016 et jusqu'en janvier 2017. En février 2017, ils se tasseraient tout en demeurant supérieurs à ceux de 2016. Face à une offre limitée et une demande soutenue au niveau mondial, les prix français du beurre repartent très nettement à la hausse depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2016, à l'instar des prix européens. En revanche, ceux de la poudre de lait pâtissent de stocks importants et d'une demande insuffisante malgré les ventes très dynamiques en poudre de lait écrémé à la Chine.

### En France, la baisse de la collecte de lait de vache se poursuit début 2017 mais de façon un peu moins marquée que fin 2016

Sur les deux premiers mois de l'année 2017, la collecte française de lait de vache s'établit à près de 4 milliards de litres, inférieure de 5,7 % à celle de 2016. La baisse sur un an est cependant un peu moins marquée qu'au dernier trimestre 2016 (- 6,9 % par rapport à 2015).

Après avoir été proche des niveaux de 2015 jusqu'en mai 2016, la collecte mensuelle de lait a progressivement diminué à partir de juin par rapport à l'année précédente, plus particulièrement sur les derniers mois de l'année 2016 (- 7,4 % en novembre et - 6,1 % en décembre). Cette décline de la collecte nationale s'explique par une surproduction

### Début 2017, la collecte française de lait de vache est en deçà des niveaux de 2015 et 2016



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

mondiale à l'origine d'une baisse des prix payés aux producteurs, par la mise en œuvre des plans européens et français de réduction volontaire de la production mais également par de moindres disponibilités fourragères en quantité et en qualité, à la suite de fortes précipitations au printemps et de la sécheresse estivale.

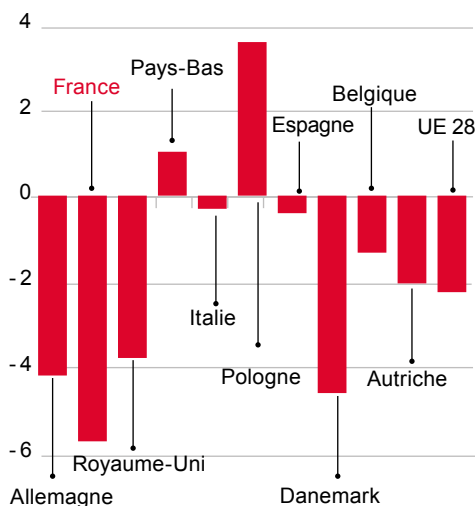
### Poursuite de la baisse de la collecte européenne début 2017

En janvier 2017, la production européenne de lait de vache baisse de 2,2 % sur un an, soit près de 280 000 t de moins par rapport au niveau de janvier 2016 qui était élevé à la suite de la suppression des quotas laitiers en avril 2015. La France arrive en tête des trois principaux pays producteurs ayant le plus réduit leur production avec - 126 000 t (soit - 5,1 %), suivie de

l'Allemagne (114 000 t, à - 4,1 %) et du Royaume-Uni (- 46 000 t, à - 3,7 %). Ces trois pays contribuent pour plus de 90 % au recul global.

### En janvier 2017, des collectes majoritairement en baisse dans l'Union européenne sur un an

Évolution janvier 2016 / janvier 2017 (%)



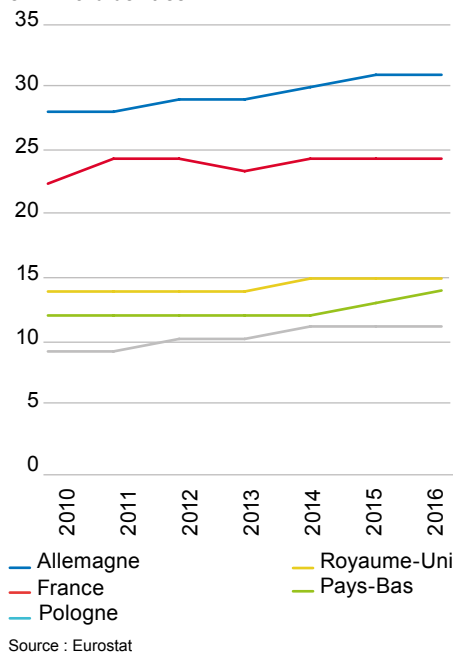
Source : Eurostat

La réduction de la collecte européenne en début d'année prolonge celle entamée au second semestre 2016 (- 2,6 % par rapport au second semestre 2015). Avec une demande toujours faible (embargo russe et ralentissement des importations chinoises), le marché tend à se rééquilibrer.

Sur l'ensemble de l'année 2016, la production atteint 152 millions de tonnes : l'Allemagne est le premier producteur laitier avec 32 millions de tonnes (+ 0,3 %), soit 21 % de la collecte européenne, la France arrive deuxième avec 24,7 millions de tonnes (16,2 %) et le Royaume-Uni troisième, avec 14,5 millions de tonnes (9,5 %). À l'instar de la France, le Royaume-Uni enregistre une baisse prononcée de sa collecte en 2016 (- 4,6 % sur un an). À l'inverse, les Pays-Bas continuent d'accroître leur production (+ 7,5 % à 14,3 millions de tonnes) ainsi que la Pologne (+ 2,4 % à 11,1 millions de tonnes), respectivement au quatrième et cinquième rang européen, prolongeant la dynamique enregistrée en 2015 (+ 6,9 % pour les Pays-Bas et + 2,7 % pour la Pologne). La production allemande, quant à elle, est restée stable (+ 0,3 %).

### En 2016, la collecte des Pays-Bas rattrape celle du Royaume-Uni

en milliard de litres



En janvier 2017, la production laitière mondiale recule sur un an, de façon toutefois moins marquée qu'en 2016. Parmi les autres grands producteurs, la collecte se stabilise en Nouvelle-Zélande, voire diminue en Australie, alors qu'elle continue de progresser aux États-Unis (+ 2,5 % en janvier 2017 sur un an).

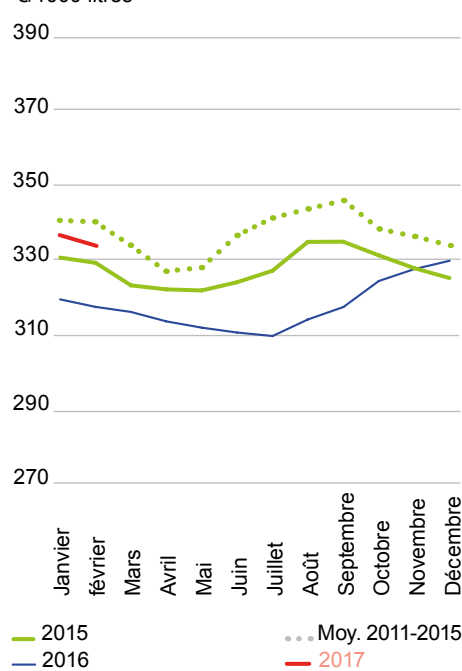
### Après s'être redressé à partir d'août 2016, le prix français du lait payé aux producteurs se stabilise début 2017

En février 2017, à 346€ pour 1 000 litres, le prix moyen versé aux producteurs français de lait (prix à teneurs réelles, toutes qualités confondues) est supérieur de 11,2 % au prix de février 2016, soit 35€ pour 1 000 litres de plus que l'année précédente. Après + 37€ pour 1 000 litres en janvier sur un an, la hausse du prix de lait, entamée en août 2016, pourrait toutefois marquer le pas, les cours du lait étant quasi stables en février. Alors qu'il avait atteint en juillet 2016 son plus bas niveau depuis avril 2010, à 295 € pour 1 000 litres, le prix moyen du lait s'est redressé progressivement à partir d'août jusqu'à dépasser son niveau de 2015 à partir de novembre (+ 3 % en décembre 2016 sur un an). Malgré ce redressement à mi-année, le prix moyen du lait en 2016 demeure en deçà de son prix moyen 2011-2015 (- 12 %).

La remontée des prix français est plus modérée que celle observée chez certains de nos voisins européens, notamment chez ceux dont les prix avaient beaucoup diminué à la suite de l'augmentation de la production. C'est le cas en particulier de l'Allemagne, dont les prix sont supérieurs de 21 % en février à ceux de 2016. Dans l'Union européenne, les prix dépassent de 13 % en février leur niveau de 2016.

### Après une progression entre août 2016 et janvier 2017, le prix français du lait se stabilise en février

€/1000 litres



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

### La baisse du coût de l'aliment ralentit alors que le prix du lait est remonté

Sur les deux premiers mois de 2017, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est accrue (+ 4 % par rapport aux faibles niveaux de 2016), après une année 2016 en forte baisse : - 9 % par rapport à 2015, en lien avec le recul de la collecte laitière. Cette hausse pourrait résulter de besoins accrus suite à la sécheresse estivale de 2016, qui a réduit la quantité et la qualité des fourrages.

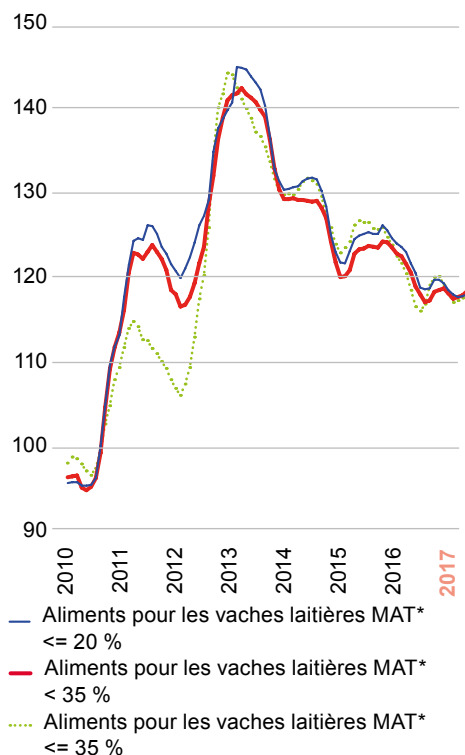
La baisse du coût des aliments, entamée en décembre 2015, ralentit depuis la fin de l'année 2016 : - 4 % en décembre, - 2,9 % en janvier et - 1 % en février. Après les sommets atteints en 2012 et 2013,

le prix des aliments s'est beaucoup réduit même s'il demeure élevé.

Dans ce contexte, le différentiel entre le prix payé au producteur et le coût de l'alimentation animale s'améliore (« Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, avril 2017, n°4/12).

### La baisse du coût des aliments ralentit depuis la fin 2016

Ipampa (base 100 en 2010)



\* MAT = Matière azotée totale

Source : Agreste – Indice du prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

### Les fabrications de produits laitiers diminuent en début d'année 2017 dans un contexte de repli de la consommation intérieure

En cumul sur les deux premiers mois de l'année 2017, la plupart des fabrications françaises diminuent (effet année bissextile non corrigé) à l'exception de celles des crèmes conditionnées et des desserts lactés frais (respectivement + 2 % et + 3 % par rapport à 2016), déjà en augmentation en 2016 (respectivement + 3,1 % et + 0,8 % par rapport à 2015). Les fabrications de beurre et de poudre baissent début 2017 (respectivement - 5 % et - 10 % sur un an), de même que celles de lait conditionné (- 4 %) et de yaourts (- 3 %), prolongeant les tendances enregistrées en 2016, à l'exception des poudres (+ 4,6 % par rapport à 2015).

Les fabrications de fromage sont également en repli, prolongeant les baisses enregistrées en 2016 : - 3 % sur un an pour les fromages frais, - 4 % pour les fromages à pâte persillée, - 6 % pour les fromages à pâte molle et - 8 % pour ceux à pâte pressée cuite. Parmi ces derniers, l'emmental et le comté enregistrent des baisses respectives de 5 % et 22 % sur un an. Quant aux fromages à pâte pressée non cuite, les fabrications sont stables sur les deux premiers mois par rapport à 2016.

Ces baisses des fabrications s'inscrivent dans un contexte de contraction des achats ménages déjà observé au second semestre 2016 pour ces différents produits : baisse des achats de laits conditionnés, de crèmes conditionnées, de yaourts et desserts lactés frais. Les fromages et le beurre font exception, avec des achats de la part des ménages en augmentation sur un an sur les deux premiers mois de 2017.

### Les fabrications de produits laitiers se replient également en Europe, en particulier pour la poudre de lait écrémé

Dans l'Union européenne, les fabrications sont majoritairement en baisse sur un an en janvier 2017. Les fabrications de poudre grasse (contenant 1,5 % ou plus de matière grasse) et de yaourts diminuent légèrement (respectivement - 0,3 % et - 0,8 % sur un an) après avoir augmenté en 2016 (respectivement + 2,9 % et + 3,1 %). Celles de laits concentrés diminuent de manière plus significative début 2017 (- 1,9 %), amplifiant les baisses de 2016 (- 11,1 %). Malgré une forte demande, la production de beurre recule également de 0,9 % par rapport à janvier 2016, après une hausse en 2016 (+ 2,5 % sur un an). Enfin, du fait de la chute des prix et d'une demande atone, les fabrications de poudre de lait écrémé (réengraissée ou inférieure à 1,5 % de matière grasse) se replient également en janvier 2017 de 8,3 %, après avoir augmenté de 3,4 % en 2016. Parmi les principaux pays producteurs, seule la Pologne a augmenté sa production de poudre de lait écrémé.

À l'inverse, en janvier 2017, les fabrications de crème conditionnée s'accroissent de 3 % sur un an et

celle de laits liquides de 0,5 %, après avoir été en retrait sur l'ensemble de l'année 2016. Quant aux fabrications de fromages, elles se stabilisent en janvier 2017, après une baisse en 2016 (- 0,8 % par rapport à 2015).

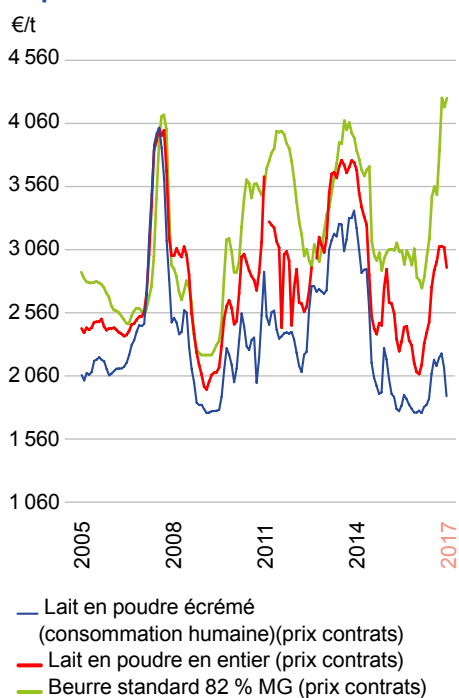
### Dynamisme des exportations françaises vers la Chine

Sur les deux premiers mois de l'année 2017, les exportations françaises sont majoritairement en baisse. C'est le cas en particulier des poudres de lait écrémé, dont les ventes, en cumul sur les deux premiers mois de 2017, diminuent d'un tiers par rapport à 2016. Les cours de la poudre de lait écrémé étant au plus bas dans un contexte de demande réduite et d'offre abondante, la Commission européenne a décidé de prolonger les mesures d'intervention publique afin de limiter les quantités disponibles sur les marchés. Les exportations de poudre de lactosérum diminuent de 10 % et celles de caséines et caséinates, après avoir doublé en 2016, se replient de 3 % sur les deux premiers mois de 2017. Les exportations des autres produits baissent également mais de façon moins marquée : beurre (- 1 %) et yaourts et desserts lactés frais (- 3 %). Seules les exportations totales de fromages hors fondus restent stables, à l'exception des fromages frais en augmentation de 1 %.

La France, comme l'ensemble de l'Union européenne, est toujours pénalisée par la fermeture du marché russe dont l'embargo a été prolongé, pour la deuxième fois, jusqu'à la fin de l'année 2017. Les exportations vers les pays tiers augmentent, notamment vers la Chine, mais ne permettent pas de compenser les pertes de marché avec la Russie et la situation est inégale selon la destination. Sur les deux premiers mois de 2017, l'Algérie, qui constitue un débouché important pour les produits français, réduit ses achats de poudres de lait (- 27 % après une baisse de 6 % l'an dernier à la même période). De leur côté, les exportations françaises de desserts lactés progressent de 38 % vers ce pays. En revanche, après avoir fortement augmenté ces deux dernières années, les ventes de fromages vers l'Algérie se réduisent sur les deux premiers mois de l'année (- 60 %), sur un marché qui reste marginal.

En janvier 2017, la Chine continue de réduire ses importations toutes origines confondues, après deux années de fort repli de la demande. À l'exception des achats de lactose qui augmentent de 18 %, tous les produits sont concernés par la baisse : - 10 % pour la poudre grasse (à 108 000 t), - 2 % pour la poudre écrémée (à 33 000 t), - 22 % pour la poudre de lactosérum (à 34 000 t). Les exportations françaises parviennent néanmoins à tirer leur épingle du jeu en ce début d'année : les ventes à la Chine de desserts lactés « longue conservation » sont multipliées par quatre sur les mois de janvier et février, celles de poudre de lait écrémé augmentent de 50 % et celles de crème conditionnée de 21 % (la Chine concentre près du tiers des exportations françaises de crème). Hormis pour la poudre de lait écrémé dont les exportations vers la Chine étaient à la baisse en 2016 (- 16 % sur un an), le début de l'année 2017 confirme les tendances apparues en 2016 (+ 7 % sur un an pour les desserts lactés « longue conservation » et + 20 % pour la crème conditionnée s'agissant des exportations vers la Chine).

### Envolée du prix du beurre français depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2016



Sources : FranceAgriMer d'après enquête FranceAgriMer / ATLA

### Un prix du beurre au plus haut tandis que le prix de la poudre de lait écrémé chute

Suite au recul de la collecte, et malgré une demande atone, les cours des produits laitiers français se redressent à partir du second semestre 2016. Les situations sont cependant très différentes selon les produits. Entretenu par la pénurie d'offre, le prix du beurre français connaît une envolée depuis le mois d'août 2016, à l'image du cours européen : + 4 % sur un an, puis + 15 % en septembre et + 22 % en octobre. Depuis le début de l'année 2017, il ne cesse de croître ; au cours de la dernière semaine de mars, il atteint même 4 375€ la tonne, soit une hausse de 80 % par rapport à la même période de 2016.

Le prix français de la poudre grasse augmente fortement lui aussi avec un maximum atteint fin janvier. À 2 847€ la tonne au cours de la semaine du 6 mars 2017, il est supérieur de 48 % à celui de l'année dernière. Il tend toutefois à diminuer légèrement depuis cette date.

Pour la poudre de lait écrémé en revanche, le marché n'est pas encore revenu à l'équilibre. Certes, comme pour le beurre et la poudre grasse, le cours est reparti à la hausse depuis août 2016 atteignant même un pic courant janvier 2017 mais il se replie depuis, pénalisé par des stocks très importants. Ainsi, fin mars 2017, le prix français de la poudre de lait écrémé s'établit à 1 760€ la tonne, soit + 7 % par rapport à l'année dernière sur la même période, mais en diminution de 19 % par rapport au début de l'année 2017, se rapprochant même du prix d'intervention (fixé à 1 698€ la tonne).

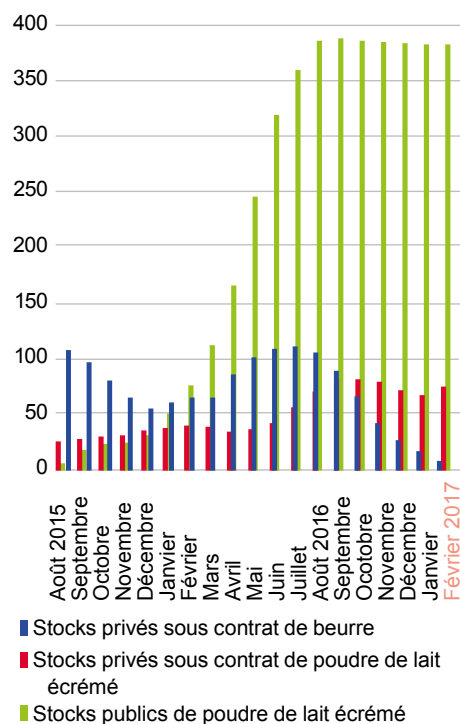
### Stockage public de la poudre de lait écrémé au plus haut en 2017

Dès le début de la crise laitière mi-2014, la Commission européenne a activé les dispositifs d'intervention publique et mis en place les aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage. Les mesures d'intervention publique ont été ensuite prolongées, à plusieurs reprises et resteront ouvertes jusqu'en

septembre 2017 pour la poudre de lait écrémé, dont le niveau de prix se rapproche du prix d'intervention. Les produits fabriqués bénéficiant de l'intervention ont alors été stockés par les États membres pour le compte de l'Union européenne.

### Des stocks publics de poudre de lait au plus haut depuis août 2016 dans l'UE

en millier de t



Source : Commission européenne / Milk Market Observatory

Les mesures de stockage privé de beurre et de poudre de lait sont, quant à elles, closes respectivement depuis septembre 2016 et février 2017.

En février 2017, le niveau des stocks publics de poudre de lait écrémé s'établit à environ 350 000 t, soit le niveau le plus élevé depuis 1991. La France est le premier pays bénéficiaire de ces mesures (19,2 % des stocks publics de poudre de lait écrémé), suivie de près par la Belgique (18,7 %). Pour le beurre en revanche, suite à une demande croissante tirant les prix vers le haut, et compte tenu de la fermeture de la mesure, les opérateurs européens ont massivement déstocké : le niveau des stocks bénéficiant d'une aide au stockage privé s'élève à 8 000 t en février 2017, contre 60 000 t un an auparavant.



## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- L'enquête mensuelle laitière (EML) réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. C'est une enquête administrative depuis janvier 2016 en application du décret 2015-729 du 24 juin 2015 relatif aux informations de suivi économique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Elle permet de répondre notamment aux obligations réglementaires européennes de la directive 96/16/CE sur les statistiques laitières et contribue à la réponse au règlement 1165/98 sur les statistiques conjoncturelles (IPI).
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.

La Commission européenne pour les données de prix du lait, quantités fabriquées et les stocks dans les États membres.

<http://ec.europa.eu/etat/fr/data/database>

[http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks_en.htm)

- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

### Définitions

- Calcul du prix du lait de vache : Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est une moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérés par leur collecte.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries longues

### Les dernières publications parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, n°4/12, avril 2017
- « Enquête annuelle 2015 : quasi-stabilité de la collecte, repli des fabrications de laits liquides et de yaourts », Agreste Primeurs, n°340, novembre 2016
- « Nouvelle baisse de la collecte de lait de vache en février 2017 », Agreste Infos Rapides Lait, n°4/11, avril 2017

### Résultats définitifs 2015 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>







### En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse

**En 2016, après deux années de croissance plutôt morose, la production en volume des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA) a reculé sur un an, l'ensemble des filières étant touchées, à l'exception des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche. Si divers facteurs conjoncturels ont contribué à ce repli (conditions climatiques, crises de l'élevage...), celui-ci s'inscrit dans un contexte de stagnation globale de la production des IAA depuis le début des années 2000. Avec une production en recul et une demande intérieure qui progresse timidement, les importations ont continué de croître tandis que les exportations ont légèrement diminué. En conséquence, après un rebond en 2015, l'excédent commercial global des IAA s'est détérioré sur un an, atteignant son plus bas niveau depuis 2011. Le chiffre d'affaires et l'emploi du secteur des IAA ont légèrement augmenté.**

#### Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente.

#### En 2016, la production totale des IAA a reculé en volume après deux années de croissance atone

Après deux années de légère hausse, la production en volume des industries alimentaires et boissons a reculé sur un an en 2016 (- 1,2 %) en raison de la baisse conjointe des fabrications de produits alimentaires et de boissons (respectivement - 1,2 % et - 0,7 %). Elles ont été pénalisées par un contexte économique morose, par des conditions climatiques moins favorables qu'en 2015 à la consommation de certains produits, par les crises ayant affecté les filières animales ainsi que par un contexte post-attentats limitant la fréquentation des cafés, hôtels et restaurants. Avec un niveau proche de celui de 2002, la production en volume des industries

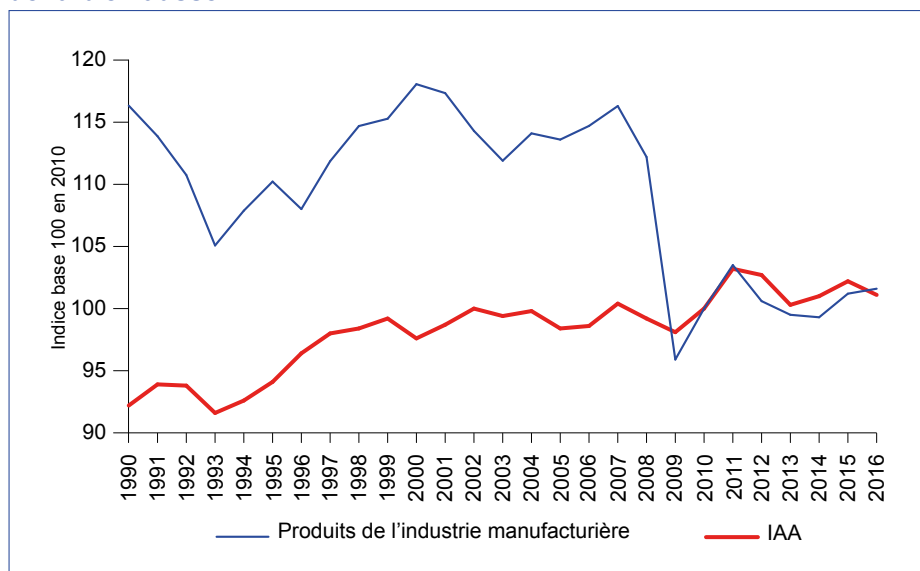
agroalimentaires en 2016 confirme plus largement une stagnation globale depuis le début des années 2000 (+ 0,1 %/an en moyenne), contrastant avec la dynamique de croissance de la décennie précédente (+ 0,8 %/an en moyenne).

#### En 2016, la production de la quasi-totalité des produits alimentaires a diminué

À l'exception des préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche, en progression pour la deuxième année consécutive, toutes les fabrications de produits alimentaires ont reculé en 2016.

Après s'être légèrement redressées en 2015, les fabrications de viandes et produits à base de viande, qui

## En 2016, la production en volume des IAA s'est repliée après deux années de faible hausse

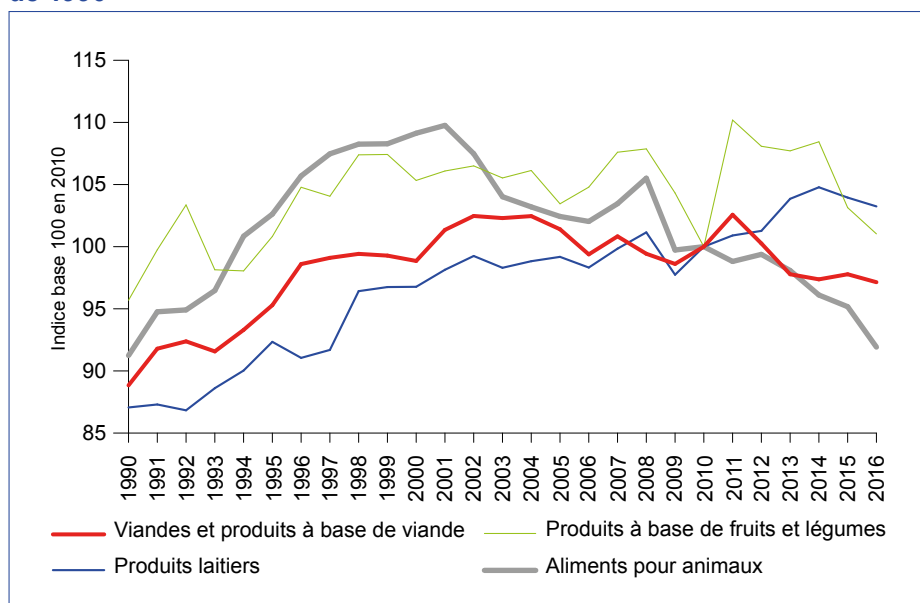


Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

représentent 30 % de la production des industries alimentaires, ont enregistré une nouvelle baisse en 2016 (- 0,6 %), prolongeant la tendance au repli amorcée au milieu des années 2000, et s'établissant à un niveau inférieur à celui de 1996. Cette baisse concerne les produits transformés à base de viande, ainsi que les fabrications de *viande de volailles*, en lien notamment avec l'épidémie d'influenza aviaire.

La production de *produits laitiers*, qui pèse pour près de 17 % dans la production des industries alimentaires, a de son côté marqué le pas pour la deuxième année consécutive (- 0,8 %). Elle a été freinée au second semestre par la baisse de la collecte laitière, en lien avec la sécheresse estivale ayant affecté les disponibilités et la qualité des fourrages, ainsi que par la mise en œuvre du plan européen de réduction volontaire de la production.

## En 2016, la production d'aliments pour animaux a retrouvé le niveau bas de 1990



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

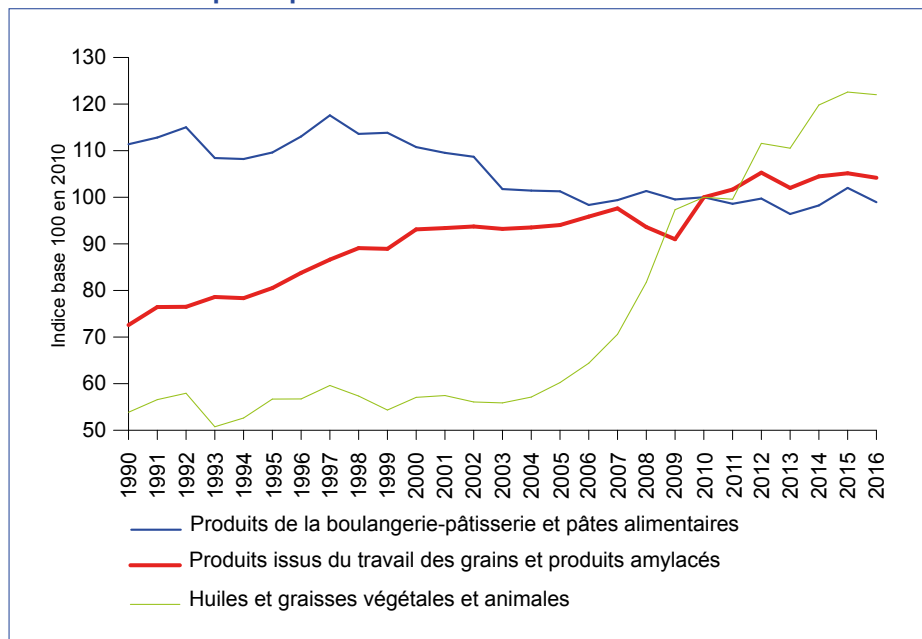
Prolongeant la tendance baissière observée depuis 2009, la production d'*aliments pour animaux* s'est, quant à elle, contractée de 3,5 %. Les besoins en *aliments pour animaux de ferme* ont en effet été limités par une multitude de facteurs : la crise dans le secteur laitier, la baisse des cours des tourteaux de soja et des céréales qui a pu favoriser le recours à des aliments produits à la ferme, les conditions climatiques favorables au printemps à l'alimentation à l'herbe, la crise aviaire, ainsi que la baisse du cheptel porcin intervenue fin 2015.

Les fabrications de *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* ont de leur côté reculé de 3,1 %, prolongeant une tendance à la stagnation depuis 2006. Celles de *produits du travail des grains et produits amylicés* ont également marqué le pas tout en demeurant à un niveau élevé. À l'inverse, la production de *produits à base de fruits et légumes*, en retrait depuis 2012 (- 2,1 %), à l'exception du rebond de 2014 est presque retombée à son plus bas niveau depuis 2010. Les *préparations de légumes*, qui représentent 81 % du poste, ont en effet fortement diminué en raison de conditions climatiques défavorables à la production et à la qualité de certains légumes, aussi bien d'hiver que d'été.

La production d'*huiles et graisses végétales et animales* est celle qui a le moins reculé (- 0,5 %). La baisse des fabrications au premier semestre a en effet été presque compensée par l'augmentation de la production en deuxième partie d'année, en lien avec l'accroissement de la trituration des graines de tournesol favorisée par un contexte de prix en repli et de hausse des disponibilités mondiales et des importations françaises.

Enfin, la production des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.), deuxième poste le plus important dans la production des IAA après les viandes, a diminué de 1,5 % après un bond en 2015. Elle a notamment souffert du repli des fabrications de *plats préparés*, d'*autres produits alimentaires non classés ailleurs* (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons, etc.) et de *cafés et thés transformés*.

## En 2016, la croissance de la production d'huiles et graisses végétales et animales a marqué le pas



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## Après deux années de croissance, la production de boissons s'est repliée, tout en demeurant à un niveau élevé

Moteur de la croissance des IAA en 2014 et 2015, la production de boissons a diminué en 2016 (- 0,7 %). Ce repli résulte de la

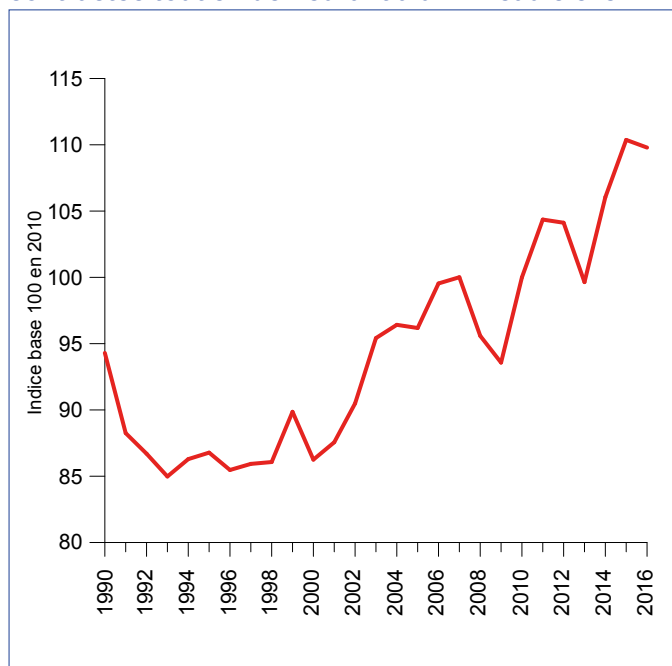
baisse des fabrications de *boissons rafraîchissants* non alcoolisés, conséquence de conditions climatiques moins favorables qu'en 2015 à la consommation de ces produits, et de la baisse de la fréquentation des cafés, hôtels et restaurants dans un contexte post-attentats. Cette diminution s'explique

également par le recul des fabrications de *Champagne et mousseux*. La production totale de *boissons* s'inscrit néanmoins dans une tendance à la hausse sur longue période, restant à un niveau très élevé en 2016, grâce notamment à la hausse des fabrications de *boissons alcooliques distillées* et des *eaux de table*.

## Légère hausse de la consommation des ménages en 2016

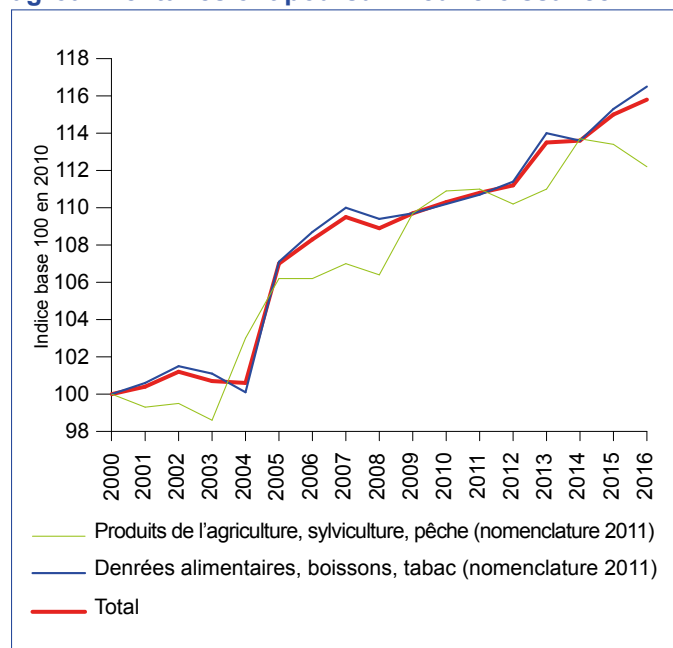
D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la part de l'alimentation dans les dépenses en biens des ménages s'est de nouveau quelque peu contractée en 2016 (- 0,8 % en volume) malgré la légère augmentation des achats de produits agroalimentaires (+ 0,7 %). Le repli des dépenses de consommation en produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (- 1 %) a en effet été plus que compensé par la nouvelle progression des volumes de denrées alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages (+ 1,1 %), ces derniers représentant plus des trois quarts des dépenses totales de consommation en produits agroalimentaires. Néanmoins, tous les produits transformés ne sont pas concernés par cette hausse.

## En 2016, la production de boissons s'est légèrement contractée tout en demeurant à un niveau élevé



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## En 2016, les dépenses des ménages en produits agroalimentaires ont poursuivi leur croissance



Source : Insee, comptes trimestriels - Indice CVS-CJO calculé à partir des dépenses de consommation en million d'euros 2000

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, la baisse des quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile s'est poursuivie en 2016 dans un contexte de prix en hausse, confirmant le retournement de tendance observé en 2015 après six ans de croissance ininterrompue. Toutes les catégories de viande sont concernées par ce repli, et en particulier celles de veau, d'agneau et de cheval qui sont parmi les plus onéreuses. Le recul des achats des autres viandes (bovin, dinde et canard) s'est quant à lui fortement accéléré. Par ailleurs, pour la première fois depuis 2011, les quantités de viande de poulet achetées par les ménages pour leur consommation à domicile se sont sensiblement réduites après être restées quasiment stables en 2015.

Selon ce même panel, les achats de produits laitiers par les ménages ont diminué en valeur entre 2015 et 2016, principalement sous l'effet de la baisse des volumes. La consommation de lait liquide, de matières grasses (beurre, margarine, crème, etc.) et de produits ultra frais (yaourts frais, etc.) a de nouveau régressé en volume. Seuls les achats de fromages ont augmenté (+ 1,7 %), à un rythme encore plus soutenu qu'en 2015.

### En 2016, l'excédent commercial des IAA s'est réduit en valeur, pénalisé par la hausse des importations

Après un léger rebond en 2015, l'excédent commercial des IAA a sensiblement diminué en valeur en 2016 (- 9,4 %), atteignant 7,4 milliards d'euros, soit son plus bas niveau depuis 2011. Cette détérioration s'explique principalement par la progression des importations, les exportations s'étant légèrement repliées. La dégradation du déficit commercial des produits alimentaires (+ 22 %) s'est amplifiée en 2016 tandis que la croissance de l'excédent des boissons s'est poursuivie, à un rythme toutefois ralenti (+ 0,4 %).

La dégradation du solde des produits alimentaires s'explique principalement par la baisse des excédents commerciaux des *produits laitiers* et des *autres produits alimentaires*, ainsi que par le creusement du déficit des échanges

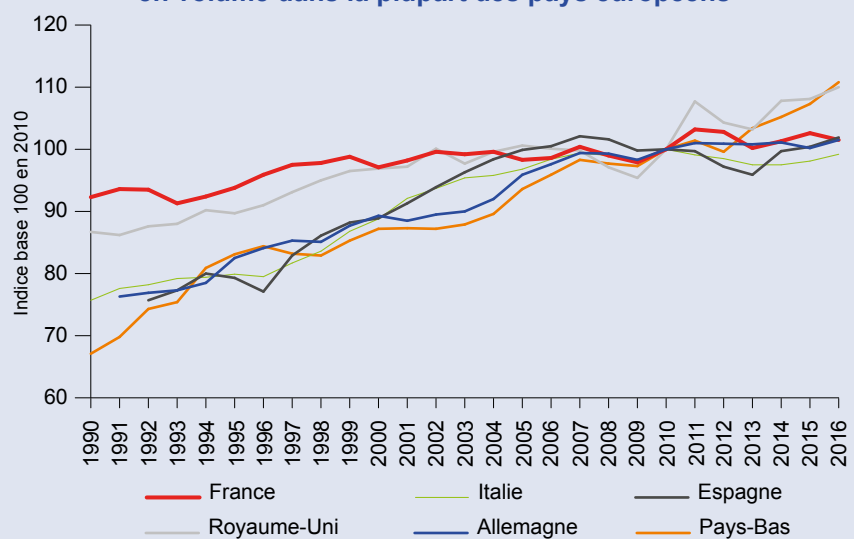
### Évolution de la production des IAA dans l'Union européenne

Entamée en 2013, après la période de stagnation ayant suivi la crise économique de 2008, la croissance de la production des industries alimentaires et boissons (hors tabac) s'est poursuivie en volume en 2016 dans la plupart des principaux pays européens.

La production a été dynamique aux Pays-Bas (+ 3,3 %), dans le prolongement de l'évolution observée depuis 2010. Elle a également

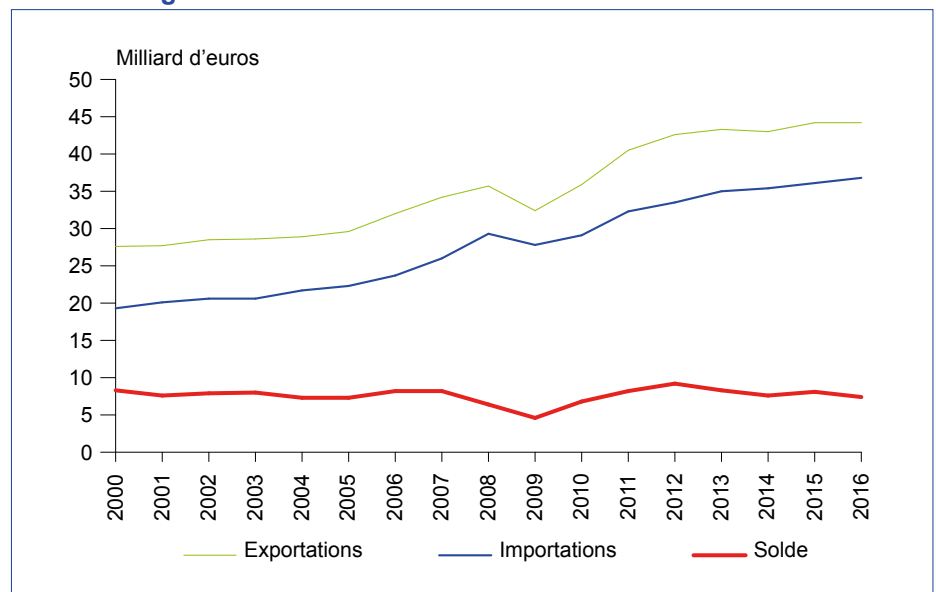
augmenté au Royaume-Uni (+ 1,8 %), en Espagne (+ 1,5 %), en Allemagne (+ 1,3 %) et en Italie (+ 1,1 %). À l'inverse, la production des IAA a reculé en France, pénalisée par des conditions climatiques défavorables, un environnement économique morose, des crises dans les filières de l'élevage ainsi que par une baisse de la fréquentation des lieux publics de restauration à la suite des attentats ayant touché le pays.

### En 2016, la croissance de la production des IAA s'est poursuivie en volume dans la plupart des pays européens



Source : Eurostat - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

### Après un léger mieux en 2015, l'excédent commercial des IAA s'est de nouveau dégradé en 2016



Source : DGDDI (Douanes)



de produits à base de fruits et légumes. Concernant les produits laitiers, les importations ont diminué de manière moins marquée que les exportations. Ces dernières ont été pénalisées en première partie d'année par la contraction de la demande mondiale, notamment asiatique, ainsi que par la faiblesse des prix du lait. Elles ont ensuite été limitées, à partir du début de l'été, par le ralentissement de la collecte laitière consécutif à des conditions météo estivales défavorables à la pousse de l'herbe et à la production de fourrages de qualité, à la mise en place des plans français et européen de réduction volontaire de la production, ainsi qu'à des difficultés économiques ayant conduit à des réformes de vaches laitières et/ou à des cessations d'activité limitant le potentiel de production.

Pour les autres produits alimentaires, la hausse des importations a été supérieure à celle des exportations, sous l'effet du recul des ventes de sucre consécutif à la baisse de la production sur la campagne 2015-2016. Les échanges de produits à base de fruits et légumes ont, quant à eux, pâti de la hausse des volumes importés.

Le déficit commercial des viandes et produits à base de viande s'est, lui, réduit pour la troisième année consécutive, grâce à une baisse des importations supérieure à celle des exportations, limitant ainsi la détérioration du solde commercial global. Le recul des importations de viande bovine et porcine a en effet plus que compensé la hausse des achats de viande de volailles et de produits à base de viande. Les déficits dans les secteurs des huiles et graisses végétales et animales et des produits issus de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires ont également diminué.

L'excédent des échanges des boissons a, de son côté, progressé tout en marquant fortement le pas par rapport à l'année 2015. Tirées par la demande des pays tiers (Chine et États-Unis notamment), les exportations de boissons alcooliques distillées ont augmenté pour la deuxième année consécutive, franchissant le seuil des quatre milliards d'euros grâce aux quantités vendues. Celles de boissons

rafraîchissantes et d'eaux de table ont également été dynamiques, tant vers les pays tiers que vers l'Union européenne. À l'inverse, les ventes de vins et de Champagne et mousseux se sont légèrement contractées sous l'effet d'une baisse des volumes, la hausse des exportations vers les pays tiers n'ayant pu compenser le repli des ventes vers l'UE.

### En 2016, les prix à la production des IAA poursuivent le décrochage entamé en 2014

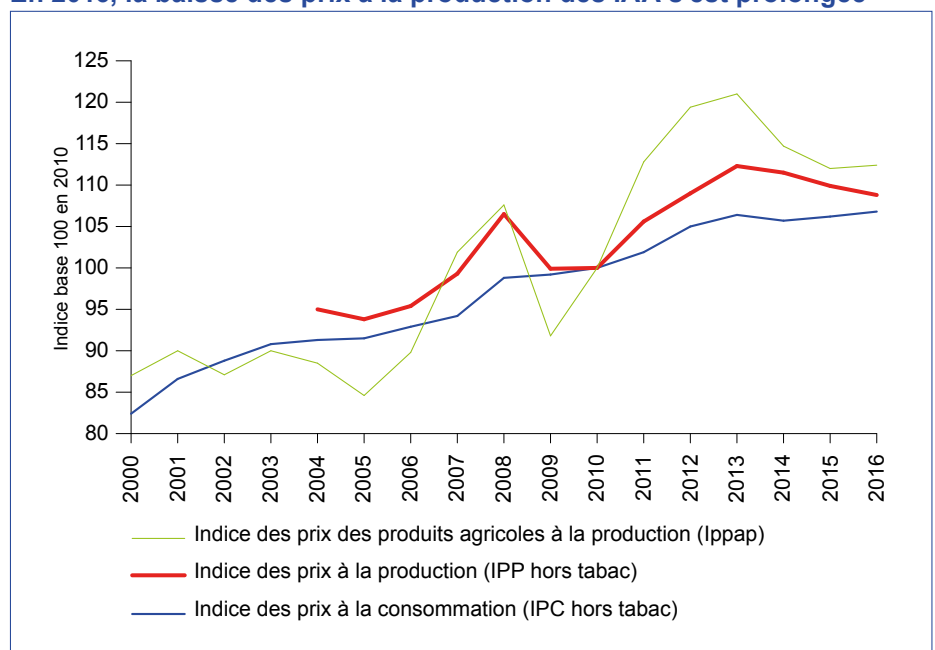
Amorcé en 2014, le repli des prix à la production des IAA s'est prolongé en 2016 (- 0,9 % sur un an), à un rythme néanmoins plus faible qu'en 2015 (- 1,5 %). Il résulte exclusivement de la poursuite du recul des prix des produits alimentaires (- 1,4 %), les prix des boissons continuant de croître (+ 1,7 %) depuis 2009.

À l'exception des viandes et produits à base de viande (+ 0,3 %), et surtout des préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche (+ 5 %), les prix à la production ont diminué pour l'ensemble des produits alimentaires. Comme en 2014 et 2015, et en lien avec la baisse des cours des céréales, les prix à la production des aliments pour animaux, des produits du travail des grains et

produits amylacés et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires ont reculé sur un an (respectivement - 4,3 %, - 2,1 % et - 0,9 %). Pour la troisième année consécutive, les prix des huiles et graisses végétales et animales se sont également réduits (- 2,4 %), en lien notamment avec le recul des prix des graines oléagineuses (tournesol et colza). S'agissant des produits à base de fruits et légumes, les prix ont poursuivi leur repli entamé en 2015 (- 2,5 %) après quatre années de hausse. Enfin, sous l'effet d'un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande sur les marchés laitiers mondiaux au premier semestre 2016, les prix des produits laitiers ont fortement reculé en 2016 (- 4 %) malgré une remontée à partir de juin, prolongeant la baisse débutée en 2015.

Contrairement aux produits alimentaires, les prix des boissons ont progressé en 2016 (+ 1,7 %), à un rythme encore plus soutenu qu'en 2015 mais inférieur à celui observé entre 2011 et 2014. Ils ont été tirés par la hausse des prix de la plupart des boissons et en particulier des vins de raisins et des boissons rafraîchissantes non alcoolisées (respectivement + 3,5 % et + 1,7 %).

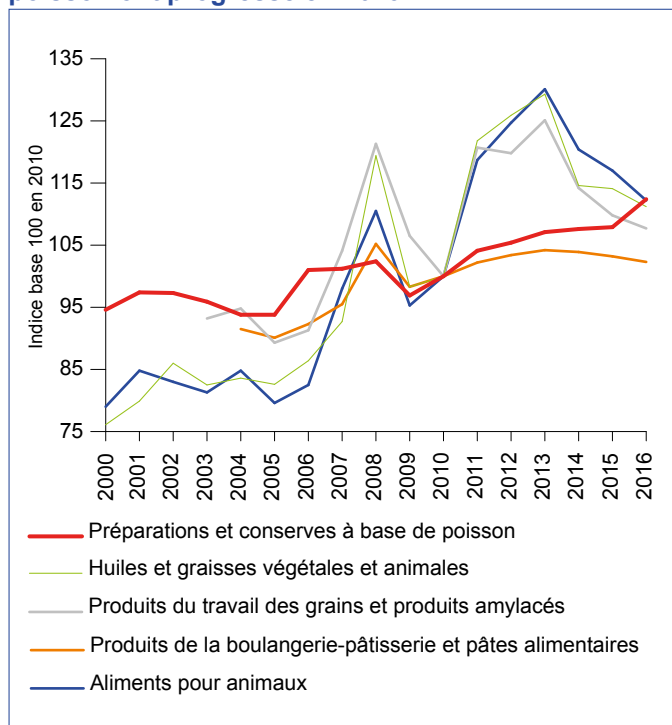
### En 2016, la baisse des prix à la production des IAA s'est prolongée



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français

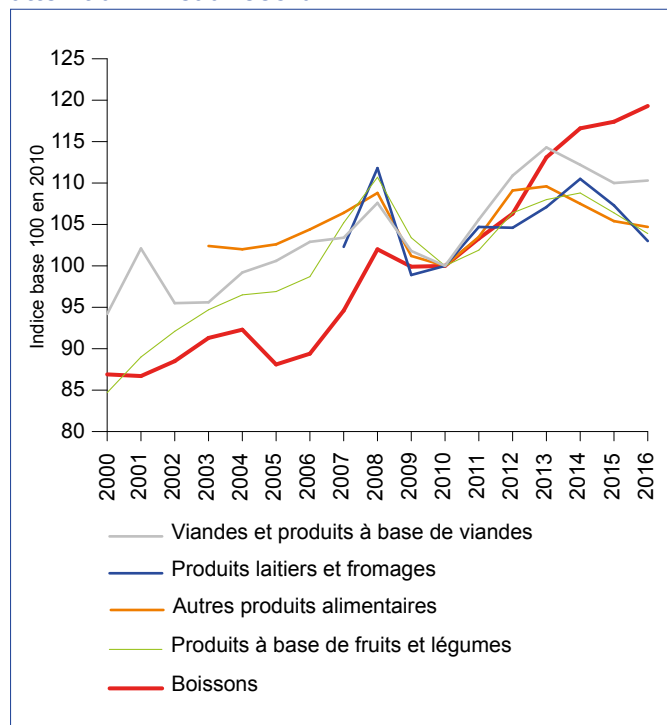


## Les prix à la production des préparations à base de poisson ont progressé en 2016



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français

## En 2016, les prix à la production des boissons ont atteint un niveau record



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français

## En 2016, le chiffre d'affaires du secteur des IAA a légèrement progressé

Malgré le repli de la production et des prix au niveau de la branche, le chiffre d'affaires du secteur des IAA s'est accru en 2016 (+ 0,8 %) (cf. encadré Sources, définitions et méthode - point 3), prolongeant, bien qu'à un rythme plus faible, la croissance entamée en 2014. Les boissons tirent une nouvelle fois leur épingle du jeu, grâce à une hausse de prix qui compense largement le recul de la production. Le chiffre d'affaires des produits alimentaires progresse également, mais dans une proportion moindre (+ 0,6 %), les évolutions étant contrastées selon les produits.

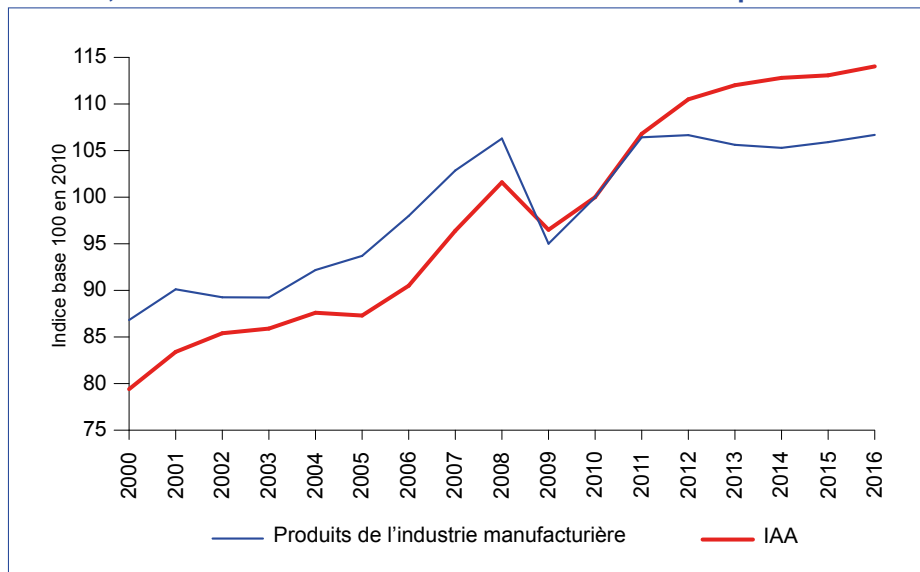
Comme en 2015, les chiffres d'affaires des huiles et graisses végétales et animales, des aliments pour animaux comme des produits du travail des grains et produits amylacés se sont réduits, dans le sillage du recul des cours des céréales et des oléagineux. Le chiffre d'affaires des produits laitiers s'est également dégradé pour la deuxième année consécutive sous l'effet conjugué de la

baisse des prix et de la production. Pénalisé par le recul des fabrications, le chiffre d'affaires des viandes et produits à base de viandes a légèrement diminué pour la troisième année consécutive.

À l'inverse, la croissance du chiffre d'affaires des préparations et

conserves à base de poisson et de produits de la pêche s'est accélérée, dynamisée par la hausse conjointe de la production et des prix. Enfin, les chiffres d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et des autres produits alimentaires ont progressé, prolongeant la hausse entamée en 2010.

## En 2016, la croissance du chiffre d'affaires des IAA s'est poursuivie

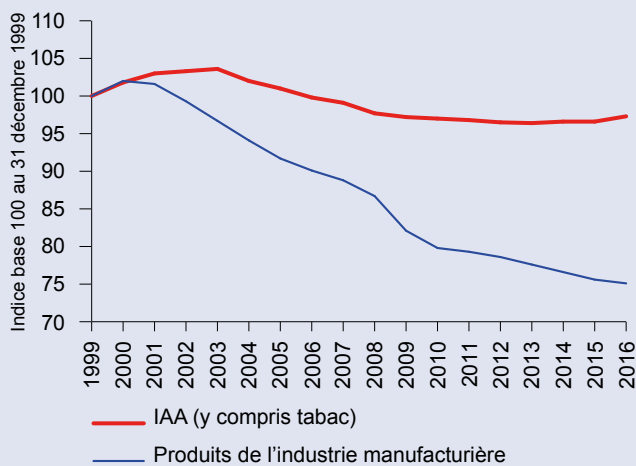


Source : Insee - Indice brut de chiffre d'affaires

## En 2016, l'emploi dans les IAA a de nouveau légèrement progressé

En 2016, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) s'est accru pour la deuxième année consécutive. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, les IAA employaient 554 000 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 4 700 emplois de plus qu'un an auparavant (+ 0,9 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a de nouveau reculé sur un an (- 0,4 %), soit 10 900 emplois de moins. Fin décembre 2016, l'industrie manufacturière employait 2,74 millions de salariés.

### En 2016, l'emploi salarié s'est légèrement accru dans les IAA pour la deuxième année consécutive

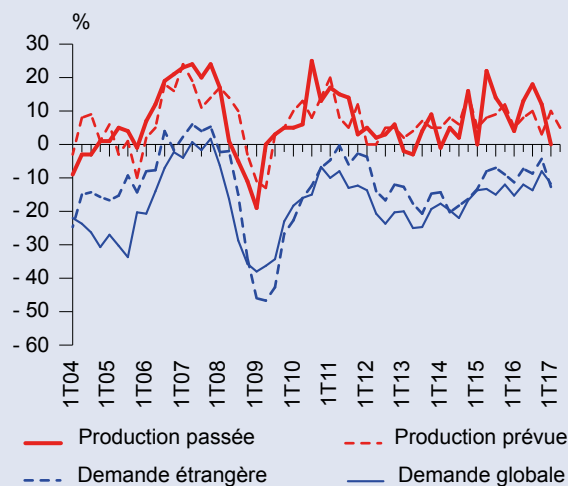


Source : Insee - Compte trimestriel - Emploi salarié à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre

## Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee fin 2016 - début 2017, l'activité des IAA a reculé au 4<sup>e</sup> trimestre 2016. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, même s'ils se sont redressés en 2016. Les perspectives personnelles de production pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 sont positives mais, en moyenne, moins bonnes que celles de l'année dernière.

### En 2016, la demande globale s'est redressée mais est restée peu étoffée



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

## Recul de la production des IAA en 2016

	Année 2016 / Année 2015 (en %)					Solde extérieur (en million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 1,2</b>	<b>- 1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>- 0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>- 4 041</b>	<b>- 3 306</b>
Viandes et produits à base de viandes	- 0,6	0,3	- 0,7	- 3,6	- 5,1	- 859	- 980
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,3	5,0	8,1	6,1	3,0	- 2 987	- 2 927
Produits à base de fruits et légumes	- 2,1	- 2,5	1,4	0,4	6,5	- 2 805	- 2 521
Huiles et graisses végétales et animales	- 0,5	- 2,4	- 1,5	4,9	- 4,9	- 2 184	- 2 416
Produits laitiers	- 0,8	- 4,0	- 2,3	- 4,8	- 0,3	3 036	3 337
Produits du travail des grains et produits amylicés	- 1,0	- 2,1	- 1,5	- 1,1	4,5	958	1 061
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 3,1	- 0,9	5,1	11,6	2,3	- 348	- 494
Autres produits alimentaires	- 1,5	- 0,6	2,5	1,0	4,8	52	341
Aliments pour animaux	- 3,5	- 4,3	- 3,7	- 6,1	6,4	1 096	1 293
<b>Boissons</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>1,7</b>	<b>6,5</b>	<b>11 418</b>	<b>11 377</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 1,2</b>	<b>- 0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>7 378</b>	<b>8 071</b>

4 <sup>e</sup> Trimestre	2016 / 2015 (en %)					Solde extérieur (en million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>- 919</b>	<b>- 753</b>
Viandes et produits à base de viandes	- 2,5	0,6	0,0	- 2,4	- 0,7	- 104	- 83
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,7	7,1	8,8	13,8	1,8	- 759	- 775
Produits à base de fruits et légumes	1,7	0,1	0,1	3,3	5,0	- 699	- 658
Huiles et graisses végétales et animales	1,8	- 1,1	- 1,5	- 3,9	- 3,5	- 561	- 579
Produits laitiers	- 3,9	- 3,3	- 0,4	- 2,0	8,6	792	889
Produits du travail des grains et produits amylicés	0,1	- 1,7	- 2,4	- 4,0	1,7	225	260
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 6,6	- 1,0	4,1	9,2	- 3,2	- 71	- 132
Autres produits alimentaires	- 4,7	- 0,8	2,5	- 0,7	1,6	- 22	27
Aliments pour animaux	- 3,6	- 3,6	- 3,4	0,2	8,2	279	298
<b>Boissons</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>3 297</b>	<b>3 185</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 0,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>2 378</b>	<b>2 432</b>

3 <sup>e</sup> Trimestre	2016 / 2015 (en %)					Solde extérieur (en million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>- 1 112</b>	<b>- 888</b>
Viandes et produits à base de viandes	- 2,4	- 0,1	- 0,9	- 4,3	- 3,3	- 272	- 270
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 2,0	3,7	6,0	- 2,6	3,4	- 808	- 771
Produits à base de fruits et légumes	- 3,6	- 3,3	1,2	3,7	7,3	- 690	- 628
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 3,9	- 2,2	7,3	- 11,2	- 517	- 643
Produits laitiers	- 2,3	- 4,2	- 3,4	- 3,8	- 1,3	691	739
Produits du travail des grains et produits amylicés	- 1,6	- 2,7	- 0,9	- 2,4	2,5	254	281
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 0,1	- 0,9	5,2	11,4	3,2	- 73	- 105
Autres produits alimentaires	- 2,5	- 1,4	0,3	2,3	7,4	28	119
Aliments pour animaux	- 4,5	- 4,9	- 4,4	- 15,5	6,8	276	388
<b>Boissons</b>	<b>- 1,4</b>	<b>1,9</b>	<b>4,5</b>	<b>0,2</b>	<b>10,0</b>	<b>3 027</b>	<b>3 098</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>- 0,7</b>	<b>2,4</b>	<b>1 915</b>	<b>2 210</b>

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## Recul de la production des IAA en 2016 (suite et fin)

2 <sup>e</sup> Trimestre	2016 / 2015 (en %)					Solde extérieur (en million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>- 1 106</b>	<b>- 948</b>
Viandes et produits à base de viandes	- 0,1	0,0	- 2,2	- 4,3	- 8,8	- 257	- 337
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,7	2,7	7,6	12,8	0,3	- 746	- 767
Produits à base de fruits et légumes	- 5,1	- 2,9	2,0	- 0,1	7,0	- 736	- 654
Huiles et graisses végétales et animales	- 1,7	- 3,4	- 2,8	6,8	- 2,7	- 556	- 599
Produits laitiers	0,1	- 4,4	- 2,4	- 6,0	- 4,2	751	815
Produits du travail des grains et produits amylicés	- 2,7	- 2,4	- 2,1	0,6	10,1	236	271
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 2,8	- 0,6	4,0	13,2	7,6	- 110	- 123
Autres produits alimentaires	1,0	- 0,7	2,4	1,3	6,7	48	144
Aliments pour animaux	- 3,9	- 5,5	- 3,9	- 5,1	5,3	263	303
<b>Boissons*</b>	<b>- 2,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2 692</b>	<b>2 731</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1 586</b>	<b>1 783</b>

1 <sup>er</sup> Trimestre	2016 / 2015 (en %)					Solde extérieur (en million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>1,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>1,6</b>	<b>- 1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>- 904</b>	<b>- 717</b>
Viandes et produits à base de viandes	2,8	0,8	0,0	- 3,5	- 7,4	- 226	- 290
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	4,7	6,4	9,8	- 0,9	6,9	- 673	- 614
Produits à base de fruits et légumes	- 0,3	- 3,9	2,3	- 5,3	6,8	- 680	- 581
Huiles et graisses végétales et animales	- 4,1	- 1,1	0,6	10,4	- 1,7	- 551	- 595
Produits laitiers	2,8	- 3,9	- 3,1	- 7,1	- 3,6	803	894
Produits du travail des grains et produits amylicés	0,2	- 1,5	- 0,6	1,4	4,1	242	250
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 2,7	- 1,0	7,2	12,9	2,0	- 95	- 135
Autres produits alimentaires	0,4	0,4	4,9	1,2	3,9	- 1	50
Aliments pour animaux	- 2,1	- 3,4	- 2,9	- 2,7	5,1	278	304
<b>Boissons*</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,9</b>	<b>1,1</b>	<b>3,7</b>	<b>10,7</b>	<b>2 403</b>	<b>2 363</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>0,9</b>	<b>- 0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1 499</b>	<b>1 645</b>

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## IAA 2014 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante et grandissante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 88 000 unités légales en 2014 (+ 2,4 % par rapport à 2013) et employaient 693 600 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 2,2 %) (chiffres arrêtés au 10 août 2016). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial) comptaient 17 600 unités, en

progression de 8,8 % par rapport à 2013, et 418 000 salariés au 31 décembre 2014 (- 3,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe une place importante et grandissante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 40 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 37 % et 38 % en 2013). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.),

très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 14 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

### Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2014

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée <sup>1</sup> (million d'euros)
				Total (million d'euros)	dont à l'exportation (%)	
<b>Ensemble des entreprises agroalimentaires</b>	<b>87 957</b>	<b>693 640</b>	<b>780 921</b>	<b>359 729</b>	<b>18,9</b>	<b>52 979</b>
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>17 647</b>	<b>382 284</b>	<b>418 332</b>	<b>171 465</b>	<b>21,1</b>	<b>33 849</b>
<b>Industries alimentaires</b>	<b>14 595</b>	<b>339 856</b>	<b>368 675</b>	<b>143 756</b>	<b>19,6</b>	<b>26 440</b>
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 284	100 466	107 945	34 575	9,7	6 016
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	327	10 954	12 480	3 512	8,7	640
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 397	21 063	22 381	7 158	20,1	1 559
Fab. huile et graisse végétale & animale	277	3 280	3 523	7 699	34,6	482
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	59 847	31 869	24,0	4 820
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	425	13 335	14 359	7 231	42,5	1 370
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 932	43 770	48 305	11 866	15,3	3 429
Fabrication autres produits alimentaires	5 248	73 892	81 168	26 426	21,3	6 348
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	18 667	13 420	16,7	1 776
<b>Fabrication de boissons</b>	<b>3 051</b>	<b>42 429</b>	<b>49 657</b>	<b>27 710</b>	<b>29,2</b>	<b>7 409</b>
<b>Commerce de gros de prod. agroalimentaires</b>	<b>25 733</b>	<b>168 654</b>	<b>187 840</b>	<b>175 183</b>	<b>18,0</b>	<b>13 509</b>
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	6 047	39 733	43 153	63 048	20,1	3 322
Com. gros prod. alim. & boissons	19 686	128 921	144 687	112 135	16,9	10 187
<b>Artisanat commercial</b>	<b>44 578</b>	<b>142 701</b>	<b>174 748</b>	<b>13 081</b>	<b>0,6</b>	<b>5 619</b>
Charcuterie	5 141	11 006	13 234	1 453	0,5	423
Cuisson de produits de boulangerie	3 326	7 178	8 945	730	0,5	126
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 438	111 587	136 617	9 741	0,4	4 566
Pâtisserie	4 673	12 931	15 952	1 158	2,3	504

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2014, traitements SSP - Agrégats au 10 août 2016



## En 2016, le déficit commercial des viandes a reculé pour la troisième année consécutive

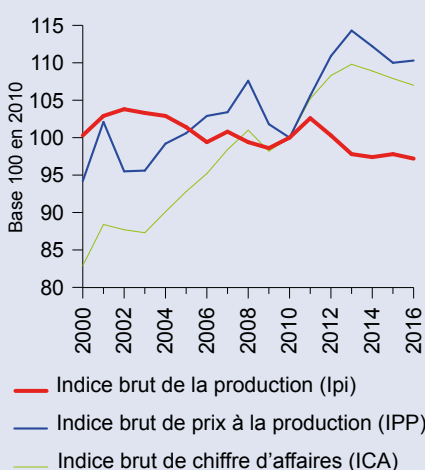
Après un très léger rebond en 2015, la production de *viandes et produits à base de viande* a renoué en 2016 avec la tendance à la stagnation, voire à la baisse, amorcée au milieu des années 2000. L'évolution a néanmoins été contrastée selon les produits. La production de *viande bovine* a progressé pour la troisième année consécutive, en raison de l'accroissement des abattages de vaches laitières lié à un marché du lait encore dégradé en première partie d'année. Celle de *viande porcine* s'est accrue, prolongeant le redressement entamé en 2014 après plusieurs années de repli important entre 2010 et 2013, se rapprochant ainsi du niveau atteint en 2011. Cette hausse provient de l'augmentation de la production en têtes couplée à l'alourdissement du poids moyen des carcasses. Quant à la production de *viande ovine*, relativement stable depuis trois ans après plusieurs années de baisse, elle est repartie à la hausse, soutenue par l'augmentation de la production en têtes ainsi qu'en tonnes équivalent carcasse. *A contrario*, après un léger sursaut en 2015, la production de *viande de volailles* s'est nettement repliée en 2016, pénalisée par l'arrêt des mises en place de poussins consécutif à la découverte de cas d'influenza aviaire dans le Sud-Ouest de la France fin 2015 - début 2016, ainsi que par la concurrence étrangère et la contraction marquée des achats des ménages. Enfin, la baisse de la production des *produits à base de viandes* entamée en 2012 s'est poursuivie, atteignant son plus bas niveau depuis 2004.

Bien qu'à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2015, le chiffre d'affaires du secteur a reculé pour la troisième année consécutive sous l'effet de la baisse de la production et de la stabilisation des prix à la production. Il demeure toutefois à un niveau élevé.

Grâce à une baisse des importations supérieure à celle des exportations, le déficit commercial s'est réduit en valeur pour la troisième année consécutive (- 12,1 %). Plus spécifiquement, les importations de *viande bovine* ont reculé de 9 %, en raison de la hausse des abattages de bovins et du recul des prix. Celles de *viande porcine* ont également diminué (- 19 %), principalement depuis l'Allemagne et l'Espagne, en lien notamment avec la baisse

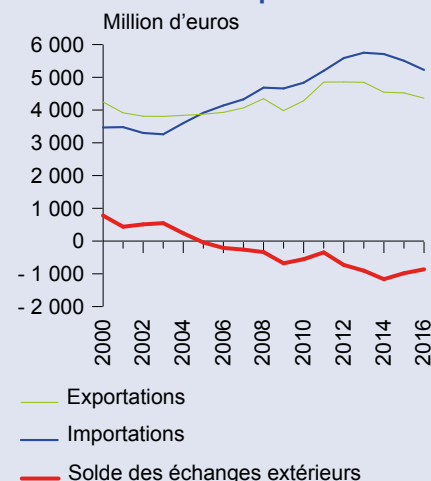
de la consommation française, du recentrage de l'Espagne sur le marché chinois, et de la préférence des salaisonniers français pour l'origine française des jambons. À l'inverse, les achats de *viande de volailles* et de *produits à base de viande* ont poursuivi leur croissance, atteignant un niveau historiquement élevé. Les ventes de *viande bovine* ont, de leur côté, reculé de 2 % et celles de *viande de volailles* de 16,6 %, en raison notamment de la concurrence étrangère (en particulier brésilienne) et de la fermeture de certains débouchés à la suite de la crise aviaire. Seules les exportations de *viande porcine*, tirées par la demande chinoise, et de *produits à base de viande* ont progressé (respectivement + 6 % et + 2,7 %).

### En 2016, le repli du chiffre d'affaires s'est prolongé sous l'effet de la baisse de la production



Sources : Insee, SSP - Agreste

### En 2016, le déficit commercial des viandes s'est réduit grâce au recul des importations



Source : DGDDI (Douanes)

## Une production de viande contrastée en 2016 : en hausse au premier semestre puis en baisse en deuxième partie d'année

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Viandes et produits à base de viandes</b>	1,3	0,2	- 1,1	- 3,9	- 8,1	- 2,5	0,2	- 0,4	- 3,3	- 1,9	- 0,6	0,2	- 0,8	- 3,6	- 5,1
Viandes de bouch. et produits d'abat.	2,6	0,0	- 1,4	- 0,7	- 14,4	- 0,6	- 0,1	- 0,1	1,0	- 5,2	1,0	- 0,1	- 0,8	0,2	- 10,0
Viandes de volailles	- 2,5	- 0,7	- 1,5	- 18,2	4,2	- 4,2	- 0,7	- 0,8	- 15,2	2,4	- 3,4	- 0,7	- 1,1	- 16,6	3,3
Produits à base de viandes	1,9	0,9	- 0,7	5,3	- 0,2	- 4,0	1,0	- 0,6	0,5	3,3	- 1,2	1,0	- 0,6	2,7	1,6

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

## Le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est réduit en 2016 grâce à la baisse des importations de tourteaux de soja

En 2016, la fabrication d'*huiles et graisses végétales et animales* a légèrement diminué (- 0,5 %) après deux années de croissance. La hausse de la production en seconde partie d'année n'a en effet pas permis de compenser totalement la baisse de la production intervenue au premier semestre, en lien essentiellement avec la diminution de la trituration de graines de tournesol consécutive à la baisse importante de la production nationale (- 25 % entre les campagnes 2014-2015 et 2015-2016). La baisse des fabrications est particulièrement marquée pour la *margarine* (- 6,1 %), et dans une moindre mesure les *huiles brutes* (- 2,7 %). À l'inverse, les fabrications d'*huiles raffinées* ont été dynamiques tout au long de l'année, en particulier au second semestre.

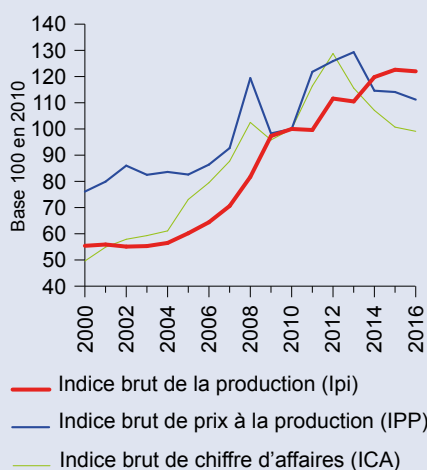
La baisse des prix à la production des *huiles et graisses végétales et animales*, amorcée en milieu d'année 2013, s'est poursuivie en 2016 dans le sillage de la détente des cours du tournesol consécutive à la hausse de la production mondiale. Plus soutenu qu'en 2015, ce repli est toutefois beaucoup moins marqué qu'en 2014, année où les prix à la production avaient chuté de plus de 11 %. Pénalisé par

la baisse conjointe de la production et des prix à la production, le chiffre d'affaires a reculé pour la quatrième année consécutive, à un rythme néanmoins plus faible que les années précédentes.

Du côté des échanges extérieurs, les importations d'*huiles et graisses végétales et animales* se sont réduites en 2016, tant en volume qu'en valeur, malgré la baisse des fabrications de ces produits. Ce repli s'explique principalement par des achats moindres de tourteaux de

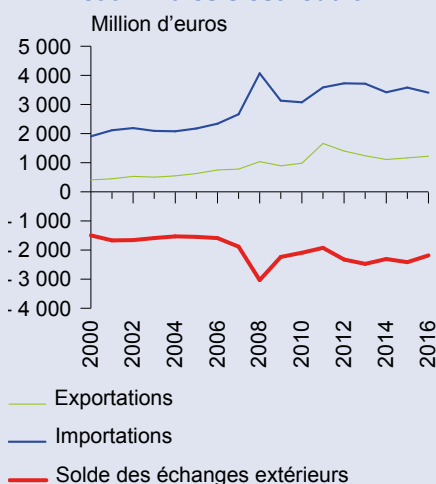
soja dans un contexte de tensions sur les prix. Les exportations, en particulier d'*huiles et graisses*, ont de leur côté augmenté en valeur pour la deuxième année consécutive, principalement sous l'effet de la hausse des prix. En conséquence, le déficit commercial s'est réduit, tant en valeur qu'en volume, atteignant son plus bas niveau depuis 2012. Hors tourteaux, le déficit s'est toutefois accru en valeur, en raison d'une hausse des importations d'huile et de corps gras supérieure à celle des exportations.

**En 2016, le chiffre d'affaires a diminué sous l'effet du repli de la production et des prix**



Sources : Insee, SSP - Agreste

**En 2016, le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est réduit**



Source : DGDDI (Douanes)

### Une production et des prix en baisse mais des exportations en hausse

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Huiles et graisses végétales et anim.</b>	- 3,0	- 2,5	- 1,2	8,5	- 2,2	1,9	- 2,5	- 1,8	1,5	- 7,5	- 0,5	- 2,5	- 1,5	4,9	- 4,9
<b>Huiles et graisses</b>	- 2,9	- 2,5	0,0	9,0	- 2,0	2,2	- 2,5	0,0	1,3	- 8,1	- 0,3	- 2,5	0,0	5,0	- 5,1
Huiles brutes et tourteaux	- 5,1		- 3,7			- 0,1		- 1,0			- 2,6		- 2,4		
Huiles raffinées	2,2	2,0				6,8	2,6				4,7	2,3			
<b>Margarine</b>	- 4,8		0,0	- 2,5	- 4,7	- 7,4		0,0	6,9	- 0,5	- 6,1			2,2	- 2,6

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

## 2016, une année difficile pour l'industrie laitière

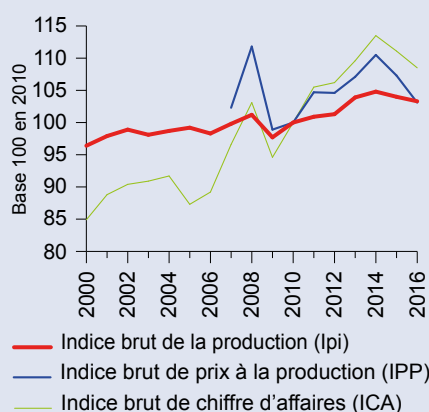
Dans le sillage de 2015, l'activité de l'industrie laitière a diminué en 2016 (- 0,7 %) après cinq années de hausse. L'accroissement des fabrications enregistré au premier semestre a en effet été contrebalancé par une baisse de la production en seconde moitié d'année, en lien avec le recul de la collecte laitière consécutif à la sécheresse estivale ayant affecté la qualité et les disponibilités des fourrages, et à la mise en place d'un plan de réduction volontaire aux niveaux français et européen. Les fabrications de *laits secs* ont ainsi poursuivi leur repli (- 2 %), à un rythme néanmoins plus faible qu'en 2015, dans un contexte de demande mondiale en berne et de stocks à l'intervention pléthoriques. Elles demeurent toutefois à un niveau relativement élevé. Les fabrications de matières grasses solides (beurres, etc.) ont également diminué, principalement en raison du manque de disponibilités en matières grasses sur les marchés national et mondial. La production de *beurre* a ainsi reculé pour la deuxième année consécutive malgré la facilité de stockage de ce produit et la reprise de la demande mondiale, en particulier américaine, à partir de l'été. Les fabrications de *fromages* se sont également contractées après deux années de relative stabilité. Seules les fabrications de *glaces et sorbets* et de *lait liquide, crème de lait et produits frais* ont progressé.

Avec un marché mondial fortement déséquilibré au premier semestre, dans un contexte de dynamisme de la collecte européenne mais de faiblesse de la demande, les prix à la production des *produits laitiers* se sont contractés en 2016 pour la deuxième année consécutive (- 3,9 %). Tous les produits ont été affectés par cette baisse, en particulier les *laits secs* et les *caséines et caséinates*. Pénalisé par le recul des prix et de la production, le chiffre d'affaires du secteur s'est réduit en 2016, confirmant le retournement de tendance observée en 2015. Il demeure toutefois à un niveau élevé.

Après le niveau record de 2014, l'excédent commercial des produits laitiers (y compris glaces et sorbets) s'est dégradé en valeur en 2016 pour la

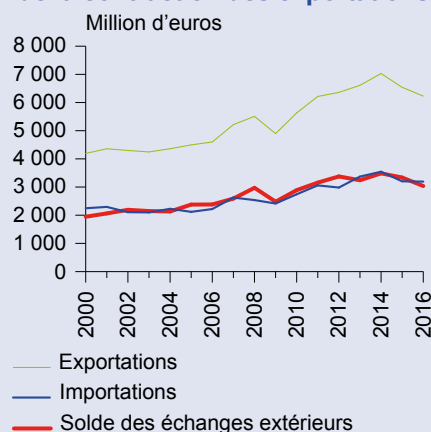
deuxième année consécutive (- 9 %), sous l'effet du repli des exportations, les importations étant restées stables. Les ventes à l'extérieur ont souffert de la faiblesse des prix du lait et des produits industriels en première partie d'année et du recul des quantités vendues. Ainsi, l'excédent s'est également légèrement réduit en volume (- 1 %) après deux années de faible progression. Les ventes de laits secs (poudres de lait) ont été les plus affectées par la baisse des prix et de la demande, tant avec l'Union européenne que les pays tiers. Les ventes de fromages et de beurre ont également diminué, la hausse des volumes exportés vers les pays tiers n'ayant pas permis de compenser la contraction des achats européens.

### En 2016, le chiffre d'affaires a pâti d'un repli de la production et des prix



Sources : Insee, SSP - Agreste

### En 2016, l'excédent des produits laitiers s'est dégradé sous l'effet de la contraction des exportations



Source : DGDDI (Douanes)

## Recul de la production, des prix et du chiffre d'affaires des produits laitiers en 2016

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Produits laitiers</b>	1,4	- 4,1	- 2,8	- 6,5	- 3,9	- 2,9	- 3,7	- 1,9	- 2,9	3,4	- 0,7	- 3,9	- 2,3	- 4,8	- 0,3
<b>Produits laitiers et fromages</b>	1,2	- 4,1	- 2,8	- 7,6	- 4,1	- 2,8	- 3,7	- 2,1	- 3,1	4,1	- 0,8	- 3,9	- 2,4	- 5,4	- 0,1
Lait liquide, crème de lait, produits frais	2,9		0,5			- 2,1		- 3,5			0,4		- 1,5		
Lait liquide		- 1,8		2,7	- 24,6		- 3,0		- 7,4	- 24,4		- 2,4		- 1,9	- 24,5
Crème de lait		- 3,9		6,2	6,4		- 4,5		- 7,5	24,5		- 4,2		- 0,8	14,4
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		- 3,6		- 0,9	4,0		- 3,5		1,5	3,3		- 3,5		0,3	3,7
Beurre conditionné GMS	2,0	- 4,2	- 6,1	- 9,9	- 6,6	- 6,4	- 2,6	- 2,8	2,0	11,2	- 1,9	- 3,4	- 4,4	- 4,6	2,5
Fromages	- 0,2	- 2,7	- 1,8	- 2,3	- 0,1	- 2,0	- 3,6	- 0,5	- 0,7	2,6	- 1,1	- 3,1	- 1,2	- 1,5	1,2
Laits secs	1,3	- 11,7	- 10,4			- 5,4	- 3,6	- 3,5			- 2,0	- 7,8	- 7,2		
Lait en poudre écrémé				- 24,7	- 2,0				- 18,9	- 6,8				- 22,0	- 4,2
Lait en poudre entier				- 18,8	- 11,5				1,0	- 5,3				- 9,5	- 8,4
Caséine et caséinates		- 21,2		- 45,4	- 4,6		- 16,2		- 7,8	- 16,9		- 18,7		- 30,6	- 10,7
<b>Glaces et sorbets</b>	6,7	- 1,0	- 2,6	9,2	- 0,9	- 6,9	- 1,5	4,6	0,5	- 7,9	1,5	- 1,3	1,0	5,5	- 3,8

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

## En 2016, l'excédent commercial des autres produits alimentaires est devenu quasi nul dans un contexte de hausse importante des importations

Après un léger rebond en 2015, la production des *autres produits alimentaires* s'est contractée en 2016, prolongeant la tendance baissière entamée en 2011. Ce repli s'explique principalement par la diminution des fabrications de *produits alimentaires divers* (desserts lactés de conserve, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons, etc.), de *café et thés transformés*, et dans une moindre mesure par celles de *plats préparés*. À l'inverse, la production de *cacao, chocolat et produits de confiserie* a progressé, surtout au premier semestre, après avoir reculé en 2015, retrouvant un

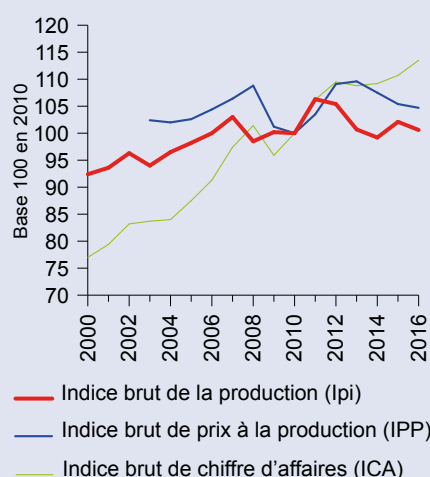
niveau proche de celui atteint en 2008. Celle d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* a également été dynamique, prolongeant la hausse quasi continue observée depuis le début des années 2000, et atteignant même son niveau le plus élevé. Enfin, les fabrications de *sucre* (y compris mélasse) se sont stabilisées à un niveau bas après plusieurs années de repli, la hausse de la production intervenue au premier semestre ayant été compensée par le recul des fabrications au second semestre, en lien avec la moindre récolte de betteraves sur la campagne 2015-2016. Dans un contexte de

réduction des stocks de sucre au niveau européen, la baisse du prix à la production du *sucre* (y compris mélasse) entamée en 2013 a très fortement ralenti en 2016 (-0,6 % vs -24,3 % en 2015). Pour l'ensemble des autres produits, seuls les prix du *cacao, chocolat et produits de confiserie* ont poursuivi leur croissance, atteignant même leur plus haut niveau depuis le début des années 2000.

Malgré le recul conjoint de la production et des prix de la branche, le chiffre d'affaires du secteur a de nouveau progressé en 2016, dans le prolongement de la tendance haussière observée depuis 2000, en particulier pour les *café et thé transformés*.

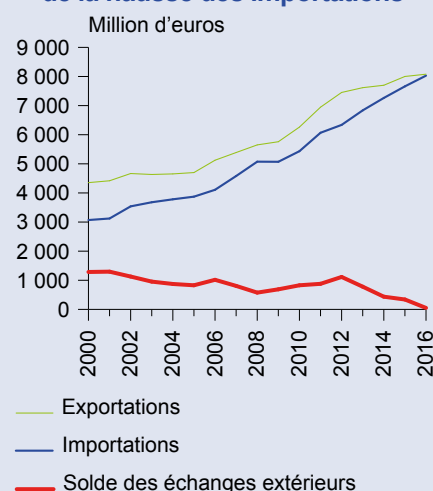
Dans la continuité du recul observé entre 2013 et 2015, l'excédent commercial a quasiment fondu en valeur en 2016 (-85 %), en raison d'une hausse cinq fois plus importante des importations que des exportations. Les importations ont augmenté pour l'ensemble des produits, et en particulier celles de *cacao, chocolat et produits de confiserie*, en lien avec l'augmentation des volumes et des prix. En volume, l'excédent commercial du secteur s'est également fortement réduit (-16 %) sous l'effet conjugué de la baisse des exportations, en particulier de *sucre* (-9,6 %), et de la progression des importations.

### La production est repartie à la baisse en 2016 après un léger rebond en 2015



Sources : Insee, SSP - Agreste

### En 2016, l'excédent commercial est devenu quasiment nul sous l'effet de la hausse des importations



Source : DGDDI (Douanes)

### La production et les prix ont poursuivi leur repli en 2016

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Autres produits alimentaires</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>3,6</b>	<b>1,2</b>	<b>5,3</b>	<b>-3,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>4,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>4,8</b>
Sucre	4,7	-2,3	-4,0	-9,8	1,4	-4,8	1,0	-3,8	0,6	14,2	0,2	-0,6	-3,9	-4,7	7,8
Cacao, chocolat et produits de confiserie	4,7	4,6	5,0	2,6	8,5	0,2	0,0	2,5	-1,4	4,4	2,2	2,3	3,6	0,4	6,2
Café et thé transformés	-8,2	-1,7	0,1	6,3	0,3	-17,5	-1,8	0,7	-1,1	4,5	-12,9	-1,7	0,4	2,4	2,4
Condiments et assaisonnements		-0,4	3,6	2,5	5,2		-2,1	1,3	5,3	3,7		-1,2	2,4	3,8	4,5
Plats préparés	-2,9	-0,4	5,9	7,5	6,9	-0,1	-0,9	2,1	2,4	8,4	-1,6	-0,7	3,9	4,9	7,7
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	1,1	-1,5	4,2	6,5	11,1	8,0	-1,5	3,8	3,6	11,7	4,6	-1,5	4,0	4,9	11,4
Autres produits alimentaires n.c.a.	1,4	-2,4	4,6	-1,0	6,2	-12,5	-3,1	1,4	1,5	-1,5	-5,7	-2,8	2,9	0,2	2,3

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)



## Poursuite du recul de la production et des prix des *aliments pour animaux* en 2016

En 2016, le recul de la production d'*aliments pour animaux* s'est accéléré, prolongeant la tendance baissière observée depuis 2001. Les fabrications d'*aliments pour animaux de ferme* comme celles d'*aliments pour animaux de compagnie* contribuent à ce recul. La production d'*aliments composés pour animaux de ferme* a non seulement souffert de la moindre demande en aliments pour bovins, notamment les bovins lait, en lien avec la crise du secteur laitier mais également de la baisse des achats d'aliments pour porcins et volailles. Pour les porcins, la baisse conjointe des cours des tourteaux de soja et de blé a, comme en 2015, favorisé un recours plus important aux aliments fabriqués directement à la ferme au détriment des achats d'aliments industriels. Les besoins en aliments pour volailles ont, quant à eux, été limités par l'épisode d'influenza aviaire survenu fin 2015 dans le Sud-Ouest de la France, qui a contraint les éleveurs de palmipèdes gras à un arrêt complet des mises en place de canetons au printemps et à un vide sanitaire. Les élevages ont également été fragilisés par la concurrence étrangère, notamment brésilienne, et la perte de certains débouchés.

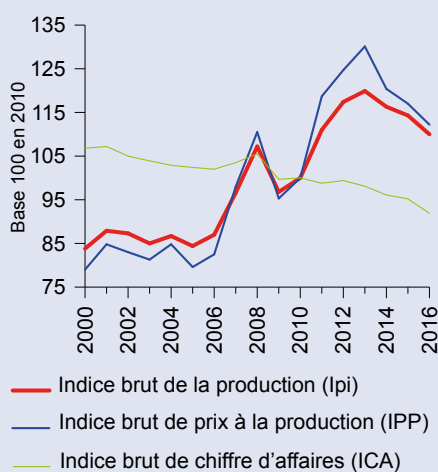
Dans un contexte de cours des céréales et de soja toujours en baisse, les prix à la production des

*aliments pour animaux de ferme* ont poursuivi leur repli amorcé en 2014, à un rythme plus soutenu qu'en 2015 mais plus faible qu'en 2014 (- 5 % en 2016 vs - 4,1 % en 2015 et - 9,2 % en 2014). Moins fluctuants, les prix des *aliments pour animaux de compagnie* se sont stabilisés après plusieurs années de croissance. Le chiffre d'affaires de la nutrition animale a été à l'image de celle des prix : en recul pour les *aliments pour animaux de ferme*, et en hausse pour les *aliments pour animaux de compagnie*.

Du côté des échanges, le solde du commerce extérieur, structurellement

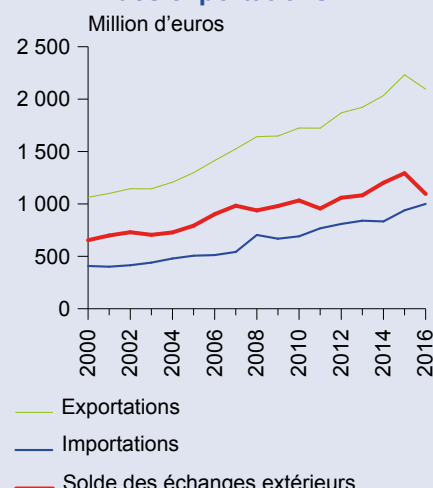
excédentaire, s'est fortement contracté (- 15 % en valeur et - 13 % en volume par rapport à 2015), sous l'effet de la hausse du prix des importations (+ 8 %) et de la baisse des quantités vendues (- 7,4 %). Les exportations d'aliments pour animaux de ferme ont en effet reculé, tant en valeur qu'en volume, tout en demeurant à un niveau élevé. Les importations ont également diminué en valeur et en volume mais insuffisamment pour compenser le repli des exportations. Concernant les aliments pour animaux de compagnie, les exportations se sont contractées en valeur et en volume tandis que les importations progressaient.

### Poursuite de la baisse du chiffre d'affaires des aliments pour animaux en 2016



Sources : Insee, SSP - Agreste

### En 2016, l'excédent commercial a fléchi, pénalisé par le recul des exportations



Source : DGDDI (Douanes)

### Un chiffre d'affaires pénalisé par la baisse conjointe de la production et des prix

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Aliments pour animaux</b>	- 2,8	- 4,0	- 3,4	- 3,9	5,2	- 4,1	- 4,3	- 4,0	- 8,2	7,8	- 3,4	- 4,1	- 3,7	- 6,1	6,5
Aliments pour animaux de ferme	- 4,0	- 4,8	- 4,4	- 3,6	- 9,7	- 3,7	- 5,2	- 5,5	0,8	7,7	- 3,8	- 5,0	- 5,0	- 1,4	- 1,3
Aliments pour animaux de compagnie	0,9	0,1	- 0,8	- 4,2	18,3	- 5,2	0,2	0,2	- 13,6	7,8	- 2,2	0,1	- 0,3	- 9,2	12,7

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)



## Léger repli de la production de boissons en 2016 qui demeure toutefois à un niveau élevé

Après deux années de croissance relativement soutenue, la production de *boissons* a légèrement diminué en 2016 (- 0,7 % par rapport à 2015), tout en demeurant à un niveau élevé. Elle a été pénalisée par le recul des productions de *Champagne et mousseux* et de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées*. Ces dernières ont souffert d'une météo en dent de scie moins favorable que l'année 2015 à la consommation de ce type de boisson, ainsi que de la baisse de la fréquentation des cafés, hôtels et restaurants dans un contexte post-attentats. Les fabrications demeurent toutefois à un niveau important. À l'inverse, soutenue par l'augmentation de la demande étrangère (Chine et États-Unis en tête), la production de *boissons alcooliques distillées* (cognac, eaux-de-vie, whisky, spiritueux) a progressé pour la deuxième année consécutive, atteignant son plus haut niveau depuis 2012. Depuis leur croissance retrouvée en 2014, les fabrications d'*eaux de table* sont dynamiques, se rapprochant progressivement des hauts niveaux atteints entre 2003 et 2006.

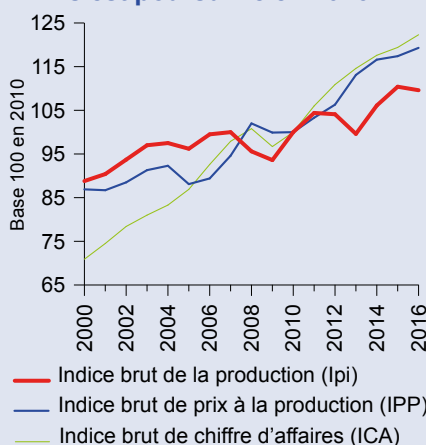
Contrairement aux prix des produits alimentaires, les prix à la production des *boissons* se sont accrus en 2016, prolongeant la tendance haussière débutée en 2006, atteignant même

un niveau record. Ils ont été tirés par l'augmentation des prix de l'ensemble des *boissons*. Soutenu par la hausse des prix, le chiffre d'affaires du secteur a continué de croître pour la septième année consécutive malgré le recul de la production.

En 2016, l'excédent commercial a légèrement progressé en valeur, bien qu'à un rythme beaucoup plus faible qu'en 2015, grâce aux *boissons alcooliques distillées* tirées par la demande des pays tiers, notamment américaine et chinoise, aux *vins* ainsi qu'aux *boissons rafraîchissantes non alcoolisées* et aux *eaux de table*, toutes deux

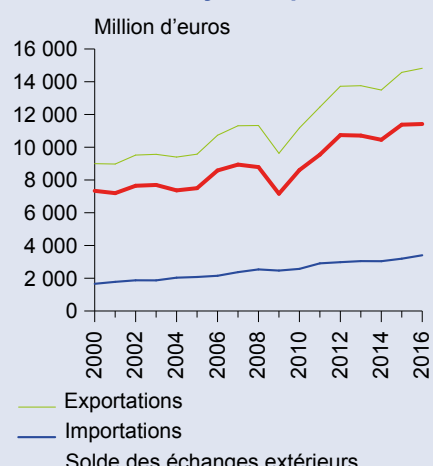
soutenues par le dynamisme de la demande européenne. À l'inverse, en rupture avec les hausses successives observées depuis 2009, les exportations de *Champagne et mousseux* se sont contractées, tant vers les pays tiers que vers les pays européens. Du côté des achats, la hausse s'est accélérée, principalement sous l'effet de l'augmentation des importations de *bière*, de *boissons alcooliques distillées*, de *vins* et de *Champagne et mousseux*. En volume, l'excédent commercial s'est également amélioré, essentiellement grâce aux exportations d'*eaux de table*.

### Soutenue par la hausse des prix, la croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie en 2016



Sources : Insee, SSP - Agreste

### En 2016, les échanges de boissons ont été dynamiques



Source : DGDDI (Douanes)

## La production de boissons a marqué le pas en 2016 sous l'effet d'une météo capricieuse et d'un contexte post-attentats

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Boissons</b>	- 1,3	1,6		1,5	6,6	- 0,1	1,8		1,8	6,5	- 0,7	1,7	2,2	1,7	6,5
<b>Boissons alcooliques distillées</b>	- 0,1	1,6	3,7	4,6	3,7	4,7	1,8	7,5	6,3	6,5	2,4	1,7	5,8	5,5	5,2
Champagne et mousseux	0,9	2,1	2,9	3,9	31,5	- 3,9	3,2	0,9	- 6,1	14,0	- 2,2	2,7	1,7	- 2,4	21,4
Vins			- 1,3	- 0,8	8,0			0,2	2,5	6,9		- 0,6	0,9	7,4	
Cidre et autres vins de fruits		- 0,2		10,2	1,1		0,5		- 1,2	0,6		0,1	4,4	0,9	
Autres boissons fermentées non distillées		6,0		1,7	1,8		7,5		- 3,0	- 21,1		6,8	- 0,7	- 9,4	
<b>Bière</b>	0,3	0,6	6,6	0,7	11,2	0,7	0,2	4,8	0,3	12,0	0,5	0,4	5,8	0,5	11,6
<b>Malt</b>	1,5	- 2,8	- 4,2	- 7,2	0,8	0,5	- 0,1	0,6	2,8	- 1,0	1,0	- 1,5	- 2,0	- 2,4	- 0,1
<b>Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille</b>	- 3,6	1,2	- 3,8	1,3	4,5	- 0,5	0,9	6,2	7,0	2,4	- 2,1	1,1	1,0	4,1	3,5
Boissons rafraîchissantes	- 6,0	1,7	- 6,2	2,1	5,1	- 1,9	1,5	6,9	2,6	2,3	- 4,0	1,6	- 0,1	2,3	3,7
Eaux de table	1,2	0,6	0,3	0,6	0,8	1,9	0,2	5,2	11,0	3,3	1,6	0,4	2,7	5,8	2,1

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

## Autres secteurs

### Poursuite du repli de la production de produits à base de fruits et légumes

Après un léger soubresaut en 2014, la production de *fruits et légumes transformés* a de nouveau reculé en 2016, se rapprochant de son niveau bas de 2010. Ce repli résulte de la diminution de l'ensemble des fabrications, à l'exception des *préparations et conserves à base de fruits*. Les *préparations et conserves de légumes* ont été pénalisées par une météo défavorable à la production et à la qualité de certains légumes, aussi bien d'hiver que d'été. Les fabrications de *préparations à base de pommes de terre* ont, de leur côté, été limitées par les moindres disponibilités consécutives à deux années de mauvaises récoltes dues aux aléas climatiques. Tout en se maintenant à un niveau élevé, les prix à la production ont poursuivi leur repli déjà observé en 2015, tandis que le chiffre d'affaires du secteur a de nouveau progressé. Enfin, structurellement déficitaire, le

solde du commerce extérieur des *fruits et légumes transformés* s'est de nouveau dégradé (- 11,3 % en valeur et - 6,6 % en volume).

### Nouvelle baisse de l'excédent commercial des produits issus des céréales (farines, semoules, produits amyliacés)

Après deux années consécutives de hausse, la production de *produits amyliacés* s'est repliée en 2016. Celle de *farines* s'est de nouveau contractée atteignant même son plus bas niveau depuis le début des années 2000. Les prix à la production des *produits amyliacés* se sont stabilisés tandis que ceux des *farines* poursuivaient leur recul, à un rythme plus soutenu qu'en 2015. Le chiffre d'affaires des *produits amyliacés*, tout comme celui des *farines*, s'est contracté pour la troisième année consécutive. L'excédent commercial des *produits issus des céréales* s'est dégradé pour la quatrième année consécutive, principalement sous l'effet de la baisse significative de

l'excédent des *produits issus du travail des grains*.

### Recul de la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et du déficit commercial

Sous l'effet du recul de l'ensemble des fabrications, et plus particulièrement du recul de la récolte française de blé (tendre et dur) de 2016 et de problèmes de qualité, la production de produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a reculé, après deux années de hausse. Les prix de la filière se sont de nouveau repliés, demeurant toutefois à un niveau relativement élevé. Malgré la baisse conjointe de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a augmenté pour la septième année consécutive. Le déficit commercial s'est, quant à lui, réduit de 29,6 % en valeur et de - 10 % en volume, grâce à une hausse des exportations supérieure à celle des importations, soit le plus bas niveau depuis 2011, à - 347 millions d'euros.

### Hausse de la production de préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche et baisse de la production dans les autres secteurs

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2016/1 <sup>er</sup> sem. 2015					2 <sup>e</sup> sem. 2016/2 <sup>e</sup> sem. 2015					Année 2016/Année 2015				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Produits à base de fruits et légumes</b>	-2,8	-3,2	2,1	-2,6	7,0	-1,6	-1,6	0,7	3,5	5,8	-2,1	-2,4	1,4	0,4	6,4
Préparations et conserves à base de pommes de terre	-0,3		13,5	3,2	7,0	-0,9		-3,3	9,1	8,4	-0,6		4,5	6,3	7,7
Jus de fruits et légumes	-5,3	1,8	-1,6	-6,7	11,8	3,3	1,3	1,6	11,9	13,1	-1,2	1,5	0,0	2,4	12,5
Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	-2,8	-3,9	1,3	-3,4	5,3	-2,1	-1,9	1,1	1,1	2,9	-2,3	-2,9	1,2	-1,2	4,1
Préparations et conserves de légumes	-10,4		-1,0			-4,9		-1,3			-6,4		-1,1		
Préparations et conserves de fruits	3,7	-2,2	4,7			3,8	-3,1	4,6			3,7	-2,7	4,6		
<b>Produits du travail des grains et produits amyliacés</b>	-1,2	-1,6	-1,3	1,2	7,1	-0,7	-2,2	-1,6	-3,2	2,1	-0,9	-1,9	-1,5	-1,1	4,5
Produits amyliacés	-2,0	0,9	-1,1	8,5	4,0	-6,5	-0,4	-1,8	-1,7	9,7	-4,3	0,2	-1,4	3,2	6,8
Produits du travail des grains	-0,7	-2,5	-1,5	-6,9	8,4	2,5	-2,8	-1,6	-5,0	-1,0	0,9	-2,7	-1,5	-5,9	3,6
Farines	-2,0	-3,0	-2,5			1,1	-3,1	-3,0			-0,4	-3,1	-2,8		
Céréales transformées	0,6	-0,6	-0,1			4,3	-0,3	0,8			2,4	-0,4	0,3		
<b>Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires</b>	-2,8	-0,7	5,6	13,1	4,8	-3,6	-1,0	4,7	10,3	-0,1	-3,2	-0,9	5,2	11,6	2,3
Pain ; pâtisseries et viennoiseries fraîches		-0,8	5,6	11,3	5,5		-1,0	5,4	4,0	2,6		-0,9	5,5	7,4	3,9
Biscuits, biscuits, pâtisseries de conservation	-4,0	0,3	6,8	16,0	6,5	-3,4	0,4	2,3	16,9	1,2	-3,7	0,3	4,7	16,5	3,7
Pâtes alimentaires	1,7	-1,8	0,7	-2,0	-2,4	-4,1	-4,8	-3,6	-10,2	-9,4	-1,1	-3,3	-1,5	-6,0	-5,8
<b>Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche</b>	2,7	2,9	8,7	5,4	3,4	-0,1	5,4	7,6	6,7	2,6	1,3	4,2	8,1	6,1	3,0

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Source : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

## Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12)

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

### ■ Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi\\_m2015.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf)

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries longues
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

### Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an » Synthèses n° 2017/298, janvier 2017
- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an » Synthèses n° 2016/296, octobre 2016
- « Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production en volume des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 » Synthèses n° 2016/292, juillet 2016
- « En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2<sup>e</sup> année consécutive » Synthèses n° 2016/286, mai 2016
- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an » Synthèses n° 2015/280, février 2016

### Les primeurs IAA :

- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - La prévention et la lutte contre le réchauffement climatique progressent en 2014 », Agreste primeur n° 339, octobre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », Agreste primeur n° 338, septembre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n° 330, novembre 2015

### Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>





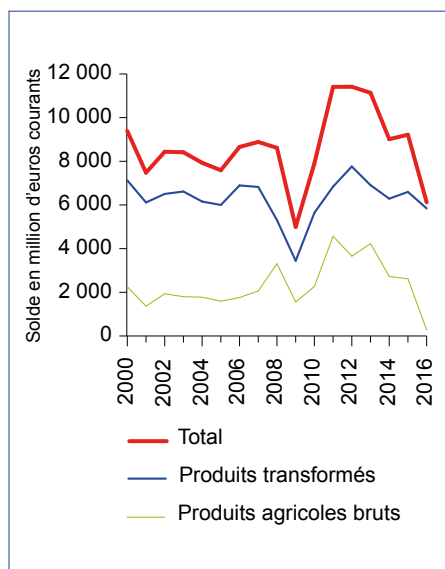


## En 2016, la chute de l'excédent commercial céréalier contribue à la forte dégradation des échanges agroalimentaires français

**A**près le léger rebond enregistré en 2015 (+ 0,2 milliard d'euros par rapport à 2014), l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires chute en 2016 de 3 milliards d'euros pour s'établir à 6,1 milliards d'euros, perdant un tiers de sa valeur. Il faut remonter à l'année 2009 pour trouver un niveau aussi bas. Le recul affecte principalement les produits agricoles bruts (- 2,3 milliards d'euros) en lien avec la forte baisse des volumes exportés en céréales suite à la mauvaise récolte de 2016 et un contexte de prix peu élevés. L'excédent en produits transformés diminue également mais dans une moindre mesure (- 0,8 milliard d'euros), grâce notamment aux ventes de boissons alcoolisées et à la baisse des achats de tourteaux. Les échanges de viandes de volailles, de produits laitiers et de produits à base de fruits et légumes se dégradent sensiblement. Pour la plupart des produits, les prix comme les volumes sont orientés à la baisse. L'Union européenne demeure le principal partenaire de la France mais son poids dans les échanges continue de reculer. La réduction de l'excédent commercial agricole et agroalimentaire est plus marquée avec l'UE qu'avec les pays tiers.

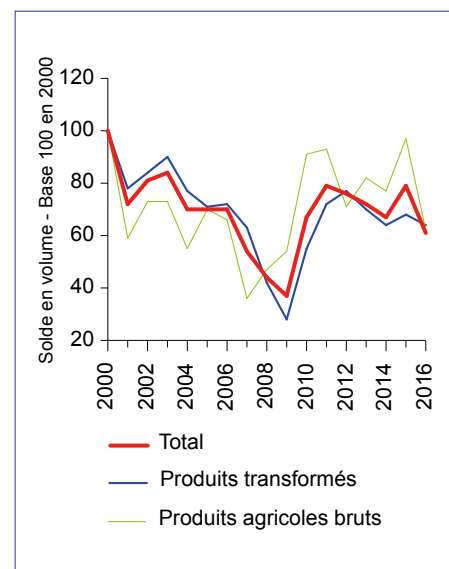
Les échanges agricoles et agroalimentaires représentent l'un des rares excédents commerciaux français avec les matériels de transport, les produits chimiques, parfums et cosmétiques et les produits pharmaceutiques. En 2016, l'excédent se chiffre à 6,1 milliards d'euros, en chute de 3,1 milliards d'euros par rapport à 2015 sous l'effet conjugué de la diminution de 2 % des exportations à 58,7 milliards d'euros et de l'accroissement des importations (+ 3 % à 52,6 milliards d'euros). Contrairement à 2015, les volumes exportés reculent (- 1 %), accentuant l'effet de la baisse des prix de vente des produits agricoles et agroalimentaires (- 1 %). Les importations, quant à elles, augmentent en raison des seules quantités achetées (+ 3 %), les prix étant demeurés relativement stables.

**En 2016, l'excédent agroalimentaire français régresse fortement en valeur, principalement pour les produits bruts...**



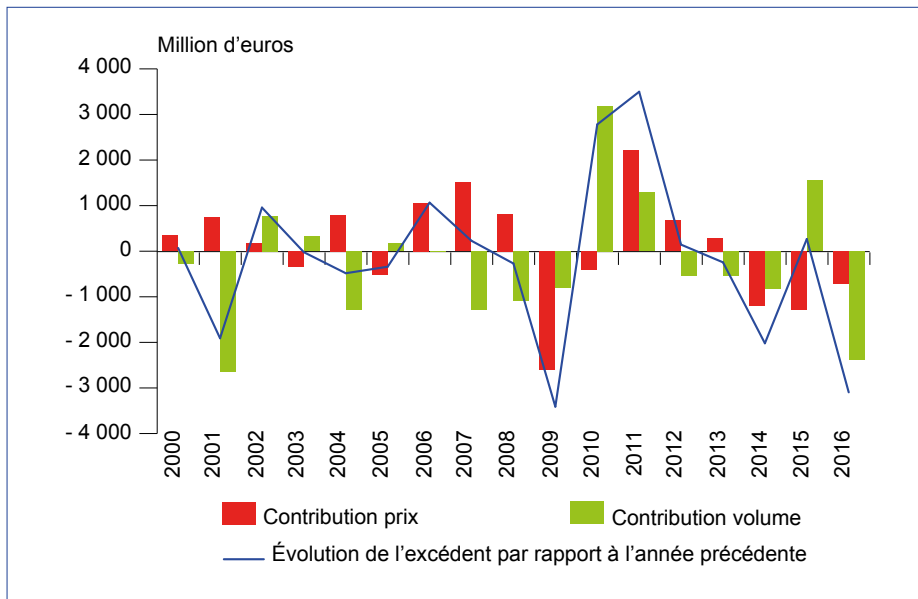
Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

**... dont l'excédent en volume chute de 37 %**



Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

## En 2016, la dégradation de l'excédent en valeur résulte principalement d'un effet volume



Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

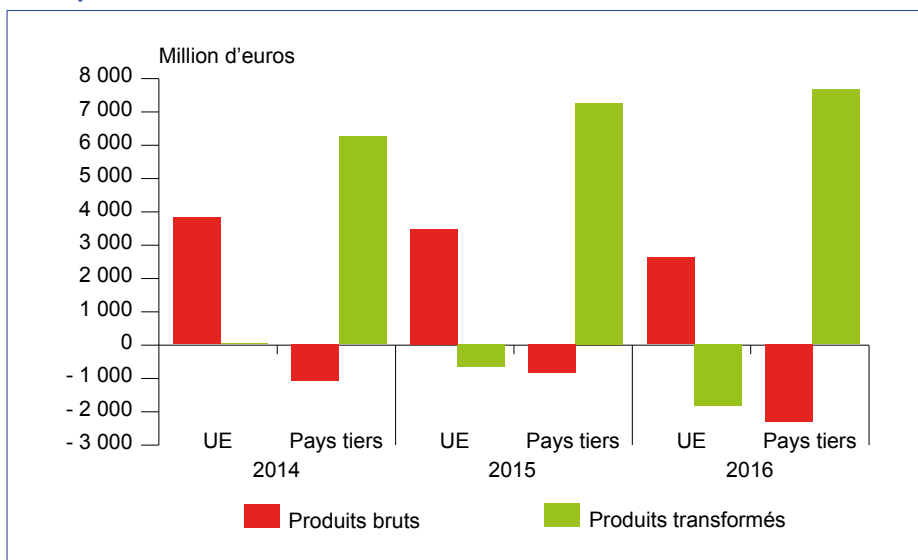
Depuis 2009, l'excédent agroalimentaire a connu de fortes fluctuations. Après s'être effondré en 2009, il s'est fortement accru en 2010 et 2011 pour culminer à son plus haut niveau entre 2011 et 2013. Il diminue ensuite pour retrouver un niveau proche de la moyenne du début des années 2000 en 2014 et 2015. En 2016, son niveau n'est que légèrement supérieur au point bas de 2009.

### Effondrement de l'excédent commercial en produits bruts

En 2016, l'excédent des échanges de produits agricoles bruts s'établit

à 0,3 milliard d'euros, en chute de 2,3 milliards d'euros par rapport à 2015. Cette forte baisse s'explique pour l'essentiel (88 %) par la forte contraction de l'excédent commercial céréalier. Les céréales, au premier rang des produits bruts exportés, connaissent une baisse marquée des quantités exportées et une hausse des volumes importés, combinées à une baisse des prix. Le recul de l'excédent en produits bruts concerne surtout les pays tiers (- 1,5 milliard d'euros) mais aussi les échanges avec l'UE (- 0,8 milliard d'euros).

## En 2016, les déficits des échanges de produits bruts avec les pays tiers et de produits transformés avec l'UE se creusent



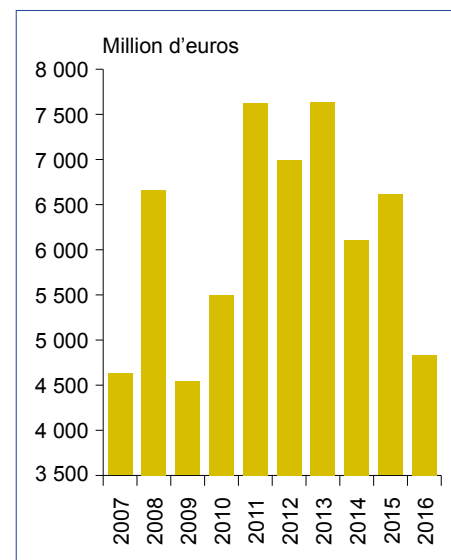
Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

L'excédent des échanges de produits transformés (5,8 milliards d'euros) diminue, quant à lui, de 0,8 milliard d'euros par rapport à 2015. La baisse des prix contribue pour plus de la moitié (56 %) à cette dégradation et celle des volumes pour 44 %. L'excédent des échanges de produits transformés s'améliore de 0,4 milliard d'euros avec les pays tiers mais se dégrade avec les pays de l'UE (- 1,2 milliard d'euros).

### Exportations de céréales en recul de 22 %

Avec une récolte 2015 caractérisée par des moissons abondantes, tant dans le monde qu'en France (nouveau record de production), la baisse des cours des céréales, qui caractérisait déjà la campagne 2014-2015, s'est poursuivie en 2015-2016. Sur les six premiers mois de 2016, les prix du blé tendre et de l'orge français ont ainsi affiché une bonne compétitivité à l'exportation accentuée par un coût du fret maritime tombé à un niveau historiquement bas en février 2016. La très mauvaise récolte 2016, en seconde partie d'année, a inversé totalement la tendance. Les prix des céréales ont alors évolué en deux temps au cours de l'été : d'abord une phase haussière liée à la météorologie désastreuse, suivie d'une érosion jusqu'à début septembre parallèlement aux incertitudes quant aux débouchés pour la récolte française qualifiée

## En 2016, l'excédent commercial en céréales décroche



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

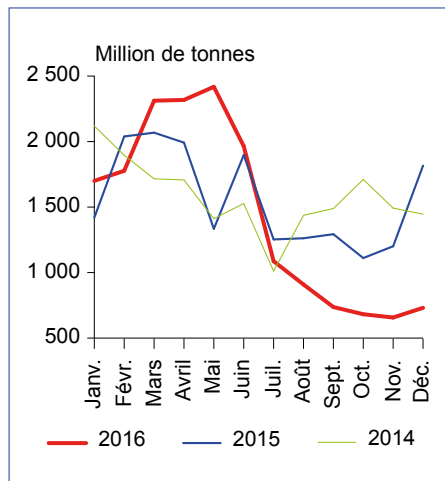
d'atypique (production historiquement faible, qualité impactée par la météo, moindres disponibilités à l'exportation). Par la suite, malgré la pression d'une offre mondiale abondante, les prix ont augmenté grâce à un marché intérieur finalement plus porteur que la demande internationale.

Dans ce contexte, si les quantités exportées de blé tendre sont importantes en cumul sur les six premiers mois de 2016 (+ 16 % par rapport à la même période en 2015), notamment grâce aux débouchés belges ou néerlandais en Europe et algériens ou marocains dans les pays tiers, elles sont moins bien valorisées en raison de la diminution des prix (- 17 % sur un an). Au second semestre 2016, les expéditions de blé sont particulièrement pénalisées par des disponibilités françaises insuffisantes et une qualité difficilement compatible avec les critères exigés par nos principaux clients, ce qui conduit à une très forte contraction des achats en volume (- 39 % sur un an).

Au final, les expéditions de blé tendre vers l'étranger diminuent de 700 millions d'euros en 2016 par rapport à 2015 (- 20 %). Le prix moyen du blé français régresse de 14 % à l'exportation tandis que les quantités exportées baissent de 7 %, pour s'établir à 17,3 millions de tonnes. Les pertes de marché les plus importantes concernent l'Égypte (- 0,9 Mt), l'Algérie (- 0,45 Mt) et les Pays-Bas (- 0,25 Mt) malgré un bon premier semestre 2016 en direction de ces deux derniers pays.

De leur côté, les exportations françaises d'orge diminuent de 449 millions d'euros en 2016 par rapport à 2015 (- 32 %). Les quantités comme les prix reculent (respectivement - 22 % et - 12 %). À l'instar du blé tendre, cette évolution se déroule en deux temps. Sur la première moitié de 2016, les volumes d'orge exportés s'inscrivent en hausse par rapport au premier semestre 2015 (+ 4 %) et les prix diminuent en moyenne de 13 %. Comme en 2015, la Chine reste un débouché important mais n'est plus le principal moteur des exportations françaises. D'autres destinations, au

### Forte baisse des volumes de blé tendre exportés au second semestre 2016



Source : DGDDI (Douanes)

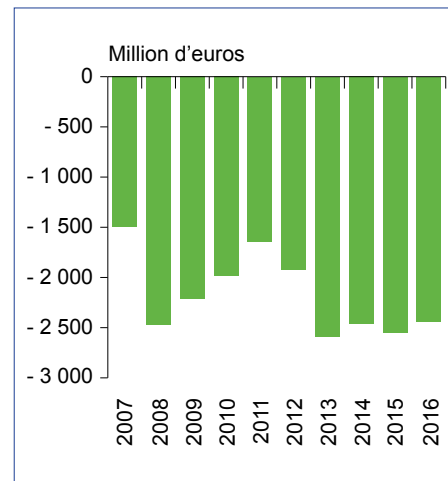
premier rang desquelles le Maroc et l'Arabie Saoudite, prennent le relais. Au second semestre 2016, les volumes expédiés diminuent de 45 % par rapport à 2015, surtout vers la Belgique et les Pays-Bas (respectivement - 0,6 Mt et - 0,3 Mt) mais également la Chine (- 0,3 Mt).

Quant aux exportations de maïs, elles fléchissent de 295 millions d'euros sur un an (- 17 %). Pénalisé par son prix (+ 7 % sur un an) et la faiblesse de ses disponibilités (sécheresse et températures élevées en juin et juillet 2015 ont impacté le développement de la récolte 2015, principalement écoulee en 2016), le maïs français est moins utilisé en alimentation animale et les quantités exportées régressent (- 22 %). Ainsi, les ventes de marchandises françaises diminuent particulièrement vers les pays du nord de l'Europe (- 0,7 Mt vers les Pays-Bas et - 0,4 Mt vers la Belgique). À destination de l'Espagne, ce sont 0,4 Mt de moins qui ont été vendues. Au final, les quantités exportées de maïs reculent de près d'un quart par rapport à 2015, à 5,4 Mt.

### Réduction du déficit de la filière oléagineuse, grâce au repli des importations de tourteaux de soja

En 2016, le déficit de la filière oléagineuse (graines, huiles et tourteaux) atteint 2,4 milliards d'euros, en baisse de 110 millions d'euros.

### Le déficit commercial de la filière oléoprotéagineuse s'améliore en 2016



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Le déficit des seuls échanges de graines oléagineuses se creuse (+ 123 millions d'euros), les importations augmentant plus que les exportations (respectivement + 220 et + 97 millions d'euros). Ce résultat est principalement imputable aux importations de fèves de soja et de graines de tournesol, en hausse respectivement de 134 et 92 millions d'euros par rapport à 2015. Dans un contexte de prix mondiaux déprimés par l'abondance du soja, les volumes importés de graines de soja par la France gonflent de 0,4 Mt (+ 50 % par rapport à 2015). En outre, du fait de la faiblesse de la production française de tournesol en 2015 (liée aux conditions climatiques particulièrement sèches de l'été) et de l'insuffisance des stocks en 2016, les importations de tournesol augmentent de 0,3 Mt (+ 113 %).

De son côté, le déséquilibre des échanges d'huiles, de graisses et tourteaux se réduit de 233 millions d'euros par rapport à 2015. L'amélioration s'explique par un moindre déficit des échanges de tourteaux, en baisse de 287 millions d'euros, grâce au repli plus important des importations (- 330 millions d'euros à 1,4 milliard d'euros) sous l'effet de la baisse conjuguée des volumes (- 13 %) et des prix (- 7 %), que des exportations (- 43 millions d'euros, à 128 millions d'euros). Cette amélioration provient surtout des tourteaux de soja dont les importations reculent (- 21 % en valeur et - 15 %

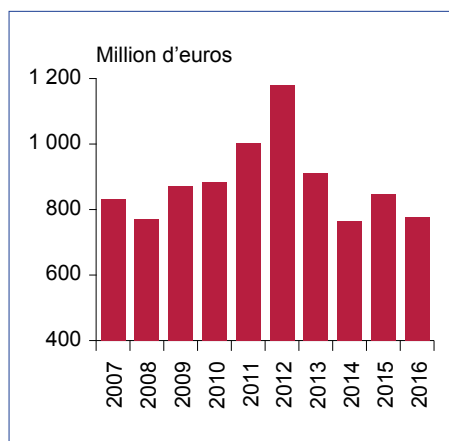
en volume, soit - 0,5 Mt pour un total de près de 3 Mt en 2016) dans un contexte de prix à la baisse. En effet, outre le fait que la France importe plus de graines de soja (+ 0,4 Mt), les fabricants français d'aliments pour le bétail ont eu tendance à incorporer plus de blé tendre du fait d'un blé aux qualités plus difficilement valorisables à l'exportation mais au taux de protéines élevé.

Hors tourteaux, le déficit des huiles et corps gras s'accroît, les importations progressant davantage (+ 154 millions d'euros) que les exportations (+ 100 millions d'euros), sous l'effet de la hausse des volumes.

### Sucre : baisse de l'excédent des échanges

Avec une production de sucre sur la campagne 2015-2016 en forte baisse par rapport au record de 2014-2015 et à son plus faible niveau depuis 2010, les exportations de sucre sont évaluées à un peu moins de 1,1 milliard d'euros en 2016, en diminution de 52 millions d'euros, la hausse des prix (+ 4 %) ne compensant pas le recul des quantités (- 8 %). Dans le même temps, malgré des prix en retrait (- 8 %), les importations de sucre augmentent de 8 % à 278 millions d'euros, en raison de la hausse des volumes (+ 17 %).

### En 2016, l'excédent commercial en sucre se réduit



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

### Fruits et légumes : le déficit commercial se creuse un peu plus en fruits frais

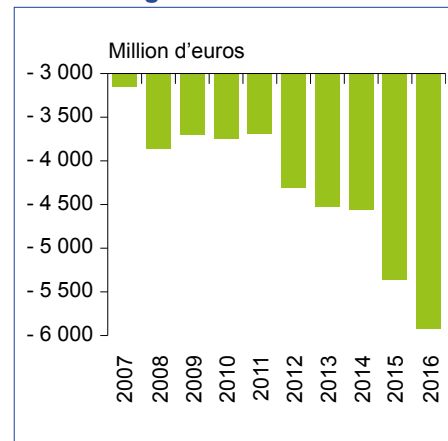
En 2016, le déficit structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes

et produits à base de fruits et légumes) augmente de 542 millions d'euros, dépassant les 5,9 milliards d'euros.

Alors que le déséquilibre des échanges de légumes frais se réduit de 21 millions d'euros, celui des fruits non transformés se creuse de 285 millions d'euros. L'accroissement de ce dernier résulte de la hausse des importations (+ 6 % sur un an en volume comme en valeur, soit + 246 millions d'euros), conjuguée à la baisse des exportations (- 3 % soit - 39 millions d'euros) consécutive à des productions de fruits en retrait (- 5 %). Les agrumes avec 1,1 Mt d'importations en 2016 et les fruits dits « exotiques » (dattes, figues, ananas, avocats, goyaves, mangues) pour près de 0,4 Mt sont les plus gros contributeurs à cette augmentation des volumes importés, dont une grande majorité en provenance d'Espagne (près de 0,8 Mt). Les produits en provenance d'Italie font une percée significative (+ 62 % en volume) même si, comparativement à l'Espagne, les tonnages restent modestes (37 000 tonnes).

Comme pour les fruits, les importations de légumes progressent (+ 185 millions d'euros par rapport à 2015), mais ce dynamisme est plus que compensé par la croissance des exportations (+ 206 millions d'euros) tirée par des prix en hausse (+ 12 %). Parmi les légumes, les échanges de pommes de terre enregistrent même un excédent commercial en progression, grâce à des prix en hausse à l'exportation, les volumes ayant reculé pour la deuxième année consécutive. La récolte 2015 avait été marquée par une diminution des disponibilités liée à la sécheresse de l'été limitant le développement des pommes de terre et réduisant les rendements. Les prix des pommes de terre avaient ainsi fortement augmenté en 2015. Avec les intempéries du printemps 2016, la hausse des prix de la pomme de terre s'est accélérée. Pendant l'été, ils sont restés fermes en raison cette fois de conditions climatiques sèches avant d'être soutenus par des prévisions de production et de rendements en retrait ainsi que par des problèmes de récolte. En 2016, les exportations de pommes de terre en frais augmentent

### En 2016, nouvelle dégradation du déficit commercial de la filière fruits et légumes



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

ainsi en valeur de 125 millions d'euros à 545 millions d'euros, grâce à des prix en forte hausse (+ 38 % par rapport à 2015), malgré des volumes en baisse de 6 %. Les importations de pommes de terre en frais, quant à elles, progressent de 33 millions d'euros à 116 millions d'euros, du fait de la hausse combinée des volumes et des prix (respectivement + 22 % et + 14 %).

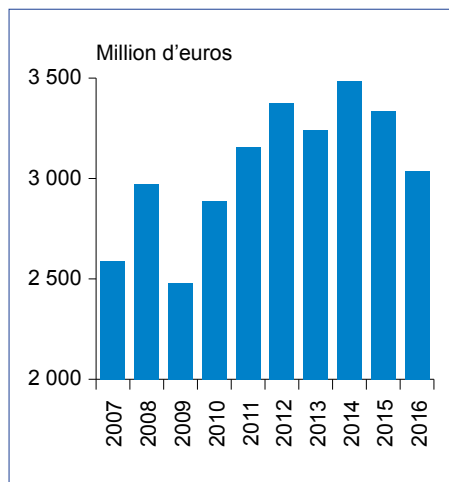
Concernant les produits transformés à base de fruits et légumes, seules les confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, les pois appertisés. Au total, en 2016, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se creuse de 278 millions d'euros en raison principalement de l'augmentation des volumes importés (+ 5 % par rapport à 2015).

### En 2016, nouvelle réduction de l'excédent et des exportations en valeur de produits laitiers, sous l'effet de la poursuite de la baisse des cours

En 2016, les exportations de produits laitiers (hors glaces et sorbets) diminuent de 333 millions d'euros par rapport à 2015 (- 5 %) pour la deuxième année consécutive. Ce recul s'explique en partie par la faiblesse des prix du lait sur la première moitié de 2016. L'année a débuté avec des niveaux de prix mondiaux plutôt bas pour les produits industriels, dans le sillage de 2015. En raison d'un décalage



## L'excédent commercial en produits laitiers recule en 2016

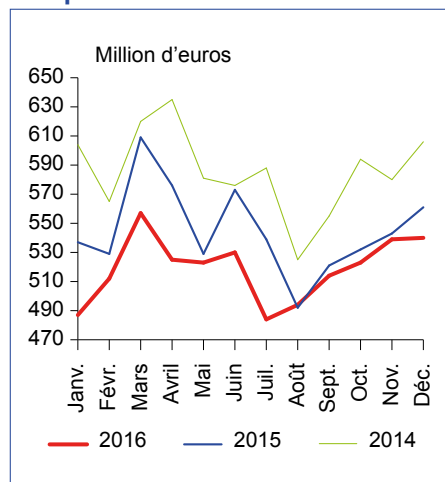


Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

entre une collecte mondiale toujours croissante et une demande mondiale en repli, cette tendance s'est poursuivie jusqu'à la mi-2016. À partir de l'été, la collecte de lait a ralenti, voire diminué en Europe et en particulier en France, permettant un début de rééquilibrage des marchés. La collecte nationale de lait a reculé à partir de juin sous l'effet de conditions météo peu favorables (inondations puis sécheresse estivale affectant la pousse de l'herbe et la production de fourrages...), de difficultés économiques conduisant à des réformes de vaches laitières, voire à des cessations d'activité impactant le potentiel de production et de la mise en œuvre d'une réduction volontaire de la production dans le cadre des plans européens et français.

Les prix mais également les volumes exportés diminuent en 2016 (respectivement - 3 % et - 2 %). La principale baisse concerne les exportations de poudres de lait écrémé (- 121 millions d'euros) sous l'effet d'une diminution des prix (- 7 %) et plus encore des volumes (- 16 %). Alors que les échanges avec les pays tiers restent stables en valeur, ceux avec les pays de l'Union européenne se contractent (- 7 %). Parallèlement, les importations de produits laitiers (hors glaces et sorbets) sont quasiment étales en valeur (- 5 millions d'euros). Au final, l'excédent des échanges de produits laitiers (hors glaces et sorbets) régresse de 328 millions d'euros en 2016, atteignant 2,8 milliards d'euros.

## Baisse des exportations en valeur des produits laitiers en 2016



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

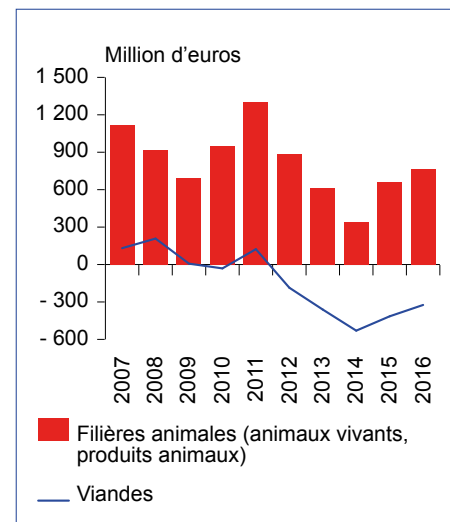
## Filières animales : une réduction du déficit des échanges de viandes, malgré l'impact négatif de l'épizootie d'influenza aviaire

En 2016, l'excédent commercial de la filière animale s'élève à 767 millions d'euros, en progression de 104 millions d'euros par rapport à 2015.

S'agissant des animaux vivants, le solde positif (1,6 milliard d'euros) diminue de 20 millions d'euros. Si les exportations de bovins vivants croissent de 13 millions d'euros (1,4 milliard d'euros), sous l'effet de ventes dynamiques à l'Union européenne, en particulier à l'Italie, principal débouché pour les bovins français, les expéditions de volailles baissent de 63 millions d'euros pour s'établir à 204 millions d'euros, pénalisées par l'épizootie d'influenza aviaire survenue dans le Sud-Ouest fin 2015-début 2016.

Le déficit des échanges de produits animaux (viandes, préparations et sous-produits issus de l'abattage : abats, peaux...) se réduit, quant à lui, de 124 millions d'euros pour atteindre 0,9 milliard d'euros, grâce à la réduction du déficit commercial des viandes bovines (- 96 millions d'euros) et au retour à l'excédent pour les viandes porcines (+ 200 millions d'euros). *A contrario*, le déficit des viandes de volaille se creuse de 203 millions d'euros, conséquence de l'influenza aviaire, atteignant - 191 millions d'euros en 2016.

## En 2016, amélioration de l'excédent de la filière animale



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Concernant les viandes bovines, la réduction du déficit en 2016 provient d'une baisse des importations de 112 millions d'euros (- 9 %), les exportations diminuant de 16 millions d'euros (- 2 %). Les quantités importées se contractent plus que les prix (respectivement - 8 % et - 1 %). Le repli concerne les principaux fournisseurs de la France, notamment l'Italie. Cette évolution est à rapprocher de la hausse des abattages de bovins, en augmentation pour la troisième année consécutive, dans un contexte où la consommation apparente française de viande bovine continue de diminuer en 2016.

En 2016, le solde commercial des viandes de porc redevient excédentaire, bénéficiant de la bonne tenue des exportations (+ 45 millions d'euros en valeur soit + 6 %) mais surtout de la baisse des importations (- 155 millions d'euros soit - 19 %). Les ventes de viande porcine s'accroissent surtout vers la Chine (compensant le recul vers l'UE) du fait d'un déficit de la production locale consécutif à la restructuration du secteur. Les importations se replient principalement en provenance d'Allemagne et d'Espagne. Outre la diminution de la consommation française de viande porcine (- 1 % en 2016), deux hypothèses sont avancées par les professionnels : l'Espagne se concentrerait sur le marché chinois, se détournant partiellement du marché français et les salaisonniers français privilégieraient les jambons



« français », ce qui expliquerait aussi le recul des ventes vers l'Italie (premier débouché dans l'UE pour la France).

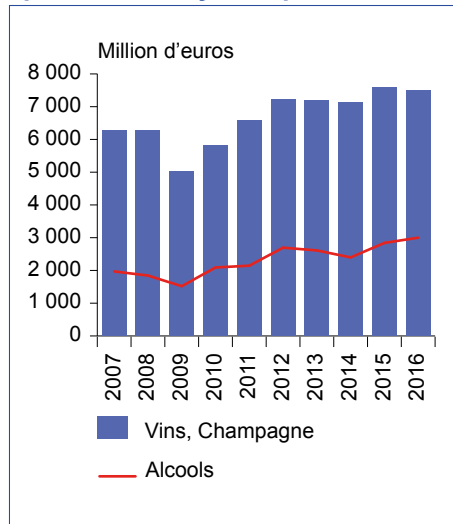
En viandes de volaille, les exportations françaises diminuent de 170 millions d'euros en 2016 par rapport à 2015, l'épisode d'influenza aviaire ayant été à l'origine de la fermeture complète ou partielle de certains débouchés vers les pays tiers. L'Afrique du Sud a fermé ses frontières aux poulets français, la Chine a réduit ses achats tandis que les ventes de poulets entiers congelés vers le Moyen-Orient se sont sensiblement repliées du fait de la concurrence des exportations brésiliennes dont la compétitivité a été renforcée par la baisse du réal. Le contexte économique général de ces pays (baisse de la demande) pénalise également les exportations françaises. Parallèlement, les importations françaises progressent de 32 millions d'euros (+ 3 %).

**En 2016, une progression de l'excédent des échanges de boissons due aux alcools distillés**

En 2016, avec 8,2 milliards d'euros, les exportations de vins et Champagne diminuent légèrement (- 25 millions d'euros) sous l'impact de la baisse des volumes (- 1 %), les prix demeurant stables.

Vers l'UE, les expéditions françaises de vins et Champagne régressent

**Seul l'excédent agroalimentaire en spiritueux est dynamique**



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

en valeur et en volume par rapport à 2015, notamment vers les principaux clients que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Belgique. À l'inverse, les ventes progressent nettement vers les pays tiers et plus particulièrement vers la Chine et les États-Unis. Toutes zones confondues, l'Amérique du Nord reste en 2016 le premier débouché en valeur pour les vins et Champagne avec 1,4 milliard d'euros, soit 17 % des exportations totales. Le Royaume-Uni arrive second avec près de 1,1 milliard d'euros (13 % des ventes) suivi, plus loin derrière, de l'Allemagne. En 2016, la valeur des exportations à destination du groupe

« Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan » progresse pour la seconde année consécutive (+ 6 %). C'est vers la Chine que les exportations augmentent le plus en valeur (+ 55 millions d'euros) atteignant 612 millions d'euros, soit 8 % des expéditions de vins et Champagne français. Cette destination reste le quatrième débouché en valeur.

En 2016, les importations françaises s'accroissent de 9 % en valeur (+ 59 millions d'euros), s'établissant à 0,7 milliard d'euros, conséquence de la hausse des volumes achetés (+ 7 %) notamment en provenance d'Espagne.

En 2016, les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, rhum, etc.) sont en hausse de 216 millions d'euros (+ 6 %), atteignant 4,2 milliards d'euros. Les ventes de Cognac qui représentent près des deux tiers des expéditions françaises d'alcools distillés, progressent de 164 millions d'euros (+ 19,6 %), sous l'effet de la hausse des quantités vendues. Ces dernières augmentent surtout à destination des pays tiers et notamment des États-Unis et de la Chine. Vers les États-Unis, les ventes sont particulièrement soutenues (+ 146 millions d'euros, soit + 16 %), s'établissant à 1,1 milliard d'euros. Vers la Chine, le montant des ventes atteint 325 millions d'euros, en hausse de 58 millions d'euros (+ 22 %).

## Dans un contexte de repli des exportations vers l'UE et les pays tiers, les expéditions à destination des États-Unis et du Maroc sont particulièrement dynamiques

Destinations	Exportations en 2016 (million d'euros)	Évolution 2016/2015 (million d'euros)	Évolution 2016/2015 (%)	Les trois produits contribuant le plus à l'évolution des exportations françaises vers ce pays
Allemagne	6 422	- 69	- 1	Produits laitiers et fromages (- 38 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (30 millions d'euros) Vins de raisin (- 25 millions d'euros)
Belgique	6 342	- 23	0	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 130 millions d'euros) Produits amylacés (87 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 55 millions d'euros)
Italie	5 358	- 8	0	Viandes de boucherie et produits d'abattage (- 67 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 53 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 31 millions d'euros)
Royaume-Uni	5 228	- 227	- 4	Vins de raisin (-114 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 57 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 35 millions d'euros)
Espagne	4 793	- 83	- 2	Légumes et melons, racines et tubercules (64 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 62 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 56 millions d'euros)
États-Unis	4 003	331	9	Boissons alcoolisées distillées (165 millions d'euros) Vins de raisin (62 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (36 millions d'euros)
Pays-Bas	3 321	- 217	- 6	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 225 millions d'euros) Aliments pour animaux de compagnie (- 100 millions d'euros) Huiles et graisses (51 millions d'euros)
Chine	2 067	- 443	- 18	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 678 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (80 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (73 millions d'euros)
Suisse	1 649	43	3	Légumes et melons, racines et tubercules (30 millions d'euros) Vins de raisin (-18 millions d'euros) Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (9 millions d'euros)
Algérie	1 170	- 233	- 17	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 226 millions d'euros) Autres bovins et buffles, vivants et leur sperme (27 millions d'euros) Fruits à pépins et à noyau (- 16 millions d'euros)
Japon	1 150	- 12	- 1	Viandes de volailles (- 22 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (16 millions d'euros) Chevaux et autres équidés, vivants (- 9 millions d'euros)
Singapour	903	- 34	- 4	Vins de raisin (-20 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (-7 millions d'euros) Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (5 millions d'euros)
Maroc	732	210	40	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (204 millions d'euros) Huiles et graisses (- 12 millions d'euros) Vaches laitières, vivantes et lait de vache, brut (9 millions d'euros)
Portugal	725	- 5	- 1	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 23 millions d'euros) Légumes et melons, racines et tubercules (18 millions d'euros) Sucre (- 6 millions d'euros)
Hong Kong	696	45	7	Vins de raisin (48 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (- 12 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (7 millions d'euros)
Canada	628	10	2	Vins de raisin (8 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (5 millions d'euros) Café et thé transformés (-5 millions d'euros)
Pologne	621	59	10	Cacao, chocolat et produits de confiserie (12 millions d'euros) Produits à base de tabac (12 millions d'euros) Biscottes et biscuits ; pâtisseries de conservation (9 millions d'euros)
Arabie saoudite	580	- 31	- 5	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (79 millions d'euros) Viandes de volailles (- 71 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (- 10 millions d'euros)
Grèce	550	12	2	Viandes de boucherie et produits d'abattage (6 millions d'euros) Cacao, chocolat et produits de confiserie (- 6 millions d'euros) Sucre (-6 millions d'euros)
Suède	519	- 17	- 3	Aliments pour animaux de compagnie (- 15 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (8 millions d'euros) Vins de raisin (8 millions d'euros)

Source : DGDDI (Douanes)

## En 2016, le recul des prix et des quantités tire la valeur des exportations vers le bas

Produits CPF4	Montant des exportations 2016 (million d'euros)	Évolution de la valeur des exportations 2016/2015 (%)	Évolution des volumes exportés 2016/2015 (%) <sup>1</sup>	Évolution des prix 2016/2015 (%) <sup>1</sup>
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>58 714</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,3</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	<b>14 270</b>	<b>- 9,1</b>	<b>- 6,2</b>	<b>- 3,0</b>
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>13 269</b>	<b>- 9,7</b>	<b>- 7,0</b>	<b>- 2,8</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	6 840	- 17,9	- 11,6	- 7,1
<i>Céréales n. c. riz</i>	5 584	- 22,1	- 14,4	- 9,0
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 251	8,4	6,1	2,2
Légumes, fleurs, plantes	2 412	7,9	- 2,1	10,3
<i>Légumes</i>	2 134	10,7	- 0,8	11,5
Prod. cult. permanentes	1 838	- 1,9	- 4,1	2,4
<i>Fruits</i>	1 499	- 2,6	- 4,6	2,1
<i>Café, cacao, thé</i>	27	- 20,3	- 17,9	- 2,9
Animaux vifs, œufs, miel	2 179	- 3,2	2,4	- 5,6
<i>Bovins</i>	1 386	0,9	3,2	- 2,2
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>405</b>	<b>- 7,5</b>	<b>9,7</b>	<b>- 15,7</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>596</b>	<b>5,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>
<b>IAA, TABACS</b>	<b>44 443</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>- 0,8</b>
Viandes, produits de l'abattage	4 363	- 3,6	- 1,4	- 2,2
<i>Viande bovine</i>	900	- 1,7	0,5	- 2,2
<i>Viande porcine</i>	794	6,0	1,0	5,0
<i>Volaille</i>	848	- 16,7	- 7,4	- 10,0
Prod. préparés de la pêche	909	6,1	5,8	0,3
Prod. à base de fruits & lég.	1 955	0,4	0,1	0,2
Huiles, tourteaux, corps gras	1 222	4,9	10,5	- 5,1
<i>Tourteaux</i>	128	- 25,0	- 17,1	- 9,5
Produits laitiers, glaces	6 227	- 4,8	- 1,7	- 3,1
<i>Fromages</i>	2 967	- 1,5	0,4	- 1,9
Produits des céréales	2 641	- 1,2	0,2	- 1,4
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 883	11,6	10,1	1,3
Autres produits alimentaires	8 079	1,0	1,7	- 0,7
<i>Sucre</i>	1 054	- 4,7	- 8,4	4,0
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 176	0,5	- 1,0	1,6
Aliments pour animaux	2 095	- 6,1	- 8,6	2,7
Boissons	14 816	1,7	1,4	0,3
<i>Vins, champagne</i>	8 253	- 0,3	- 0,6	0,3
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	4 164	5,5	5,5	0,0
Tabacs	253	2,3	12,2	- 8,8

### 1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2016, les exportations de céréales s'élèvent à 5,6 milliards d'euros, soit une baisse de 22 % par rapport à 2015 : les quantités exportées de céréales diminuent de 14 % et les prix auxquels elles ont été vendues de 9 %.

Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

## En 2016, la valeur des importations augmente sous l'effet de la hausse des quantités importées

Produits CPF4	Montant des importations 2016 (million d'euros)	Évolution de la valeur des importations 2016/2015 (%)	Évolution des volumes importés 2016/2015 (%) <sup>1</sup>	Évolution des prix 2016/2015 (%) <sup>1</sup>
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>52 592</b>	<b>3,3</b>	<b>3,5</b>	<b>- 0,2</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	<b>13 989</b>	<b>7,0</b>	<b>8,2</b>	<b>- 1,1</b>
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>12 038</b>	<b>6,0</b>	<b>9,1</b>	<b>- 2,9</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	2 007	16,9	27,1	- 8,0
<i>Céréales n. c. riz</i>	497	16,3	28,9	- 9,8
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 506	17,1	26,6	- 7,4
Légumes, fleurs, plantes	3 175	5,2	2,5	2,6
<i>Légumes</i>	2 638	7,5	4,7	2,7
Prod. cult. permanentes	6 301	4,7	4,4	0,3
<i>Fruits</i>	4 107	6,4	5,9	0,5
<i>Café, cacao, thé</i>	949	- 4,2	3,1	- 7,1
Animaux vifs, œufs, miel	555	- 8,7	37,0	- 33,4
<i>Bovins</i>	32	- 32,2	- 29,6	- 3,6
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>249</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 3,2</b>	<b>- 1,1</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>1 702</b>	<b>17,1</b>	<b>3,4</b>	<b>13,2</b>
<b>IAA, TABACS</b>	<b>38 603</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>0,2</b>
Viandes, produits de l'abattage	5 220	- 5,2	- 3,3	- 1,9
<i>Viande bovine</i>	1 162	- 8,8	- 7,6	- 1,3
<i>Viande porcine</i>	660	- 19,0	- 19,3	0,3
<i>Volaille</i>	1 040	3,2	4,5	- 1,2
Prod. préparés de la pêche	3 892	3,0	0,2	2,8
Prod. à base de fruits & lég.	4 750	6,4	4,8	1,5
Huiles, tourteaux, corps gras	3 405	- 4,9	- 0,9	- 4,0
<i>Tourteaux</i>	1 379	- 19,3	- 13,3	- 6,9
Produits laitiers, glaces	3 189	- 0,4	- 0,5	0,1
<i>Fromages</i>	1 354	1,0	- 2,0	3,1
Produits des céréales	1 683	4,5	3,5	1,0
Biscuits, pâtisseries, pâtes	2 234	2,4	2,5	- 0,2
Autres produits alimentaires	8 025	4,7	3,9	0,8
<i>Sucre</i>	278	7,7	16,6	- 7,6
<i>Chocolat, confiserie</i>	3 012	6,2	2,9	3,2
Aliments pour animaux	998	6,3	- 1,0	7,4
Boissons	3 401	6,5	6,5	0,0
<i>Vins, champagne</i>	744	8,5	7,1	1,4
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	1 164	5,2	10,0	- 4,4
Tabacs	1 805	4,6	5,0	- 0,3

### 1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2016, les importations de céréales atteignent 497 millions d'euros, soit une hausse de 16 % par rapport à 2015 : les quantités importées de céréales progressent de 29 % alors que les prix auxquels elles ont été achetées diminuent de 10 %.

Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

**L'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires perd 1/3 de sa valeur en 2016 principalement à cause de la baisse des quantités exportées et de la progression des quantités achetées**

Produits CPF4	Montant du solde des échanges 2016 (million d'euros)	Évolution du solde entre 2015 et 2016 (million d'euros) <sup>1</sup>	Contribution des volumes dans l'évolution du solde entre 2015 et 2016 (million d'euros) <sup>1</sup>	Contribution des prix à l'évolution du solde entre 2015 et 2016 (million d'euros) <sup>1</sup>
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>6 122</b>	<b>- 3 095,8</b>	<b>- 2 386,9</b>	<b>- 708,9</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	<b>281</b>	<b>- 2 339,0</b>	<b>- 2 052,4</b>	<b>- 286,6</b>
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>1 231</b>	<b>- 2 099,0</b>	<b>- 2 067,8</b>	<b>- 31,3</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	4 832	- 1 780,1	- 1 430,1	- 350,1
<i>Céréales n. c. riz</i>	5 087	- 1 656,4	- 1 157,3	- 499,1
<i>Oléoprotéagineux</i>	- 255	- 123,3	- 271,4	148,1
Légumes, fleurs, plantes	- 763	19,8	- 124,6	144,4
<i>Légumes</i>	- 504	20,5	- 131,2	151,7
Prod. cult. permanentes	- 4 462	- 318,8	- 342,9	24,1
<i>Fruits</i>	- 2 609	- 285,1	- 297,1	11,9
<i>Café, cacao, thé</i>	- 921	34,6	- 37,0	71,5
Animaux vifs, œufs, miel	1 624	- 19,9	- 170,2	150,3
<i>Bovins</i>	1 354	27,6	57,1	- 29,6
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>156</b>	<b>- 21,6</b>	<b>51,1</b>	<b>- 72,7</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>- 1 106</b>	<b>- 218,3</b>	<b>- 35,7</b>	<b>- 182,6</b>
<b>IAA, TABACS</b>	<b>5 841</b>	<b>- 756,8</b>	<b>- 334,5</b>	<b>- 422,3</b>
Viandes, produits de l'abattage	- 857	124,2	117,9	6,3
<i>Viande bovine</i>	- 263	96,2	101,2	- 5,0
<i>Viande porcine</i>	133	200,1	164,7	35,5
<i>Volaille</i>	- 191	- 202,7	- 121,0	- 81,7
Prod. préparés de la pêche	- 2 983	- 59,9	42,4	- 102,3
Prod. à base de fruits & lég.	- 2 795	- 277,7	- 211,9	- 65,8
Huiles, tourteaux, corps gras	- 2 183	233,0	156,1	76,9
<i>Tourteaux</i>	- 1 252	287,1	198,4	88,8
Produits laitiers, glaces	3 038	- 299,1	- 95,9	- 203,2
<i>Fromages</i>	1 613	- 59,7	39,4	- 99,1
Produits des céréales	958	- 103,9	- 49,3	- 54,6
Biscuits, pâtisseries, pâtes	- 350	143,9	115,3	28,6
Autres produits alimentaires	54	- 285,2	- 167,2	- 117,9
<i>Sucre</i>	777	- 71,6	- 135,2	63,7
<i>Chocolat, confiserie</i>	- 835	- 164,0	- 104,9	- 59,1
Aliments pour animaux	1 097	- 196,5	- 183,7	- 12,8
Boissons	11 416	38,8	- 2,2	41,1
<i>Vins, champagne</i>	7 509	- 83,1	- 94,8	11,7
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	2 999	159,3	106,6	52,8
Tabacs	- 1 552	- 74,4	- 55,9	- 18,5

1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2016, l'excédent des échanges de céréales s'est élevé à un peu moins de 5,1 milliards d'euros, soit une baisse de 1,7 milliard d'euros par rapport à 2015 : l'évolution des quantités échangées contribue pour 1,2 milliard d'euros à la diminution de l'excédent et le recul des prix pour 499 millions d'euros.

Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP



**Sources**

- Commerce extérieur de la France : Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

**Calcul des effets volume et prix :**

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur des exportations, des importations et du solde du commerce extérieur entre l'année n - 1 et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution des exportations, des importations et du solde commercial.

Soient :

- pe1 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n - 1
- pe2 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- pi1 : la valeur unitaire à l'importation de l'année n - 1
- pi2 : la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- qe1 : la quantité exportée de l'année n - 1
- qe2 : la quantité exportée de l'année n
- qi1 : la quantité importée de l'année n - 1
- qi2 : la quantité importée de l'année n

- 1 - Pour les exportations** au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) / (pe1 * qe1)$$

Il représente l'évolution des exportations à prix unitaire constant par rapport à l'année n - 1

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) / (pe1 * qe1)$$

Il représente l'évolution des exportations à volume constant par rapport à l'année n - 1.

**Le calcul est identique pour les importations.**

- 2 - Pour le solde du commerce extérieur**, au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = [(pe1 * qe2 - pe1 * qe1) - (pi1 * qi2 - pi1 * qi1)] / (pe1 * qe1 - pi1 * qi1)$$

Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant par rapport à l'année n - 1

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = [(qe2 * pe2 - qe2 * pe1) - (qi2 * pi2 - qi2 * pi1)] / (pe1 * qe1 - pi1 * qi1)$$

Il représente l'évolution du solde à quantité constante par rapport à l'année n - 1.

- 3 - On agrège** au niveau des groupes de la CPF rév. 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

**Pour en savoir plus**

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Économie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour séries longues
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

**Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :**

- « En février 2017, l'excédent agroalimentaire recule fortement sur un an, pénalisé par la chute des exportations céréalières », Agreste Infos Rapides Commerce extérieur agroalimentaire, n° 04/12, avril 2017
- « En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2016/283, mars 2016
- « Baisse des prix et embargo russe pèsent sur les exportations agricoles et agroalimentaires françaises », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2015/262, mars 2015
- « Produits laitiers, viandes porcines, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/253, octobre 2014



# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**Arvalis** : Institut du végétal  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**NEPG** : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**StatCan** : Statistique Canada  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**FCO** : fièvre catarrhale ovine  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.rnm.franceagrimer.fr/](http://www.rnm.franceagrimer.fr/)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépot légal : À parution  
© Agreste 2017

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)





# Références des synthèses

## Synthèses

Le recul de la production française de pommes de terre en 2016 maintient les cours à un niveau élevé

*Grandes cultures* 5 T. Champagnol

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations françaises de pommes reculent nettement

*Fruits* 11 L. Bernadette

En 2016, redressement de la production ovine

*Animaux de boucherie, Ovins* 15 M.-A. Lapuyade

En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc

*Animaux de boucherie, porcins* 21 C. Pendariès

Début 2017, les collectes européenne et française de lait continuent de reculer, dans un contexte de marchés tendu pour le beurre et excédentaire pour la poudre de lait écrémé

*Lait* 27 A. Rhodes

En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse

*IAA* 33 M. Kuhn-le Braz

En 2016, la chute de l'excédent commercial céréalier contribue à la forte dégradation des échanges agroalimentaires français

*Commerce extérieur* 53 T. Champagnol

## Organismes et abréviations

65

## Pour en savoir plus

67

## Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 2/4, juin 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Animaux de boucherie - Bovins, n° 5/11, mai 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins, n° 5/11, mai 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 5/11, mai 2017

C. Pendariès,

Aviculture, n° 6/11, juin 2017

C. Pendariès

Animaux de boucherie - Bovins, enquête cheptel décembre 2016, mars 2017

M.A. Lapuyade, E. Mathieu

Animaux de boucherie - Ovins, enquête cheptel novembre 2016, mars 2017

M.A. Lapuyade, P. Soler

Animaux de boucherie - Caprins, enquête cheptel novembre 2016, mars 2017

M.A. Lapuyade, E. Mathieu

Animaux de boucherie - Porcins, enquête cheptel novembre 2016, mars 2017

C. Pendariès

Bois et dérivés n° 1/2, avril 2017

G. Astrié

Carotte n° 6/6, avril 2017

S. Bernadet

Cerise, n° 2/3, juin 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Chicorée n° 1/4, juin 2017

S. Bernadet

Chou-fleur n° 5/5, mai 2017

S. Bernadet

Climatologie, n° 6/12, juin 2017

M. Le Turdu

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 6/12, juin 2017

T. Champagnol

Concombre, n° 1/4, mai 2017

S. Bernadet

Courgette, n° 1/2, juin 2017

S. Bernadet

Coûts de production, n° 6/10, juin 2017

M. Kuhn-le-Braz, A. Lavergne

Endive, n° 5/5, juin 2017

S. Bernadet

Fraise, n° 2/3, juin 2017

S. Bernadet

Grandes cultures et fourrages n° 4/10, juin 2017

O. Satger

Lait, n° 6/11, juin 2017

S. Cazeneuve

Laitue n° 5/5, avril 2017

S. Bernadet

Pêche n° 2/5, juin 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Poireau n° 5/5, 2017

S. Bernadet

Prairies n° 2/7, juin 2017

L. Grassart

Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, juin 2017

A. Delort

Stocks Pommes-Poires, n° 5/6, mai 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Tomate, n° 1/4, mai 2017

S. Bernadet

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 2 - juin 2017

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*  
*Secrétariat Général*  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---